

# Asie orientale

Mitch Aso  
Lionel Babicz  
Patrick Beillevaire  
Augustin Berque  
Pascal Bourdeaux  
Guillaume Carré  
Anne Cheng  
Rafe de Crespigny  
Aline Demay  
Valerie Hansen  
Annick Horiuchi  
Luca Gabbiani  
Marie Gibert  
Francois Gipouloux  
Anne Gonon  
Gilles Guiheux  
Jinping Wang  
Charles Keith  
Isabelle Landry-Deron  
Arnaud Nanta  
Xavier Paulès  
Stéphanie Ponsavady  
Alain Roux  
Isabelle Sancho  
Christian Sautter  
Pierre-François Souyri  
Isabelle Thireau  
Anne-Christine Trémon  
Zhang Yinde



**Henri Bernard-Maître,  
Pierre Humbertclaude  
et Maurice Prunier**

*Présences occidentales au Japon. Du siècle chrétien à la réouverture du XIX<sup>e</sup> siècle*

Éd. par C. Marquet, Paris, Les Éditions du Cerf, 2011, 432 p.

Ce recueil d'articles édité et présenté par Christophe Marquet, historien de l'art du Japon, rassemble des études réalisées dans les années 1940 au Japon par Henri Bernard-Maître (1889-1975) et Pierre Humbertclaude (1899-1984). Comme indiqué dans la préface, il s'agit de mettre à la disposition du public des travaux pionniers qui n'ont pas connu toute l'audience qu'ils méritaient. Ce choix d'articles très érudits apporte un éclairage intéressant, et à certains égards novateur, sur des questions que l'on croyait bien connaître, à savoir la présence coloniale portugaise et espagnole dans le Sud-Est asiatique, d'une part, les activités culturelles des missionnaires au Japon aux XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles, d'autre part. Signalons qu'un chapitre, plus modeste, est consacré à la présence française au Japon avant 1854.

L'histoire mouvementée de la chrétienté au Japon n'a cessé de susciter un vif intérêt chez les historiens. On dispose aujourd'hui de très nombreuses études, parmi lesquelles celles de l'historien britannique Charles Boxer, à qui l'on doit l'expression « siècle chrétien<sup>1</sup> », de Léon Bourdon, Michael Cooper, Jacques Bésineau, Jacques Proust et bien d'autres... À l'époque où les pères Bernard-Maître et Humbertclaude se penchent sur la question, les recherches sont encore balbutiantes et c'est auprès de l'historien des religions Anesaki Masaharu et du linguiste Shinmura Izuru qu'ils vont trouver les

meilleurs collaborateurs. Les travaux de ces érudits japonais font encore autorité aujourd'hui et la qualité des articles réunis dans le recueil reflète le niveau d'exigence de la recherche de cette époque.

Si le destin a voulu que leurs travaux soient rassemblés dans un même volume et s'ils ont en commun d'avoir mené en Asie des activités de missionnaires, les deux hommes n'en ont pas moins des profils différents.

L'intérêt de H. Bernard-Maître, missionnaire jésuite affecté à l'École des hautes études industrielles et commerciales de Tianjin, s'est d'abord porté sur l'activité missionnaire jésuite au XVI<sup>e</sup> siècle en Chine, pour se concentrer ensuite sur la figure de Matteo Ricci. Il consacre à ce personnage une bibliographie monumentale, ainsi qu'une étude approfondie sur sa contribution dans le domaine des sciences et des arts<sup>2</sup>.

Les études sur le Japon recueillies dans ce volume se nourrissent de cette recherche ainsi que de sa connaissance très subtile de l'empire colonial portugais et espagnol en Asie. On pourra ainsi lire un chapitre très informatif sur les « Traductions chinoises d'ouvrages européens au Japon durant la période de fermeture », dans lequel il décrit minutieusement les vagues de proscription touchant les publications jésuites en langue chinoise. La riche production scientifique des jésuites de Chine, qui a vu le jour avec l'aide de collaborateurs chinois, a constitué en effet pendant les deux siècles de fermeture du pays une source précieuse qui a permis aux savants japonais d'accéder à des pans significatifs de la science occidentale, notamment dans le domaine de l'astronomie et des mathématiques. H. Bernard-Maître expose ici sa thèse selon laquelle ces ouvrages scientifiques et doctrinaux ont circulé au Japon bien plus qu'on ne l'imagine et qu'ils auraient exercé

un impact significatif sur la vie intellectuelle japonaise.

Enfin, le chapitre intitulé « Les débuts des relations diplomatiques entre le Japon et les Espagnols des îles Philippines (1571-1594) » apporte un éclairage original sur les rivalités entre Portugais et Espagnols, la façon dont ils négociaient avec leurs interlocuteurs japonais, pris eux-mêmes dans des rivalités locales, ou encore le rôle d'intermédiaire joué par d'obscurs aventuriers. Le tableau qui s'en dégage est sans doute bien plus proche de la réalité que l'image idyllique que nous renvoie les correspondances des missionnaires jésuites qui ont rencontré les grands seigneurs de l'époque.

Une autre réflexion que l'on rencontre au fil de ces articles est la confrontation du christianisme avec la philosophie naturelle de Zhu Xi et le secours que le premier a pu trouver dans la philosophie de Wang Yangming. De ce penseur chinois, connu pour avoir inspiré de nombreux idéologues au Japon, H. Bernard-Maître disait : « Toutefois, ce qui, à notre connaissance, n'a jamais été souligné, ce sont les affinités naturelles et historiques de cette philosophie avec l'idéal des premiers messagers de la culture européenne en Extrême-Orient » (p. 116).

C'est sur ce thème de la confrontation et du dialogue des religions et des pensées que se rencontrent les travaux des deux auteurs réunis dans ce volume. Le père marianiste Humbertclaude, qui a séjourné au Japon entre 1931 et 1952, est en effet l'auteur de la traduction de *Myôtei mondô*<sup>3</sup>, l'un des rares textes conservés d'apologétique chrétienne et de réfutation des religions locales (bouddhisme, confucianisme et shintô), daté de 1605. Son intérêt s'est aussi porté sur l'auteur de ce texte, Fukan Fabian, un célèbre apostat japonais qui a laissé derrière lui le *Ha-deusu (Réfutation de Dieu)*, un virulent traité de réfutation du christianisme publié en 1620.

Dans le présent recueil, le travail de P. Humbertclaude est représenté par un article très fouillé intitulé : « La littérature chrétienne au Japon il y a trois cents ans ». Sous la dénomination de littérature chrétienne, on trouve aussi bien des livres doctrinaux (catéchismes, vies de Saints) que des ouvrages profanes (*Fables* d'Esopé, littérature édifiante, manuels

de grammaire). Rétablir la généalogie et la circulation des ouvrages de doctrine chrétienne au Japon est une tâche rendue très difficile par la répression très sévère qui a frappé le christianisme dès le début du XVII<sup>e</sup> siècle et qui a conduit à la destruction de la plupart d'entre eux. L'article de P. Humbertclaude offre un aperçu du long cheminement qui a précédé la réalisation d'ouvrages de doctrine adaptés à la population japonaise, en prenant notamment appui sur le plus célèbre d'entre eux, *Dochirina kirisutan (Doctrine chrétienne)*, ouvrage imprimé au Japon en 1592.

À la lecture de cet article, on est frappé par l'extrême diversité des textes produits par les missionnaires : ils sont destinés tantôt à servir de support à l'enseignement de la doctrine et de la langue auprès des frères, tantôt à propager la foi parmi les plus humbles, les enfants, les femmes..., ainsi qu'à réfuter les religions rivales ou préparer au martyre. À travers cette production imprimée, parmi les plus anciennes réalisées en langue japonaise, on découvre une société où le livre remplit déjà un rôle essentiel dans la diffusion des connaissances et des croyances.

Pour finir, il convient de rappeler que les articles réunis ici sont tous très anciens. On trouvera çà et là des notes ou des remarques devenues obsolètes. Soulignons également que la réédition moderne de ces articles a été l'occasion d'insérer une iconographie de qualité. On trouvera de belles reproductions d'images pieuses conservées au Japon ainsi que des *fumie* (images à piétiner), bas-reliefs en cuivre, utilisés pendant plus de deux siècles par les autorités pour identifier les chrétiens.

ANNICK HORIUCHI

1 - Charles R. BOXER, *The Christian century in Japan, 1549-1650*, Berkeley, University of California Press, 1967.

2 - Henri BERNARD-MAÎTRE, *L'apport scientifique du Père Matthieu à la Chine*, Tientsin, Mission de Sienshien, 1935, partiellement réédité in M. MASSON (éd.), *Matteo Ricci, un jésuite en Chine. Les savoirs en partage au XVII<sup>e</sup> siècle*, Paris, Éditions Faculté jésuites de Paris, 2010.

3 - Pierre HUMBERTCLAUDE, « Myôtei mondô. Une apologétique chrétienne japonaise de 1605 », *Monumenta Nipponica*, 1-2, 1938, p. 515-548 et 2-1, 1939, p. 237-267.

**François Lachaud***Le vieil homme qui vendait du thé.**Excentricité et retrait du monde dans le Japon du XVIII<sup>e</sup> siècle*

Paris, Les Éditions du Cerf, 2010, 152 p.

D'une grande érudition – une érudition parfois même inutile et sans doute... excentrique – et magnifiquement bien écrit – avec un zeste de préciosité que le lecteur fatigué des banalités convenues appréciera –, ce petit livre nous plonge, bien au-delà des clichés habituels, dans la vie quotidienne et les réseaux de sociabilités intellectuelles de la Kyōto d'autrefois, au milieu de l'époque des Tokugawa. Un vieil homme, un ancien moine bouddhiste sage et cultivé quasi oublié aujourd'hui (connu sous plusieurs noms dont celui de Baisaō), décide de revenir à la vie laïque et de subsister en vendant du thé dans une rustique boutique, agréable occasion de deviser avec une clientèle réduite et choisie d'estimés connaisseurs qui se cherchent, loin des intrigues, des impostures et des goujateries. L'auteur nous embarque ainsi avec une grande finesse dans l'univers mental de ces excentriques du milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, prétexte à la découverte d'un monde éloigné des habituels clichés renvoyant à une société engoncée dans ses statuts sociaux.

Il a toujours existé dans le Japon d'autrefois des reclus ou des gens qui choisissaient la vie érémitique et, au cours du Moyen Âge par exemple, nombreux furent ceux qui choisirent de se retirer du monde ou de devenir gyrovagues. Kamo no Chōmei, dont quelques-uns des écrits ont été opportunément publiés récemment, en fut un bel exemple<sup>1</sup>. Mais l'excentricité ici évoquée est autre. En s'écartant de la norme, ces personnalités sont à l'origine d'un véritable engouement à Kyōto, ville dont l'auteur rappelle le rôle intellectuel majeur à côté d'Ōsaka, la cité marchande, véritable « cuisine de l'empire », et d'Edo, l'industrielle capitale des shoguns. En effet Kyōto reste au XVIII<sup>e</sup> siècle la capitale impériale, une ville à la fois élégante et érudite, dont on oublie trop souvent qu'en étaient exclus – sur ordre du shogun – les samouraïs. Peuplée pour l'essentiel d'aristocrates de la Cour, de moines, de marchands, d'artisans, de lettrés et de femmes galantes, Kyōto reste l'un des lieux

principaux de la création intellectuelle : un lettré renommé comme Itō Jinsai, un fils de marchand de bois, qui prônait le retour aux textes classiques, était un enfant de Kyōto, et Motoori Norinaga, le père du courant nativiste, qui détestait le shogun et ses guerriers, acquit sa formation intellectuelle de médecin et d'érudit dans la ville de l'empereur. Mais François Lachaud insiste sur l'importance parfois négligée d'autres courants originaux férus de choses chinoises qui, *via* les moines zen, les libraires-imprimeurs, les marchands, furent à l'origine, à partir de réflexions sur l'encens, le thé, la céramique, de la formation du goût lettré. Ces individus, aux positions sociales diverses, firent preuve de beaucoup de zèle pour affirmer leur personnalité, nous dit l'auteur, au risque de verser dans l'excentricité. Ils se complurent alors dans un « splendide isolement » qui, peu à peu, émergeait comme un idéal : se détacher de son temps, du vulgaire, afin d'émettre un jugement sans complaisance sur les contemporains. F. Lachaud évoque joliment des « spectateurs dégagés » (p. 34).

L'auteur montre que dans la seconde moitié du XVII<sup>e</sup> siècle surgit une véritable mode littéraire pour des récits biographiques à propos de personnages ayant fait le choix de se retirer du monde, de se soustraire à leurs attaches sociales. Comme si les pesanteurs institutionnelles créées par le régime des Tokugawa nécessitaient leur antidote : cultiver le détachement, vivre pour soi, et surtout s'accomplir en s'affranchissant. L'un de ces auteurs, le moine Gensei, dont l'ouvrage connut un large retentissement pendant toute l'époque d'Edo, parvient à susciter l'intérêt de ses lecteurs par des récits biographiques de personnages récents voire contemporains et non pas d'ermites vivant dans la Chine ancienne, ce qui témoignerait d'un renouveau du thème du retrait du monde, celui-ci ne supposant plus nécessairement une entrée en religion mais un choix personnel de la solitude, une découverte de la liberté. Au reclus, à l'ermite, préoccupé par la foi et son salut, se substitue donc le marginal, l'excentrique, compris comme un maître. Un certain Hotta Rikurin publie en 1778 une recension de fous et de gens étranges (*Biographies de fous de la*

région de Nagoya), souvent de jeunes hommes riches qui se sont faits mendiants et sont décrits comme de vrais sages. Puis en 1790, Ban Kōkei publie *Vies d'excentriques de notre temps*, qui décrit des collectionneurs, des gens au comportement imprévisible ou difficile à cerner. Les antiquaristes (ils furent nombreux dans le Japon de ce temps-là) sont dépeints comme des excentriques car désintéressés, en dehors des normes, indifférents à tout esprit de carrière.

C'est dans ce recueil de Kōkei qu'est racontée la vie de Baisaō, le vieil homme qui vendait du thé, un poète qui vécut moins d'un demi-siècle plus tôt. Baisaō serait l'inventeur du *sencha*, l'art du thé en poudre, pratiqué par des « amateurs de thé » comme on dirait « amateurs de femmes », en opposition complète avec la classique et compassée « cérémonie du thé ». Cette dernière, apparue au XVI<sup>e</sup> siècle dans le milieu des marchands adeptes de l'école du Lotus de Nichiren comme moment de délasserment ritualisé dans une durée limitée, s'était, pour certains, largement fourvoyée dans un formalisme dénué de sens, une simple échappatoire. Ces amateurs pour qui Baisaō fait figure de maître conçoivent leur art du thé comme une bouffée de liberté, nous dit F. Lachaud, comme une préparation à la Voie menant à l'Éveil. Il y a donc un rapport étroit entre le Zen et le thé, dans le cadre d'un cheminement, le tout mis en scène sous le mode de l'excentricité. L'homme se singularise : « ma barbe est blanche comme la neige, mes cheveux épars en broussailleux désordre » (p. 90). Il s'habille en ermite et porte sur son dos ses ustensiles de thé. Il ne se prétend « ni confucianiste, ni disciple de Sakya, pas taoïste non plus » et se décrit comme « un vieux fou, ignorant vieillard pelé ! » (p. 91). Tout cela renvoie volontairement à des signes de désordre psychologique apparent, dans un univers où le costume est l'objet d'une stricte codification et exprime d'abord le statut social. Or pour tous ces « amateurs » qui correspondent entre eux aux quatre coins de l'archipel, cette folie simulée qui cultive la différence avec le commun est assimilée à un signe de haute sagesse. Thé, Zen, poésie, art épistolaire s'entremêlent pour dessiner les contours d'un milieu exigeant, passionné, délicat, où l'on cultive les valeurs de l'amitié désintéressée, gratuite, et la passion des choses chinoises.

Des lettrés érudits qui tenaient salon dans une boutique branlante pour échapper aux circonstances et cherchaient à faire de leur vie une œuvre d'art, voilà comment sont présentés Baisaō et ses amis ! Dans une société décrite souvent comme conservatrice et livrée aux verdicts de l'opinion naquirent ainsi des espaces hors normes, certes limités, mais précieux, dans lesquels purent se forger d'étonnantes individualités critiques.

Sans avoir l'air d'y toucher, F. Lachaud se plaît à déconstruire quelques-unes de nos représentations les plus habituelles du Japon d'autrefois. Un monde holiste où l'individu ne trouverait guère sa place ? Foin de ces pseudo-évidences, nous répond l'auteur, qui s'ingénie à montrer toute la place prise par la personne dans la construction d'un destin. Un monde dominé par un confucianisme légitimant les hiérarchies sociales et la domination, dans lequel le bouddhisme serait en déclin ? À aller y voir de plus près, les choses apparaissent bien plus complexes. L'auteur nous rappelle à juste titre l'emprise de la religion bouddhiste sur les comportements et les réflexions des individus, l'existence de moines qui furent des personnalités intellectuelles de premier plan, tels Ryōkan ou Hakuin, mais aussi le refus de voir aujourd'hui toute dimension religieuse dans un néoconfucianisme réduit à une pure rhétorique rationalisante. Un monde dans lequel la critique se construirait en s'entichant des choses occidentales pour déconstruire la pensée dominante ? Ou, au contraire, en quête d'une invariance des valeurs du Japon ancien réinterprété par les érudits des études nationales, ce courant nativiste en construction au XVIII<sup>e</sup> siècle qui jouera magnifiquement son rôle d'idéologie protonationale au siècle suivant ? Mais, nous suggère à juste titre F. Lachaud, le Japon entre 1750 et 1850 n'a jamais été aussi « chinois » qu'à la veille de devenir moderne...

PIERRE-FRANÇOIS SOUYRI

1 - KAMO no Chōmei, *Notes de ma cabane de moine (Hojōki)*, trad. par le révérend père Sauveur Candau, Paris, Le Bruit du temps, 2010 ; KAMO no Chōmei, *Notes sans titre (Mumyōshō)*. *Propos sur les poètes et la poésie*, trad. par le Groupe Koten, Paris, Le Bruit du temps, 2010.

**Christian Galan  
et Emmanuel Lozerand (dir.)**

*La famille japonaise moderne, 1868-1926.*  
*Discours et débats*  
Arles, Philippe Picquier, 2011, 666 p.  
et 16 p. de pl.

Cet ouvrage est le fruit de quatre années de travail d'un groupe de recherche constitué autour du Centre d'études japonaises de l'INALCO et d'universitaires de Toulouse-Le Mirail. Le projet affiché était de dresser un panorama des changements introduits dans les conceptions japonaises de la famille à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et au début du XX<sup>e</sup>; et quoique le titre de l'ouvrage étende l'examen jusqu'à l'ère Taishō (1913-1926), les articles se concentrent de fait surtout sur l'ère Meiji, marquée par une modernisation et une occidentalisation du Japon à marche forcée.

On a coutume de présenter sans grande nuance la « maison » ou « *ie* », c'est-à-dire la famille-souche, comme le type familial « traditionnel » de l'archipel. Mais en réalité, loin d'être l'expression immanente d'une tradition immémoriale, cette conception patriarcale et élargie de la famille, telle qu'elle est proclamée par la législation avant la défaite de 1945, fut en partie élaborée et fixée lors du processus d'instauration de l'État-nation dans le Japon de l'ère Meiji. Les auteurs contribuent donc à une entreprise de démystification en dévoilant la variété des réflexions au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles sur ce qu'était ou ce que devait être la famille japonaise, débats qui engendrèrent à la fois la constitution d'un cadre législatif et des pratiques inédites, mais aussi des contestations de ces nouvelles normes. La « maison » d'avant-guerre est ainsi resituée dans un contexte historique et politique, et sa place est relativisée et nuancée par la mise en évidence d'un autre modèle familial promu à cette époque, celui de la famille conjugale (*katei*).

Les contributeurs ont fourni un travail considérable et très varié dans ses problématiques (Carol Gluck compare le résultat à une « encyclopédie », p. 18). Il ne saurait être question de détailler le contenu des différents articles (38 contributions pour 18 auteurs différents), mais une brève revue des parties qui

constituent l'ouvrage donnera une idée des ambitions exhaustives de ce livre. Celui-ci s'ouvre d'abord par une mise au point sur « La famille japonaise moderne », le code civil de 1898 (Éric Seizelet) et la sociologie sur cette question au Japon (Anne Gonon); on y trouve également un résumé des principales données statistiques pour la période concernée (Fujiwara Dan). Ensuite sont abordées les « Conceptions de la famille », que ce soit du point de vue juridique, de celui des manuels de morale (Christian Galan) ou encore à travers les portraits photographiques (Claude Estèbe); puis sont décrites « Quelques familles particulières » avec un article de François Macé sur les membres de la maison impériale, que suivent des contributions sur « La famille et la question sociale », tournant en fait surtout autour de l'influence de l'hygiénisme (Philippe Chemouilli). L'ouvrage bifurque ensuite vers une dimension en apparence plus intra-familiale, voire intime, en s'intéressant aux « Couples et relations amoureuses », aux « Femmes, épouses et mères », aux « Hommes, maris et pères », avant de terminer naturellement sur les « Enfants et enfances »; mais ces thématiques sont toujours resituées dans le contexte des évolutions institutionnelles du Japon en cours de modernisation.

Une des particularités de cet ouvrage est que la plupart des parties mêlent à des degrés divers des travaux de sciences sociales, de l'histoire de la pensée (avec les premières féministes par exemple) et des études littéraires. Cette forme mixte a sans doute été commandée par la composition même du Centre d'études japonaises de l'INALCO. Mais cette association s'avère particulièrement judicieuse, car les relations familiales constituent un des thèmes centraux de la littérature qui s'élabore durant cette période, sous l'influence de l'Occident et en rupture avec les formes précédentes de la période d'Edo. En contrepoint des discours normatifs, et en parallèle avec les controverses publiques, l'étude des conceptions de la famille telles qu'elles apparaissent dans les œuvres de certains des grands noms de la littérature japonaise ouvre sur des sensibilités, des contradictions, des déchirements et des aspirations qui nous font ressentir

la complexité et la profondeur des bouleversements que traversaient dans leur intimité les Japonais de cette époque ; des bouleversements qui se manifestaient d'ailleurs par la création d'un vocabulaire nouveau, comme l'illustre la traduction de la notion occidentale de l'amour par le néologisme *ren'ai*, dont la genèse est étudiée par Jean-Michel Butel.

L'ouvrage présente cependant quelques faiblesses. Sur un plan formel d'abord, on peut s'interroger sur la pertinence de l'article collectif intitulé « Panorama général des discours sur la famille » qui ouvre la première partie. On comprend qu'en toute confraternité, les auteurs aient souhaité insister sur la dimension collective de leur réflexion, mais le résultat tourne par endroits au catalogue un peu indigeste et fourre-tout qui dévoile plus ou moins ce que la suite de l'ouvrage est censée nous apprendre. D'autant plus que ce texte vient après un avant-propos et la préface de C. Gluck, qui d'ailleurs aurait pu figurer en conclusion. Plutôt que de multiplier ainsi les vestibules, on aurait aimé peut-être voir figurer en tête de ce livre une réflexion et un engagement plus personnels des deux directeurs de l'ouvrage : C. Galan, qui travaille sur l'histoire de l'éducation, et Emmanuel Lozerand, spécialiste de la littérature de Meiji. On regrette aussi que l'index, qui porte uniquement sur les noms de personnes, ne serve pas à grand-chose.

Mais pour un historien du Japon pré-moderne, plus préoccupante est la pauvreté des références à l'époque d'Edo, qui restent la plupart du temps allusives, pour ne pas dire sommaires. Pourtant, dans l'avant-propos, est explicitement mis en avant un questionnement « des ruptures et des continuités par rapport à l'époque précédente, celle d'Edo » (p. 8), mais sur ce point, les auteurs se limitent à une déclaration d'intention. Car à lire les textes, tout ou presque paraît commencer avec le travail démiurgique des dirigeants ou intellectuels de Meiji, et si rupture ou continuité il y a, les contributeurs n'indiquent pas précisément par rapport à quoi. Pourtant, on pourrait tenter de retracer dans l'Ancien Régime des Tokugawa une généalogie des conceptions familiaristes de la nation autour de la

figure impériale, ou bien montrer que les préoccupations des dirigeants concernant les pratiques abortives ne datent pas de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

En réalité, il existe durant la période d'Edo toute une histoire de l'extension de la famille-souche comme représentation dominante que l'on devine à peine à la lecture du livre. Certains chercheurs japonais ont en effet souligné combien, sous les Tokugawa, l'idée de la « maison » était intimement liée à la sécurisation des positions dans la société d'ordres, y compris pour des mendiants ou certains types de valets : ce n'était donc pas une représentation de la famille réservée aux classes privilégiées, comme semblent le considérer collectivement les auteurs (p. 36), et la négation à l'ère Meiji de ces conceptions de la maison, et de l'organisation en statuts sociaux qui les soutenaient, aggrava peut-être encore l'anomie familiale dans les populations déshéritées des villes qui frappa tant certains journalistes.

En outre, l'approche des spécialistes des sciences sociales reste axée sur les formes institutionnelles ; et les « discours et débats » sont restreints de fait aux catégories supérieures, par nature plutôt urbaines (politiciens, publicistes, etc., mais la signification économique de la maison est négligée). Cependant la population japonaise de l'ère Meiji est encore et surtout constituée de masses rurales, et il faudrait peut-être aussi se pencher sur leurs propres représentations et leurs réactions à l'instauration des nouveaux dispositifs législatifs, par exemple grâce à des études locales.

Ces limites reflètent en réalité les orientations de l'historiographie japonaise elle-même : en dépit de quelques balbutiements, une histoire sociale des ères Meiji et Taishō reste encore largement à écrire. Toutefois, il convient de saluer la parution de cet ouvrage important : non seulement il balaie bien des clichés sur la société du Japon moderne et contemporain, mais il comblera aussi ceux, et ils sont nombreux, qui sont entrés en contact avec la culture japonaise grâce à sa littérature, et qui pourront y trouver des clefs pour mieux comprendre les auteurs et leurs œuvres.



**Katō Shūichi***Le temps et l'espace dans la culture japonaise*

Trad. par C. Sabouret, Paris, CNRS

Éditions, 2009, 270 p.

L'ouvrage est divisé en trois parties : les deux premières abordent la typologie, les diverses expressions et les modes de comportement du temps, puis de l'espace ; la troisième partie reprend les grandes idées précédemment développées en deux sections : « La partie et le tout » et « L'évasion et le dépassement ». Voilà une construction dont la symétrie ne déparerait pas une dissertation française. Katō Shūichi, pourtant, était bien japonais ; et l'une des choses qu'il mit en valeur est que la culture japonaise hait la symétrie. Toutefois, cet ancien médecin devenu essayiste et historien des idées, qui parlait avec aisance plusieurs langues étrangères dont le français, était éminemment ouvert au monde extérieur. L'ouvrage s'en ressent. Ainsi, certaines sections parlent tout autant de la culture chinoise et de la culture européenne (à partir des Grecs et de la Bible), qui auront été au cours de l'histoire les deux grands référents par rapport auxquels le Japon alterne les phases d'ouverture et d'assimilation, puis de fermeture et de différenciation. Le reste du livre est à l'avenant.

Tout cela atteste d'une somme de connaissances et d'un transculturalisme qui pourraient évoquer, dans notre propre histoire, ce que furent certains humanistes. Humaniste, Katō le fût effectivement, et en particulier comme militant pacifiste, ainsi qu'en témoignent les chroniques qu'il tenait régulièrement dans l'*Asahi shimbun* (l'équivalent japonais de notre *Monde*). Cet ouvrage est un essai très ouvert sur de multiples domaines qui vont de la grammaire à l'anthropologie, de la poésie à la musique ou à la danse, ou encore de l'histoire de l'art au comportement des armées. Vu le thème, qui permet de couvrir ces multiples facettes, il s'agit d'une magnifique introduction à la culture japonaise. L'ensemble est unifié par deux grandes idées complémentaires : l'espace-temps nippon se caractérise par son présentisme, et par la prééminence de la partie sur le tout. Le goût de l'asymétrie dont témoigne l'architecture, par exemple, montre que, dans le processus de son élaboration, la concrétude de « l'ici maintenant »

l'emporte sur les visions d'ensemble renvoyant *in fine* à un modèle géométrique. La construction par ajouts successifs, au gré des lieux et des moments, contraste avec les symétries grandioses que l'on trouve dans les capitales chinoises. Certes, le Japon a importé les modèles chinois, comme l'illustre le plan orthogonal de l'ancienne Heian (aujourd'hui Kyōto), mais justement, au fil de l'histoire, il les a peu à peu adaptés à sa propre spatialité.

L'on ne saurait contester ces grandes idées ; mais on n'ira pas au-delà de leur validité générale, ou de l'intérêt intrinsèque des exemples qu'en donne Katō. Ce livre reste un essai rapide et assez mal ficelé. Aucun concept n'y est creusé, notamment pas ce *ma* ou cet *aida* qui sont pourtant paradigmatiques de l'espace-temps nippon<sup>1</sup>. Katō montre certes des choses primordiales dans le fonctionnement des temps du verbe (à cet égard, le japonais diffère considérablement des grandes langues européennes), mais il ne s'engage pas dans l'interrogation d'ordre ontologique (sur la substance, le devenir...) qui lui aurait permis d'approfondir l'idée de présentisme. Il ne met pas en question l'être subjectif à partir duquel s'ordonne l'« ici maintenant », sinon en parlant d'une bien floue « tendance au subjectivisme », alors qu'entre autres, une analyse de l'expression du sujet dans la langue, et spécialement dans le dialogue, aurait permis d'y voir plus clair. Passons sur quelques incohérences, telle l'absence de toute analyse de la spatialité des fameuses estampes *ukiyoé*, alors qu'il est à juste titre affirmé dans les dernières pages que leur influence fut grande hors du Japon, mais ce pour soutenir à tort que cette influence s'exerça durant une période de fermeture du pays sur lui-même (l'époque Tokugawa) alors que, pour l'essentiel, le japonisme s'est exprimé en Europe après l'ouverture meijiennne. Du reste, en ce qui concerne le temps et l'espace, que fut cette « grande » influence ? Pas un mot là-dessus.

Bref, sur ce thème d'une ampleur immense, voilà un essai d'une grande culture, mais qu'il aurait fallu penser un peu plus.

AUGUSTIN BERQUE

1 - On pourra en trouver une approche autrement profonde dans ce classique récemment traduit de WATSUJI Tetsurō, *Fūdo. Le milieu humain*, Paris, CNRS Éditions, 2011.

**Tessa Morris-Suzuki***Borderline Japan: Foreigners and frontier controls in the postwar era*

Cambridge, Cambridge University Press, 2010, IX-272 p.

L'une des conséquences immédiates de la Seconde Guerre mondiale, en Europe comme en Asie, a été la redéfinition des frontières et le déplacement massif de nombreuses populations. Dans l'une et l'autre région, la glaciation de la ligne de partage entre les pays du camp américain et les régimes communistes fut cause de beaucoup de déchirements individuels et familiaux. Mais c'est en Asie orientale, en raison de la politique des nationalités du Japon colonial et des conflits intranationaux engendrés par son effondrement, que la situation humaine est demeurée le plus longtemps complexe et douloureuse.

En août 1945, lorsque le Japon capitule, plus de deux millions de Coréens, en majorité originaires du Sud de la Corée, résident sur son sol, souvent en famille. Immigrés volontaires, travailleurs forcés ou recrues de l'armée impériale, près des trois quarts d'entre eux auront regagné leur pays d'origine en février 1946 avec l'appui des autorités d'occupation. Ceux qui choisirent de rester au Japon, environ 700 000, y furent autorisés au titre de la « nationalité japonaise » (*kokuseki*) que leur avait conférée l'administration coloniale, et sous condition de se faire enregistrer dans des délais prescrits, ce que tous ne firent pas. Avoir la « nationalité japonaise » ne signifiait cependant pas reconnaissance de citoyenneté. Comme durant la période coloniale (qui débuta en 1910), celle-ci restait fondée sur le *jus sanguinis* transmis en ligne patrilinéaire. Le statut de « national » ne donnait pas le droit de vote, ni, surtout, celui de quitter temporairement le Japon. Pourtant, malgré le risque encouru, les allers et retours avec la Corée seront fréquents. Au moment de l'entrée en vigueur du traité de paix de San Francisco (avril 1952), le Japon décida unilatéralement de supprimer le statut de « national » et de considérer les Coréens et autres anciens sujets coloniaux vivant sur son sol comme des étrangers astreints à se faire identifier au moyen du relevé des empreintes digitales de leurs dix doigts.

Dans le chaos de l'après-guerre, beaucoup de Coréens rentrés au pays revinrent illégalement au Japon sur des embarcations de fortune pour y trouver du travail et bien souvent y rejoindre des parents. D'autres gagnèrent le Japon pour fuir le climat de répression politique imposé au nom de la lutte contre la subversion communiste. Ce fut le cas de nombreux habitants de l'île de Jeju à la suite de la révolte de 1948. Le violent conflit qui ensanglanta ensuite la péninsule coréenne allait bien sûr amener un nouveau flot d'immigrants exclus de l'application de la Convention de Genève sur les réfugiés (celle-ci ne couvrait que les réfugiés en Europe ; le Japon ne la signera du reste qu'en 1981). 200 à 300 000 entrants illégaux, assimilés à des « contrebandiers » dans le langage courant, ont ainsi débarqué au Japon entre 1946 à 1951. Environ 46 000 furent interceptés et, pour la plupart, renvoyés en Corée. Même si trouver un emploi, généralement peu qualifié, leur était facile, ceux qui avaient réussi à pénétrer au Japon étaient voués à la clandestinité, avec la crainte permanente d'être arrêté.

C'est en retraçant le parcours mouvementé de quelques-uns de ces clandestins que Tessa Morris-Suzuki, analyste reconnue de la société japonaise contemporaine<sup>1</sup>, nous permet de prendre toute la mesure de l'imbricolage juridique et existentiel de leur situation. La menace de déportation encourue à la suite d'une arrestation apparaît d'autant plus cruelle qu'elle pouvait s'appliquer aussi à ceux dont la famille était installée au Japon depuis des décennies. L'auteur donne également l'exemple de ces résidents coréens partis se joindre aux forces de l'ONU pour repousser l'invasion communiste de leur pays et qui se virent considérés à leur retour comme des clandestins. Ce n'est qu'au terme d'insistantes et patientes demandes qu'ils furent à nouveau autorisés à reprendre leur vie au Japon. Pour ceux qui étaient pris dans les mailles de la surveillance policière, les recours administratifs et judiciaires, bien que possibles, laissaient peu de chance d'échapper à la déportation. Occasionnellement, partis politiques de gauche et associations humanitaires leur apportèrent une assistance efficace pour entreprendre ces démarches.

Le livre de T. Morris-Suzuki ne se limite cependant pas à une présentation de cas individuels. Témoignages personnels et documents administratifs ne sont là que pour étayer une étude très détaillée, certainement la plus exhaustive à ce jour, des mouvements migratoires et du système de surveillance des frontières au Japon depuis 1945. Si les problèmes posés par l'immigration coréenne, de par leur ampleur et leur durée, sont au premier plan, l'auteur examine pareillement la situation des ressortissants chinois – soumis comme les Coréens, par le relais d'associations concurrentes, aux influences des deux États prétendant chacun incarner seul leur nation – et celle des habitants d'Okinawa, département soustrait à l'administration japonaise par les États-Unis de 1945 à 1972. Elle s'intéresse aussi aux difficultés rencontrées par les immigrants de famille japonaise venus depuis les années 1970 de pays d'Amérique latine, du Brésil notamment, pour des raisons le plus souvent économiques.

De façon très inattendue mais pertinente, un des chapitres du livre a pour objet la population militaire des États-Unis en poste au Japon. T. Morris-Suzuki est certainement le premier auteur à inclure la présence américaine, qui atteignait encore en 1963 170 000 personnes (soldats et dépendants), parmi les composantes de l'immigration au Japon. Cette population a pour spécificité d'avoir toujours pu, jusqu'à aujourd'hui, se déplacer dans le pays ou en franchir les frontières sans que les autorités japonaises aient leur mot à dire. L'auteur rend compte des influences économiques et culturelles importantes que les enclaves américaines réparties à travers tout le pays – mini-cités qu'elle désigne du nom, emprunté à Michel Foucault, d'hétérotopies – ont eues sur la société japonaise.

Un des points forts de ce travail très dense, mais d'une lecture toujours aisée, est de replacer l'écheveau des mouvements migratoires et des décisions gouvernementales dans le contexte fort compliqué et changeant des relations entre le Japon et ses voisins, la Corée et la Chine. Ceux-ci, partagés en deux États hostiles, aux régimes dictatoriaux (la démocratisation de Taïwan et de la Corée du Sud n'interviendra que tardivement), se montrèrent hésitants à accueillir leurs ressortissants

pour de multiples raisons, économiques ou politiques, et en même temps peu soucieux d'obtenir du gouvernement japonais une amélioration de leur condition.

Plus que sur les lois, règlements et système administratif, pour lesquels sont néanmoins fournis tous les repères utiles, c'est sur le traitement des entrants illégaux et des clandestins dans les zones de rétention que l'auteur porte en priorité son attention. Elle s'attache tout particulièrement à décrire les modalités de détention et les incidents provoqués par l'arbitraire administratif dans les trois grands centres de Senzaki, Hario et Ômura, lieux qu'elle appréhende, s'appuyant sur la réflexion d'Erving Goffman, comme des « institutions totales ». Elle souligne avec insistance, leitmotiv de son étude, le poids du pouvoir discrétionnaire de la police et des autorités administratives locales dans le règlement du sort des illégaux, à l'encontre même de la volonté gouvernementale de normaliser les procédures. Dans la pratique, cette régularisation s'est le plus souvent faite par l'octroi de permis spéciaux dérogeant aux lois et directives administratives.

Longtemps a prévalu au Japon l'idée que la question de l'immigration ne concernait pas le pays et que, en tout état de cause, elle ne devait pas avoir d'incidence sur la politique très restrictive en matière de naturalisation. Hommes politiques, médias et opinion publique ont ainsi concouru à occulter le problème que posait la situation précaire de la minorité coréenne, la plus nombreuse et la plus ancienne. Pour autant, celle-ci pâtissait d'une image négative, celle de gens inassimilables, enclins au désordre et à la criminalité, voire d'agents du communisme. Les gouvernements japonais ont du reste cherché de manière récurrente à organiser son rapatriement massif. Le seul projet d'envergure mis en œuvre fut celui du rapatriement en Corée du Nord de plus de 86 000 Coréens, plus ou moins volontaires, accompagnés de quelque 6 700 conjoints et dépendants japonais, qui s'est opéré de 1959 à 1984, après de difficiles pourparlers et sous la surveillance d'une Croix-Rouge internationale réticente.

Dans les années 1980, grâce à une révision des lois, la situation des immigrés et de la main-d'œuvre étrangère a gagné en clarté

et en stabilité. À présent, dans un Japon confronté au déclin démographique, où le mythe de l'homogénéité ethnique est devenu peu crédible, certains responsables n'hésitent plus à mettre en question le principe du *jus sanguinis* afin de faciliter l'intégration d'une population immigrée perçue comme nécessaire pour assurer l'avenir du pays. Aboutissement d'une impressionnante recherche documentaire, le livre de T. Morris-Suzuki offre une réflexion d'une rare qualité, nourrie de comparaisons avec l'Europe et les États-Unis, sur les politiques et les pratiques de l'immigration dans les sociétés contemporaines.

PATRICK BEILLEVAIRE

1 - Citons notamment Tessa MORRIS-SUZUKI, *Re-inventing Japan: Time, space, nation*, Armonk, M. E. Sharpe, 1998, et Tessa MORRIS-SUZUKI *et al.* (éd.), *Multicultural Japan: Palaeolithic to postmodern*, Cambridge, Cambridge University Press, 2001.

**Pierre-François Souyri (éd.)**

*Mémoire et fiction. Décrire le passé dans le Japon du XX<sup>e</sup> siècle*

Arles, Philippe Picquier, 2010, 246 p.

Issu d'un colloque, cet ouvrage se divise en deux grandes parties : la littérature « mémorielle » au Japon d'une part, puis la place qu'y occupe le roman historique d'autre part, le tout mis en regard avec la situation en Chine. L'objet de l'étude, historique mais ancrée dans le champ littéraire, n'est pas tant l'histoire japonaise ou chinoise des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles que la manière dont ces histoires croisées ont été décrites ou reconstruites par leurs témoins ou sous la plume de romanciers et d'essayistes historiques.

Le livre débute par une contribution d'Emmanuel Lozerand consacrée à la reconstruction de son propre passé par Fukuzawa Yukichi (1835-1901), à partir de ses mémoires publiés en 1899<sup>1</sup>. Celui-ci élaborait une image négative du shogunat d'Edo (1603-1867) – une période largement réévaluée depuis les années 1970 par les historiens japonais – en mettant en exergue les valeurs du « progrès », suivant la *doxa* du XIX<sup>e</sup> siècle. Mais

la première partie de l'ouvrage accorde surtout une grande place à la double guerre de l'Asie et du Pacifique (1937-1945) et aux mémoires ou regards des participants japonais. Le front philippin y est évoqué, autour d'Ooka Shōhei (1909-1988) notamment, dont le récit fut adapté à l'écran en 1959 par Ichikawa Kon dans les *Feux dans la plaine (Nobi)*, auteur également connu pour son gros opus de 1971 sur la bataille de Leyte en 1944. Anne Bayard-Sakai consacre une étude sur la mémoire et l'oubli dans le roman de Nakagami Kenji (1946-1992), *La mer aux arbres morts*. Cet auteur fait aujourd'hui l'objet au Japon d'un intérêt académique aussi important que le fut Sōseki Natsume (1867-1916) dans les années 1990.

La contribution extrêmement détaillée sur les stèles et lieux dédiés aux morts au combat par Michael Lucken, et un chapitre au double enjeu sur le sinologue japonais Takeda Taijun (1912-1976) par Samuel Guex, attirent l'attention. La synthèse de M. Lucken sur les lieux commémoratifs est fort précieuse, malgré une logique classificatoire parfois obscure – le lecteur non spécialiste aurait sans doute apprécié des explications quant aux différents moments et lieux de construction évoqués. À n'en pas douter, cette contribution sera utile aux chercheurs travaillant sur les guerres et leur commémoration dans d'autres pays. Le chapitre sur Takeda analyse un travail consacré en 1943 à *Shiba Sen*, c'est-à-dire à l'historien chinois antique Sima Qian (vers 145-vers 90 av. J.-C.), comparable à Polybe pour la Méditerranée antique. Il s'agit ici d'éclairer le rapport complexe que les sinologues japonais entretenirent avec la Chine durant la guerre de 1937-1945, qui mena Takeda, s'estimant trahi et abusé par son pays, à s'éloigner de la sinologie après 1945<sup>2</sup>.

De là, une question : Takeda traite-t-il de Sima Qian, ou bien se plonge-t-il dans les textes antiques pour s'éloigner d'un présent qu'il souhaitait oublier ? Pourquoi écrit-on sur l'histoire ou sur les historiens ? L'ouvrage en vient alors aux attentes et aux contextes précis, qui voient dans tel pays et à chaque époque un « intérêt » pour l'histoire. Ainsi la seconde partie du livre se penche-t-elle sur le rapport entre histoire et fiction, soit sur la frontière

floue entre le fait historique censément objectif et la façon dont il est narré ou rapporté par des non-historiens dans des essais synthétiques ou dans le genre à succès qu'est le roman historique.

On sait que la construction d'un livre d'histoire ne peut se passer d'une « question » qui doit se constituer formellement comme récit. D'où l'importance, au-delà de « l'histoire problème », de la mise en place d'une « intrigue » dans la construction du discours historique afin d'organiser les données brutes, comme l'a souligné Paul Veyne. Sous cet angle, s'interroger sur la différence entre histoire académique et roman historique, et sur cet entre-deux, est bien légitime. De là aussi l'inquiétude formulée par Nicolas Zufferey quant aux limites tolérables pour l'intrigue dans un roman historique avant que celui-ci ne devienne pure narration fictive. Dans un chapitre très problématisé sur le romancier chinois Jin Yong (né en 1924), qui présente de façon fort documentée l'historiographie chinoise récente, N. Zufferey note en effet que si un roman historique peut s'avérer invraisemblable, il en va en réalité de même pour les études historiennes, sans pour autant que l'on remette en question leur qualité de texte historien.

Dès lors, l'écriture en général des faits historiques est en question, comme le souligne Ninomiya Masayuki dans un chapitre sur le romancier japonais Osaragi Jirō (1897-1973), en notant qu'il est « bien trop schématique » de séparer historiens et romanciers (p. 173). Osaragi est aussi connu au Japon qu'Alexandre Dumas en France, Jin est connu de tout sinophone, Shiba Ryōtarō (1923-1996), évoqué ci-après, est traduit dans toute l'Asie orientale. Même un ouvrage de fiction historique abscons comme *Shisha no sho* (*Le livre du mort*) d'Orikuchi Shinobu (1887-1953), enfin présenté en français par François Macé, traverse les générations de lecteurs au Japon. De leur côté, les historiens ont-ils réussi à construire des récits en suivant une « mise en intrigue » comme évoqué plus haut ? De là, l'ouvrage se demande pourquoi le roman historique touche bien davantage le grand public que le travail académique, même généraliste. N'est-ce pas parce que ces romanciers, qui ont influencé quantité de lecteurs, ont su décrire l'histoire

et lui donner du « sens », tandis que l'histoire universitaire s'enfermait dans des travaux parcellaires qui restent souvent inaperçus ?

Dans ce cadre, l'ouvrage interroge l'organisation des récits à velléité historique, ainsi que l'utilisation de procédés d'écriture capables de séduire le public, élément tout aussi central afin de comprendre le succès de textes « historiques » parfois éloignés des conclusions des historiens, mais qui mettent peut-être en lumière des dynamiques que ces derniers n'avaient pas saisies.

Pendant du chapitre sur Jin, Pierre-François Souyri, grand connaisseur de l'historiographie japonaise, présente le romancier Shiba – dont le nom de plume vient de l'historien Sima Qian – et analyse son célèbre roman *Saka no ue no kumo* (*Le nuage par-delà la pente*). Traitant de la montée de l'État-nation japonais du milieu de l'ère Meiji (1868-1912) jusqu'en 1905, ce roman narre la forge de la nation à l'aune de la guerre russo-japonaise (1904-1905), prélude à la Première Guerre mondiale. P.-F. Souyri saisit l'occasion pour disséquer les thèmes et *narratives* qui ont fasciné le public depuis les années 1960, et qui contribuèrent à diffuser une certaine vision de l'histoire. Celle-ci est loin d'être inexacte, mais elle n'est pas non plus objective, note-t-il. Et de s'interroger : « Peut-on librement distordre les faits ou inverser volontairement la chronologie pour rendre le récit plus attrayant et, en même temps, proclamer une valeur historique [à] des écrits » (p. 208) ? Enfin, P.-F. Souyri se questionne sur l'idée de « guerre comme creuset de la nation », que l'on peut rapporter aux analyses de Guy Hermet dans son *Histoire des nations et du nationalisme*. Néanmoins, Shiba a sans doute davantage contribué à construire une certaine image du Japon de Meiji que nombre d'historiens.

Certains chapitres montrent trop d'empathie pour tel auteur, comme celui sur Osaragi, d'autres accordent aux romans cités, toujours très personnels, une réalité en tant que sources représentatives d'une époque et les rapprochent finalement de l'histoire, alors que c'est le rapport entre les deux qui vise à être éclairé. Cet ouvrage collectif convainc différemment selon les chapitres. Mais c'est une somme précieuse, informée et solide, sur des

auteurs de prime importance en Asie orientale, dont certains n'ont jusqu'ici guère été présentés en Occident.

ARNAUD NANTA

1 - FUKUZAWA Yukichi, *La vie du vieux Fukuzawa racontée par lui-même*, trad. par F.-M. Tellier, Paris, Albin Michel, 2007.

2 - Samuel GUEx, *Entre nonchalance et désespoir. Les intellectuels japonais sinologues face à la guerre (1930-1950)*, Berne, Peter Lang, 2006.

### David-Antoine Malinas

*La lutte des sans-abri au Japon.*

*Le renouveau du militantisme*

Paris, L'Harmattan, 2011, 408 p.

À l'heure où la société civile semble jouer un rôle grandissant dans la gestion des affaires du monde, le Japon, bien que réputé pour son calme social, est lui aussi traversé de mouvements formés par des gens ordinaires qui veulent faire entendre leurs voix sur des questions qui les concernent. C'est tout l'intérêt de l'ouvrage de David-Antoine Malinas de traiter de cette dimension de la société japonaise dans son rapport au phénomène nouveau de l'extrême pauvreté.

Travail de thèse, ce gros ouvrage s'intéresse non pas aux conditions qui ont amené des Japonais de tous âges à cette extrême pauvreté, où l'absence de logement conduit à survivre au moyen de multiples stratégies, mais à la façon dont, dans un contexte de désintérêt des autorités publiques, des partis politiques et plus largement de la société, a pu être constituée comme un problème de société la cause des sans-abri. Recourant aux outils des théories de l'action collective et des mouvements sociaux, D.-A. Malinas veut cerner le lent processus de mobilisation qui a abouti à inscrire à l'agenda politique le problème des personnes en situation de grande pauvreté. L'analyse de cette mobilisation s'appuie sur l'étude microsociologique des comportements de différents acteurs qui vont entreprendre des actions de soutien à ces populations exclues, dans lesquelles il discerne l'émergence ou plutôt le retour du militantisme de groupes d'extrême gauche.

En sept chapitres, D.-A. Malinas mène une analyse fine de toutes les parties prenantes de cette « improbable mobilisation » comme il nomme ce mouvement (p. 81). Son terrain de recherche est Tōkyō, et plus précisément le quartier de Shinjuku qui accueille le plus important regroupement de sans-abri. Dans le chapitre 2, D.-A. Malinas étudie la façon dont la mairie d'arrondissement de Shinjuku mais aussi la mairie de Tōkyō ont géré la question des sans-abri entre 1979 et 1994, quand leur nombre a fortement augmenté. Dans une première période, le quartier avait semblé favorable à l'accueil des sans-abri, mais le projet de valorisation du quartier et l'installation de la nouvelle mairie de Tōkyō ont conduit à considérer les sans-abri qui s'étaient sédentarisés dans des sortes de « villages » comme des intrus ayant accaparé l'espace public. Plusieurs opérations d'expulsion furent lancées sans que le problème soit réglé et sans que les sans-abri élèvent des protestations coordonnées, même si certains groupes tentèrent de s'interposer.

Dans le chapitre 3, D.-A. Malinas s'interroge sur l'état de sans-abri *homeresu* (de l'anglais *homeless*). Entendus comme des « personnes vivant de manière régulière à la rue, sans dormir dans un domicile privé, un lieu d'hébergement ou un hôtel » (p. 85), les sans-abri forment une population dont la taille est difficile à connaître avec exactitude. Privés de logement et donc d'adresse, ils ne peuvent accéder à un travail régulier; ils forment un « groupe d'exclus du monde du travail » (p. 90). Plutôt que de tenter de connaître les raisons macrosociologiques qui ont conduit des individus à cet état, D.-A. Malinas essaye de comprendre la façon dont ces sans-abri vivent, afin de dégager les rares données sur le groupe qui pourraient expliquer leur silence ou au contraire leur mobilisation. Il s'intéresse à la façon dont ceux-ci se procurent des revenus – travail journalier, recyclage de canettes, de journaux –, à leur capital social et donc aux contacts qu'ils peuvent entretenir avec les autres sans-abri sédentarisés ou nomades, ainsi qu'à leur capital culturel. Ainsi, les sans-abri se révèlent être plutôt d'âge élevé (au-delà de cinquante ans): ayant grandi dans la société d'après-guerre, ils ont été socialisés dans des institutions qui ont inculqué la notion de « res-

ponsabilité individuelle des individus dans leur succès et dans leurs échecs » (p. 121), mais n'ayant pas, pour la plupart d'entre eux, fréquenté l'université, ils n'ont pas fait l'expérience du militantisme.

Dans le chapitre 4, D.-A. Malinas tourne son attention vers les groupes extérieurs ou « soutiens militants ». À la différence de la France où les organisations religieuses sont très présentes dans les actions dites humanitaires, au Japon, ce sont principalement deux groupes, le Sōgidan, ou syndicat des travailleurs journaliers, et l'Inoken, association de soutien aux travailleurs étrangers (iraniens), qui vont participer au travail de soutien apporté aux sans-abri. La longue tradition politique de soutien du Sōgidan aux travailleurs journaliers va au début représenter un frein à l'engagement dans la cause humanitaire des sans-abri, alors que pour l'Inoken, la disparition de leur action de défense des travailleurs étrangers va les amener à trouver une nouvelle cause dans le problème des sans-abri. D.-A. Malinas analyse minutieusement les prises de position de chacune des personnalités qui dirigent les groupes en vue de distinguer les modalités d'engagement et les choix opérés, dont certains ne sont pas exclusivement liés à la cause mais prennent aussi sens dans l'évolution stratégique interne de chacun des groupes. Finalement, afin de surmonter l'échec d'une première action menée en 1994, les deux associations vont former une coalition appelée SRK (Shinjuku Renraku kai, organisation de défense des droits et de la vie des sans-abri), dans laquelle les sans-abri auront aussi leur rôle à jouer. Mais l'auteur ne manque pas de souligner le souci qu'ont certains membres de ces organisations de ne pas se contenter de parler de l'extérieur du monde des sans-abri mais d'en faire eux-mêmes l'expérience.

Enfin, D.-A. Malinas prend en compte le troisième groupe d'acteurs, les autorités publiques, composées des mairies de Shinjuku et de Tōkyō. Toutefois, il se garde de les considérer comme deux acteurs d'une même approche répressive. Si la mairie d'arrondissement a semblé se conformer à certains aspects de ce type de politique, elle s'en est détachée sous l'influence de divers facteurs, dont l'arrivée à la tête du service d'aide sociale d'un homme

se sentant fortement concerné par la misère des sans-abri. D.-A. Malinas prend soin de distinguer les actions d'opposition à la mairie de Tōkyō (chap. 7) et celles qui favorisent la collaboration des diverses parties dans ce qu'il nomme « le marché de l'aide sociale et d'urgence » (chap. 6). Grâce à cette collaboration, l'action collective est couronnée de succès en 1998, de nombreux sans-abri renonçant à leur silence pour accepter de se rendre à la mairie de Shinjuku réclamer de l'aide tant pour l'hébergement que pour la vie quotidienne.

Pour mettre au jour les multiples et complexes implications de chacune des parties dans la construction d'un problème social particulièrement difficile à cerner en raison de la fluidité de la population concernée et de son silence, D.-A. Malinas a interrogé les acteurs ayant joué un rôle central dans les événements survenus quelques années auparavant et soutient la thèse que ces paroles et ces actions ont fondé une nouvelle dynamique militante de la société civile japonaise qui s'affirmera dans les mouvements observés dans les années 2000 autour de la question de la pauvreté. À ce titre, l'ouvrage de D.-A. Malinas est important en ce qu'il expose la façon dont les Japonais font face au problème des sans-abri partagé par les pays industrialisés. Mais de façon plus générale, et même si l'on peut regretter que l'auteur n'ait pas davantage cherché à faire entendre les voix des sans-abri, l'ouvrage nous aide à réfléchir au difficile processus de formation de la parole dans la société civile.

ANNE GONON

### **Mark E. Caprio**

*Japanese assimilation policies in colonial*

*Korea, 1910-1945*

Seattle, University of Washington Press,  
2009, ix-320 p.

Entre 1910 et 1945, la Corée fut annexée au Japon. Déclarée partie intégrante du territoire national, la péninsule coréenne constituait en réalité une colonie japonaise. À l'origine de cette colonisation se trouvaient des considérations stratégiques (la Corée était considérée

comme essentielle à la sécurité de l'archipel japonais), des motifs civilisationnels (le Japon se sentait obligé de guider son voisin sur le chemin de la civilisation), et également une vision de proximité raciale – Japonais et Coréens formaient deux branches issues d'une même famille originelle et l'annexion était le retour à un ancien état naturel. C'est cet élément racial qui se trouve à la base de la politique d'assimilation radicale mise en œuvre à l'époque coloniale, surtout à partir des années 1930. La liste est longue des mesures extrêmes imposées à la population coréenne par les autorités japonaises : interdiction de l'emploi de la langue coréenne au profit du japonais, culte forcé dans des sanctuaires shintoïstes, obligation d'abandonner les patronymes ancestraux et d'adopter des noms japonais. Cette dernière prescription est pratiquement sans équivalent dans l'histoire du colonialisme, et le ressentiment coréen à l'égard de cette brutale tentative de déracinement est aujourd'hui toujours vivace<sup>1</sup>.

L'ouvrage de Mark Caprio, consacré à la politique d'assimilation japonaise en Corée coloniale, traite ainsi d'un sujet à la fois important et douloureux. Le livre est basé sur une thèse de doctorat rédigée sous la direction du regretté coréanologue James Palais. M. Caprio enseigne aujourd'hui l'histoire de la Corée à l'université Rikkyō à Tôkyō. Sa maîtrise du japonais, du coréen et de l'anglais lui permet d'utiliser une grande variété de sources primaires et secondaires sur les colonialismes occidentaux et japonais. Cette richesse des sources employées constitue l'une des principales qualités de cette étude.

M. Caprio a également su faire preuve d'une approche équilibrée à l'égard d'une question qui suscite les passions les plus vives. Pour l'immense majorité des Coréens, la politique d'assimilation japonaise, et la domination coloniale dans son ensemble, furent imposées par la force et la contrainte à un peuple coréen uni dans sa résistance à l'occupant. M. Caprio dépeint cependant une réalité complexe, ambivalente, et semblable à bien des égards à d'autres situations coloniales. Le livre s'ouvre ainsi sur un vaste panorama des pratiques d'assimilation occidentales, de l'Empire romain à l'Algérie française, des

Indes britanniques aux Afro-Américains et aux cultures amérindiennes des États-Unis. Parfois même, la perspective semble trop vaste, et l'on a du mal à distinguer où passe la frontière entre colonialisme et construction nationale (ou, selon la terminologie de l'auteur, entre « colonialisme périphérique » et « colonialisme intérieur »). Cette approche a néanmoins le mérite de situer le cas coréen dans un contexte plus large. L'annexion de la Corée apparaît ainsi comme le prolongement d'une politique d'assimilation mise en œuvre dans les régions périphériques d'Ezo (Hokkaidō) et des Ryūkyū (Okinawa) au début de l'ère Meiji (1868-1912), puis à Taïwan après la première guerre sino-japonaise (1894-1895).

Par contre, le traitement du contexte idéologique de la politique d'assimilation est quelque peu décevant. Le chapitre trois énumère ainsi un éventail d'idées exprimées au moment de l'annexion avant de rattacher ces conceptions à un certain nombre de courants traversant l'ère Meiji, mais cette présentation de l'arrière-plan intellectuel de l'assimilation est très limitée, et consiste essentiellement en des références à deux auteurs, l'américain Ronald Toby et le japonais Hatada Takashi. Certaines omissions sont également difficilement explicables. L'auteur ne fait pas la moindre allusion au terme japonais employé pour dénommer l'annexion : *heigō* (fusion, rattachement, unification) – un mot pourtant essentiel pour comprendre les motivations profondes de la politique japonaise à l'égard de la Corée.

En fait, tout au long de l'ouvrage, on a le sentiment que M. Caprio n'insiste pas assez sur le statut particulier de la Corée, sur le fait que celle-ci n'était pas définie comme colonie ou territoire occupé, mais possédait le statut de « province extérieure » (*gaichi*) et était considérée comme partie intégrante du territoire national japonais, même si ses habitants ne possédaient pas les mêmes droits que les résidents de l'archipel. En réalité, le cas de la Corée rappelle fortement le statut de l'Algérie coloniale, constituée de trois départements administrativement rattachés à la métropole. Le livre mentionne certes l'Algérie ainsi que d'autres colonies françaises, mais l'auteur concentre son analyse sur des écarts similaires



entre rhétorique et pratique de l'assimilation, sans traiter des similitudes et différences entre les diverses situations coloniales.

Les meilleurs chapitres du livre sont ceux où M. Caprio décrit la mise en pratique réelle et quotidienne des mesures d'assimilation. L'approche adoptée est chronologique. Le récit s'ouvre sur les années 1910, lorsque le Japon impose sa domination à la Corée. L'auteur présente ensuite l'époque de relative libéralisation des années 1920 (notamment à la suite du soulèvement antijaponais du 1<sup>er</sup> mars 1919), puis il expose en détail les mesures d'assimilation radicales mises en œuvre durant les années de guerre (1931-1945). Cette méthode, classique et solide, permet de comprendre les origines des mesures infâmes adoptées à la fin de la période coloniale, d'appréhender la diversité des justifications avancées à différentes époques, et de saisir la complexité des réactions du public coréen et de l'élite culturelle coréenne face aux mesures japonaises. Les nombreuses anecdotes, les traductions de sources primaires, les statistiques détaillées qui accompagnent le récit offrent au lecteur un rare aperçu de la réalité quotidienne en Corée coloniale.

Fidèle à son approche équilibrée, M. Caprio tente, dans sa conclusion, d'évaluer la politique mise en œuvre en Corée à l'aune des objectifs japonais. Selon lui, le Japon n'est jamais parvenu à traduire sa rhétorique assimilatrice en mesures efficaces. Les principales raisons de cet échec sont à rechercher dans la persistance des représentations négatives des Coréens, dans le fait que les Japonais ne semblaient pas eux-mêmes toujours persuadés de la validité de leur propre discours assimilationniste, et aussi dans une incapacité à envisager des alternatives à une assimilation totale et radicale de la population coréenne. Que serait-il advenu si le Japon n'avait pas été vaincu en 1945 et forcé à abandonner la Corée ? « Nous ne pouvons savoir comment l'administration japonaise aurait évolué si le Japon avait conservé le contrôle de la péninsule coréenne », écrit l'auteur (p. 209). Cette hypothèse relève en effet du domaine de la fiction, et M. Caprio a sagement choisi de ne pas tenter d'y répondre. Finalement, la contribution majeure de ce livre est le portrait

complexe de la vie quotidienne en Corée japonaise que nous offre l'auteur, au-delà des débats sur les bienfaits et les méfaits de la colonisation.

LIONEL BABICZ

1 - Stewart LONE et Gavan MCCORMACK, *Korea since 1850*, New York/Melbourne, St. Martin's Press/Longman Cheshire, 1993, p. 87.

### **Francis Macouin**

*La Corée du Chosŏn, 1392-1896*

Paris, Les Belles Lettres, « Guide Belles Lettres des civilisations », 2009, 240 p.

Il convient de saluer à sa juste valeur la parution d'un ouvrage concis mais néanmoins exhaustif sur la Corée dite pré-moderne. Il s'agit de la première introduction de qualité en langue française au royaume de Chosŏn, qui a marqué les traits les plus saillants de la société, de la culture et des mentalités des Corées d'hier et d'aujourd'hui. Ce guide sommaire, de consultation aisée, bien illustré et à l'expression claire, constitue un ouvrage de référence pour l'enseignement de la culture coréenne en France. Il est aussi un ouvrage de synthèse utile et aisément consultable pour les spécialistes d'autres disciplines et aires culturelles.

La qualité majeure de l'ouvrage réside dans l'alliance d'un constant souci d'exhaustivité avec une grande honnêteté intellectuelle. L'auteur nuance quasi systématiquement ses propos dans un exercice somme toute bien périlleux : dresser le portrait d'une société et d'une culture sur un temps long. Le risque est toujours de décrire une société qui n'a jamais existé, de figer une culture autour de quelques éléments épars, et de scander une longue trajectoire par quelques événements clés. Francis Macouin s'est efforcé d'éviter chacun de ces écueils. Il invite régulièrement à la prudence et remet dans une perspective historique les données chiffrées lorsque les sources le permettent. Les chapitres les plus représentatifs de cette qualité, qui offrent de surcroît des informations difficilement accessibles dans d'autres ouvrages généraux en langue fran-

gaise, sont ceux qui concernent « L'espace », « L'organisation politique » (impôts, justice, communications), « La vie économique » (agriculture, artisanat, commerce, transport, monnaie, mesures), « Les croyances, la vie religieuse », « Les arts et les techniques » (introduction et partie sur l'imprimerie) ainsi que « La vie privée » (la santé, la maison, l'habillement, la nourriture).

Ce guide n'est donc pas une publication académique défendant une thèse et semble de prime abord se cantonner aux ambitions et aux limites propres à un ouvrage de commande à visée vulgarisatrice. Toutefois, F. Macouin délivre aussi – nécessairement – un récit tributaire d'une certaine vision historiographique de la période concernée. Il ne peut donc pas éviter d'offrir prise à des commentaires, si l'on veut bien tenir compte des développements récents des études coréennes, en particulier en langue anglaise. « L'orientation bibliographique » semble d'ailleurs refléter ce choix exclusif (à l'exception de deux titres) de publications en langue française, ce qui réduit considérablement la visibilité d'articles et d'ouvrages pourtant incontournables lorsqu'il s'agit de la période Chosŏn et des problématiques associées.

Le principal biais historiographique de l'ouvrage résulte sans doute du postulat implicite que l'idéologie fait l'histoire. L'ouvrage entier est parcouru par un fil rouge qui doit tout expliquer : le confucianisme. Si personne ne peut nier l'importance cruciale qu'a revêtue l'adoption du néo-confucianisme en Corée, les études sur la transition Koryŏ/Chosŏn montrent que les continuités ont été tout aussi remarquables que les discontinuités entre ces deux périodes ou encore entre ces deux royaumes. Dans son introduction, F. Macouin conclut par une phrase singulière mais néanmoins révélatrice : « Ce sont donc les temps d'un royaume s'affirmant puis s'isolant mais, ce faisant, s'individualisant, qu'on a cherché à montrer dans la diversité de ses aspects, laissant au lecteur le soin de porter, à la manière d'un historien confucéen, un jugement de valeur sur l'action du confucianisme triomphant en Corée si telle est sa préoccupation » (p. 9). Sans vouloir prendre l'auteur au mot, on peut se demander si la grille de lecture

« confucian-*isme* » est finalement toujours bien pertinente, et si cette dernière ne finit pas, en raison d'un usage omniprésent et abusif, par gommer, masquer et occulter les éléments coréens de cette histoire et de cette culture qu'il nous donne à lire. Dans certains chapitres, F. Macouin a bien souligné quelques spécificités coréennes de Chosŏn, telles que le poids de l'hérédité, l'esclavage, le retard de l'usage de la monnaie, la rémanence de cultes dits chamaniques, les lois somptuaires, l'indifférence pour la sexualité et l'homosexualité ou encore l'usage de caractères métalliques pour l'imprimerie. Mais le cadre interprétatif général, non dénué de jugement de valeur (« le bouddhisme n'échappe pas à la contamination du confucianisme », p. 138), donne parfois une vision légèrement biaisée de la société et de son fonctionnement. Une telle position n'est pas propre à l'auteur et elle est même dominante dans les mentalités et les discours, académiques ou non.

Les travaux sur Chosŏn se sont surtout concentrés sur la seconde moitié de la période, à savoir une époque de changement économique, de croissance démographique, de « confucianisation » de la société aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècles, suivie d'un supposé marasme et d'instabilité au plan intérieur au XIX<sup>e</sup> siècle qui expliqueraient la perte de la souveraineté du pays à l'aube du XX<sup>e</sup> siècle. La première raison de ce tropisme, la plus évidente, est le manque relatif de sources écrites et de vestiges pour la période précédente, antérieure aux invasions japonaises et mandchoues qui ont ravagé le royaume. La seconde, plus idéologique, est relative à la problématique de l'entrée dans la modernité. Cette problématique est née en même temps que les « études coréennes » elles-mêmes, à savoir à l'époque coloniale japonaise, et elle porte donc les stigmates d'une histoire tourmentée, synonyme d'une remise en question nationale. La conjonction de ces deux facteurs a mené à une forme d'illusion d'optique où le portrait dressé de Chosŏn se limite à ce que l'on sait et ce que l'on veut dire de la période en fonction de son obédience historiographique (nationaliste ou marxiste pour la plupart). La question de la stagnation ou non de Chosŏn s'accompagne ainsi bien souvent d'une réflexion sur le rôle

du confucianisme dans la trajectoire historique de la société coréenne.

Pourtant, plutôt que de porter un jugement sur le rôle du confucianisme à Chosŏn, il serait préférable de se demander comment les Coréens ont utilisé le confucianisme pour l'adapter à leur contexte social, économique et politique au point de transformer ou, au contraire, de renforcer des tendances autochtones plus anciennes. Parmi ces tendances, relevons pêle-mêle : le caractère irréductiblement aristocratique d'une société qui ne distingue pas le rôle social du rôle politique, le caractère relatif d'une royauté où le roi n'est qu'un chef de clan parmi d'autres, un équilibre des pouvoirs conflictuel mais extrêmement stable qui a permis de faire durer les structures institutionnelles fondamentales de l'État pendant plus de cinq siècles sans renversement dynastique, une société profondément agricole avec de faibles moyens de production, une défaillance récurrente du système fiscal, un régionalisme profondément centripète (et non centrifuge), un problème permanent de légitimation du statut social pour les élites, l'égale importance des lignées maternelle et paternelle, etc. Toutes ces tendances expliquent comment le confucianisme a été « coréanisé » pour réagir à des dysfonctionnements structurels ou conjoncturels sur un temps très long (du XI<sup>e</sup> siècle au XIX<sup>e</sup> siècle environ) et qui relèvent plus des domaines social, économique et symbolique que du domaine strictement idéologique ou philosophique. Plusieurs problèmes pourraient être posés par la description de F. Macouin, par exemple le factionnalisme ou la dégradation de la position de la femme. On pourrait aussi regretter de ne pas avoir d'allusion, ne serait-ce que succincte, aux préoccupations sociales de l'État confucéen ainsi qu'aux mentalités (dont une forme d'humour et d'art de vivre) de ces élites qui constituent la part la plus importante de la société décrite dans l'ouvrage. Certaines divergences avec la Chine aux tendances autochtones des Ming et des Qing auraient enfin pu être davantage soulignées, en particulier sur l'organisation politique et sociale, afin de faire ressortir les caractéristiques de Chosŏn.

En dépit de ces quelques commentaires critiques, le guide que nous offre F. Macouin

est un outil inédit, précieux et durable pour aborder ce qu'a été et ce qu'est encore parfois la Corée, ou encore les Coréens.

ISABELLE SANCHO

### **Liang Shuming**

*Les idées maîtresses de la culture chinoise*

Trad. par M. Masson, Paris, Les Éditions du Cerf/Institut Ricci, [1949] 2010, 421 p.

Ce livre d'un grand intellectuel de la modernité chinoise, Liang Shuming, est le deuxième à être traduit en français après *Les cultures d'Orient et d'Occident et leurs philosophies*<sup>1</sup>. De manière symbolique, la présente publication est également le fruit d'une collaboration franco-chinoise entre Michel Masson et Hominal-Zhao Xiaoqin. Ces deux traductions participent d'un effort plus large qui s'est dessiné au cours de la dernière décennie pour rendre disponibles en français des ouvrages marquants de la philosophie chinoise moderne et contemporaine. M. Masson est également l'auteur d'une traduction, parue en 2006, du *Nouveau traité sur l'homme* du grand philosophe Feng Youlan (1895-1990), auteur d'une célèbre *Histoire de la philosophie chinoise*, dont il est un spécialiste reconnu. En 2003, est parue la traduction d'une série de conférences, intitulée *Spécificités de la philosophie chinoise*, d'un autre philosophe, Mou Zongsan (1909-1995), dont l'influence est encore vivace aujourd'hui dans les milieux intellectuels chinois.

Cette série qui commence à prendre de l'ampleur manifeste une volonté de montrer au lectorat francophone que la « philosophie chinoise » ne se limite pas à quelques textes fondateurs dont il est plus familier, mais qu'elle concerne aussi notre aujourd'hui, voire notre demain. En d'autres termes, les philosophes chinois ne sont pas à reléguer au musée d'une Antiquité révolue ou d'un ailleurs exotique, ils sont partie prenante non seulement de la réflexion sur le destin actuel de leur propre culture, mais aussi des débats sur les grandes questions qui agitent notre monde de plus en plus globalisé.

Au même titre que son contemporain Feng avec qui il engagea la discussion sur la famille en Chine qui constitue le point de départ du présent ouvrage, Liang, né en 1893 et mort presque centenaire en 1988, fut le témoin exceptionnel, à la fois engagé et réflexif, d'un *XX<sup>e</sup>* siècle chinois plein de bruit et de fureur. Comme il l'explique dans sa préface, rédigée en octobre 1949 au moment de la proclamation de la République populaire par Mao Zedong, qu'il avait rencontré à Yan'an pendant la guerre et avec qui il resta en constant et profond désaccord, cet ouvrage est le quatrième volume d'une tétralogie inaugurée avec *Les cultures d'Orient et d'Occident et leurs philosophies* en 1920-1921, suivi par *Le mouvement de salut national* et la *Théorie de la construction rurale*, lesquels rendent compte de l'engagement actif, voire activiste, de Liang dans les années 1930. Ces quatre livres couvrent ainsi la période, déterminante dans la construction de la modernité chinoise au *XX<sup>e</sup>* siècle, entre l'après-4 mai 1919 et l'instauration du régime communiste en 1949, une trentaine d'années (autant dire une génération) qui aura vu défiler une succession d'événements plus dramatiques les uns que les autres : révolutions, luttes intestines, guerre sino-japonaise, guerre civile...

C'est donc au milieu d'une Chine à feu et à sang, que d'aucuns avaient quelque raison de craindre de voir rayer de la carte du monde, que Liang mène, sur fond d'inquiétude existentielle (il a vingt-cinq ans lorsque son père se suicide par loyauté pour la dynastie Qing), une réflexion en profondeur, propre à l'intellectuel et au philosophe qu'il est, sur le destin millénaire et pourtant devenu si précaire de la culture chinoise. Cependant, alors que le premier volume de la tétralogie portait plus spécifiquement sur une comparaison entre les philosophies occidentale, chinoise et indienne, le quatrième ouvre une perspective beaucoup plus large qui intègre des considérations sur l'organisation sociale (Liang est convaincu de l'absence de classes sociales en Chine, ce qui lui vaut d'être en opposition frontale avec la théorie marxiste et maoïste), le fonctionnement politique et économique, les rapports entre morale et religion, etc. Le rapprochement avec le travail mené une ving-

taine d'années plus tôt par Max Weber dans *Confucianisme et taoïsme* semble justifié dans la mesure où le diagnostic porté par le philosophe chinois sur les institutions et les valeurs traditionnelles, souvent identifiées comme facteurs de stagnation, rejoint assez souvent celui du sociologue allemand, sans pour autant partager ni sa visée ni ses questionnements. Dans la perspective de Liang qui reste profondément confucéenne, la Chine apparaît comme un grand corps malade d'avoir « mûri trop précocement » pour pouvoir s'armer, à l'instar de l'Occident, des moyens nécessaires pour affronter la grande compétition entre les nations.

Ces considérations portent inévitablement la marque de l'époque troublée dans laquelle elles ont été conçues et souffrent du schématisme de certaines généralisations réductrices et d'oppositions binaires entre une Chine « intériorisée », familialiste, et un Occident « extériorisé », scientifique et démocratique, mais on aurait tort de les juger désormais obsolètes et de peu d'intérêt, car il serait illusoire de s'imaginer que la Chine conquérante qui fait tant parler d'elle à l'heure actuelle est surgie de nulle part. Liang, qui a été témoin dans ses jeunes années de la chute du régime impérial et qui a vécu assez longtemps pour connaître la politique d'ouverture de Deng Xiaoping (à la faveur de laquelle son livre, passé inaperçu lors de sa publication en 1949, a pu être réédité en 1986), a le mérite de nous rappeler l'importance de se situer dans la longue durée historique. Il y a là une leçon salutaire à retenir dans une Chine lancée à corps perdu dans une fuite en avant, qui entretient soigneusement une double amnésie sur le passé proche et lointain, notamment concernant la question de la démocratie, largement prise en compte par Liang dans cet ouvrage qui nous donne à voir ce qu'aurait pu livrer le potentiel réflexif et critique de ces intellectuels de la première modernité chinoise si une chape de plomb ne s'était pas abattue sur eux au milieu du siècle dernier.

La traduction de M. Masson, fin connaisseur de la tradition philosophique chinoise comme des réalités de la Chine contemporaine, fait honneur à son rôle de passeur en étant fiable et claire, à la fois accessible aux

lecteurs peu initiés (grâce aux nombreuses notes du traducteur qui explicitent les références et éclairent le contexte) et utile à ceux qui le sont davantage (grâce à la pagination qui permet de se repérer commodément dans l'édition du texte original chinois, aux index et à la bibliographie des publications citées). Gageons que Liang lui en serait reconnaissant autant que nous le sommes.

ANNE CHENG

1 - Lian SHUMING, *Les cultures d'Orient et d'Occident et leurs philosophies*, trad. par Luo Shenyi et Léon Vandermeersch, Paris, PUF, [1920] 2000.

### Damien Chaussende

*Des Trois Royaumes aux Jin. Légitimation du pouvoir impérial en Chine au III<sup>e</sup> siècle*  
Paris, Les Belles Lettres, 2010, 465 p.

Le titre de cet ouvrage prête quelque peu à confusion, car celui-ci ne porte pas sur l'histoire de la famille Sima et de la dynastie Jin pendant l'intégralité du III<sup>e</sup> siècle. L'auteur, comme il l'explique dans sa préface, se penche sur l'ascension des Sima depuis la chute des Han jusqu'en 266 et la fin officielle de l'État de Wei, l'un des Trois Royaumes, lorsque Sima Yan (236-290), qui reçut après sa mort le titre d'empereur Wu de Jin, s'empara du trône. L'auteur rapporte brièvement la conquête en 280 de Wu, le dernier des Trois Royaumes – Shu avait été conquis par Wei en 264/265 – et fait référence aux guerres des Huit Princes et à la chute de la dynastie Jin occidentale au début du IV<sup>e</sup> siècle, mais il relate principalement l'ascension au pouvoir suprême d'une famille de relativement peu d'importance, issue de la petite noblesse.

Pour ce qui est de ce sujet, le livre est bien organisé. Le premier chapitre contient un essai sur les sources historiques et une discussion sur les théories chinoises de la légitimité. Le chapitre deux relate les origines du clan et l'ascension de Sima Yi (179-251) sous les auspices des Cao, les seigneurs de Wei, et commente les alliances établies par lui avec d'autres groupes influents. Le troisième chapitre analyse le coup d'État de 249 lors duquel

Sima Yi assassina son rival Cao Shuang et s'empara du pouvoir. Sima Yi, ainsi que ses fils Sima Shi (208-255) et Sima Zhao (211-265), réprimèrent ensuite toute tentative de résistance : une campagne qui culmine avec la déposition et l'assassinat de l'empereur fantoche Cao Mao (241-254-260). Le chapitre quatre décrit la conquête de Shu par Sima Zhao, le général de Wei, et les manœuvres par lesquelles Yan, le fils de Zhao, parvient à revendiquer le pouvoir impérial. Plus brièvement, le chapitre cinq décrit la conquête de Wu et les processus de réorganisation par lesquels, dans l'empire unifié, le pouvoir militaire passa aux princes de la maison impériale – une politique qui conduira à des guerres intestines et à l'effondrement de la dynastie.

Bien que l'auteur fasse référence à ces événements ultérieurs, c'est la carrière de Sima Yi qui fit la fortune de la famille. Homme de bonne famille dont le père et le grand-père avaient occupé des places de haut rang sous l'empire Han, Sima Yi entra à l'âge de trente ans au service de Cao Cao (155-220) et devint un membre de sa garde rapprochée. Son père était une vieille connaissance de ce dernier, tandis que son frère aîné Lang avait rejoint les rangs de ce grand seigneur de guerre plusieurs années auparavant. Sima Lang mourut en 217, probablement de la peste qui ravageait alors la Chine, et la même année Cao Cao nomma Sima Yi à la cour de son fils Cao Pi, le futur empereur Wen de Wei (187-220-226), qu'il avait fait héritier de son royaume. Cette décision fut cruciale : Sima Yi devint un homme de confiance et à la mort de Cao Cao, lorsque Cao Pi força le dernier empereur de Han à abdiquer et proclama sa propre dynastie, Sima Yi devint l'un des principaux dirigeants de l'État. En 224 et 225, il était à la tête du gouvernement civil tandis que Cao Pi était en campagne et, à sa mort en 226, il devint l'un des quatre conseillers au service de son fils Cao Rui, empereur Ming (204-226-239).

À la mort de Cao Rui, lorsque Cao Fang encore enfant lui succéda, Sima Yi partagea le pouvoir de régence avec Cao Shuang, un parent éloigné de la maison impériale. Se consacrant alors aux affaires militaires, Sima Yi vainquit les chefs de guerre Gongsun de Mandchourie et fut reconnu comme le diri-

geant des confucianistes traditionnels, en rupture avec les hommes plus jeunes, brillants et excentriques qui gravitaient autour de Cao Shuang. Le coup d'État de 249 fut dans l'ensemble bien reçu par les conservateurs, qui avaient par le passé soutenu Cao Cao et ses premiers successeurs mais ne doutaient pas de trouver en Sima Yi et en ses fils une lignée de dirigeants valeureux, responsables et efficaces.

Damien Chaussende retrace ces événements d'une manière adroite et efficace mais il omet d'accorder l'importance qui lui est due à l'autre versant de cette histoire : la manière dont ce furent des problèmes propres à la dynastie Cao Wei qui ouvrirent la voie pour Sima Yi.

Bien que Cao Cao eût vécu jusqu'à l'âge de 65 ans, Cao Pi mourut avant d'atteindre 40 ans ; Cao Rui, qui n'avait que 20 ans quand il accéda au trône, mourut dans sa trentaine ; et son successeur Cao Fang n'avait que 7 ans. Une telle série de décès prématurés affaiblit la lignée, sans compter que Cao Fang était un fils adoptif de parenté incertaine, ce qui minait son autorité et le mettait à la merci de tout sujet trop puissant.

De plus, Cao Pi et Cao Rui avaient délibérément exclu leurs parents proches du pouvoir par crainte des rivalités familiales, mais cette politique impliquait que la maison impériale ne bénéficiait pas d'une autorité étendue dans l'empire. Alors que les Sima étaient liés par alliance avec d'autres clans dirigeants, les Cao ne faisaient que peu de cas de ce genre d'entente : la femme de Cao Cao, Dame Bian, mère de Cao Pi, était une ancienne chanteuse ; Cao Pi conçut Cao Rui avec Dame Zhen alors que son ancien époux était encore en vie, puis la répudia ; et les impératrices choisies par Cao Pi et Cao Rui étaient toutes deux d'extraction modeste. Les parents par alliance ne représentaient donc pas une menace pour le trône, mais de ce fait aussi les jeunes empereurs manquaient de prestige et d'appuis.

Au début des Han antérieurs, l'ambitieux clan Lü dont était issue l'impératrice douairière fut détruit en 180 av. J.-C. par les rois de la maison impériale et l'autorité des Han postérieurs fut établie lorsque l'empereur fondateur Guangwu (5 av. J.-C.-25 ap. J.-C.-57) laissa la place à son fils et à son petit-fils, tous

deux des hommes adultes et compétents. Les Cao s'avérèrent moins chanceux, et le clan Sima de la dynastie Jin fut victime du même sort. À Sima Yi succédèrent l'un après l'autre ses deux fils adultes, puis son petit-fils Sima Yan, empereur Wu de Jin (236-266-290), prit le pouvoir à l'âge de 30 ans. Cependant, Sima Yan choisit pour héritier son fils Sima Zhong qui était mentalement incapable. Devenu empereur Hui (259-290-306), son incompétence exacerba des rivalités qui donnèrent lieu à la désastreuse guerre des Huit Princes, menant à la destruction de l'empire chinois dans le Nord<sup>1</sup>.

À cet égard, bien que les signes extérieurs de légitimité comme les Neuf Distinctions et la stèle commémorative eussent joué un rôle important comme symboles d'autorité, ce que l'on attendait avant tout d'un nouveau pouvoir dynastique était la garantie d'une lignée solide de dirigeants matures et compétents, capables de mobiliser un vaste champ d'appuis. Faute de cela, le pouvoir impérial était voué à l'échec, ouvrant la voie à un clan comme celui des Sima. C'est pourquoi il me semble que D. Chaussende, bien qu'il rapporte cette histoire avec talent, n'en fait qu'un récit partiel.

RAFE DE CRESPIGNY

Traduction de VALENTINE LEYS

1 - Une étude importante sur ce sujet est l'article d'Edward L. DREYER, « Military aspects of the war of the Eight Princes, 300-307 », in N. DI COSMO (dir.), *Military culture in imperial China*, Cambridge, Harvard University Press, 2009, p. 112-142.

### Pierre Marsone

*La steppe et l'empire. La formation de la dynastie Khitan (Liao), IV<sup>e</sup>-X<sup>e</sup> siècle*  
Paris, Les Belles Lettres, 2011, 322 p.

Cette étude fine et détaillée est le premier livre français entièrement consacré à la dynastie Liao, qui régna entre 907 (année de la chute de la dynastie Tang, que les Khitan considéraient comme leurs prédécesseurs) et 1125, lorsque les Jurchen et les Song s'allièrent pour

renverser les Liao. Cette défaite fut la cause d'une migration de masse vers l'ouest en direction du Xinjiang moderne, où les Liao occidentaux continuèrent de régner jusqu'à leur défaite en 1220 contre les Mongols, qui apprirent beaucoup d'eux sur la manière de gouverner les Chinois. L'avant-propos passe en revue les travaux existant sur les Khitan dans des langues européennes, et ne recense que peu de monographies : le traitement le plus complet est la traduction allemande d'une histoire en langue mandchoue écrite en 1877 par Hans Conon von der Gabelentz. On conviendra qu'il était grand temps que soit publié un livre comme celui-ci, et on attend avec impatience le prochain volume qui traitera de la dynastie jusqu'en 1125 ou même 1220.

D'une importance manifeste à la fois pour la culture chinoise et pour l'histoire mondiale, les Khitan gouvernèrent un empire qui, à son apogée, englobait la ville moderne de Pékin, les provinces de Mongolie intérieure, Jilin et Liaoning, ainsi qu'une bande de terre qui s'étendait à l'ouest sur toute l'étendue de l'Eurasie. Les Khitan étaient en contact permanent avec leurs voisins immédiats – la Chine de la dynastie Song, le Japon, la Corée, le khanat ouïghour – et avec des territoires plus distants comme les États musulmans d'Asie centrale. Ces dernières années, les chercheurs ont commencé à examiner la nature des contacts des Liao avec les États frontaliers et, à l'automne 2010, l'université de Yale et le Bard Graduate Centre ont accueilli une conférence intitulée « Perspectives on the Liao », dont les conclusions seront publiées dans le *Journal of Song-Yuan Studies* en 2013.

Les Khitan, qui formèrent un État dans le Nord après la chute de la dynastie Tang en 907, furent le premier peuple non chinois à établir deux sections distinctes dans son gouvernement : la division du Nord pour les Khitan, la division du Sud pour les Chinois. La dynastie Jin des Jurchen (1125-1234) s'appuya sur cette innovation pour gouverner le Nord de la Chine, et les Mongols, conseillés par des dignitaires Khitan comme Yelü Chucai (1190-1244), s'en servirent pour gouverner la Chine entière pendant près d'un siècle. Les Khitan furent la première dynastie à établir une de

ses cinq capitales dans le Sud, sur le site actuel de Pékin, en 936. À leur suite, les dynasties des Jin, Yuan, Ming et Qing gouvernèrent tous depuis Beijing, ainsi que la République populaire de Chine depuis 1949. Pourtant, comme le remarque Pierre Marsone fort à propos, pour la plupart des Chinois les Liao demeurent une entité inconnue.

Le livre est composé de deux parties qui couvrent les six siècles écoulés depuis la première mention du nom des Khitan jusqu'à Abaoji (872-926), puis l'ascension au pouvoir d'Abaoji, son règne et sa mort. S'appuyant sur de récents travaux très complets publiés par des archéologues chinois, P. Marsone s'efforce de localiser les différentes montagnes sacrées. Cette entreprise s'avère difficile : même la fameuse terre des ancêtres d'Abaoji ne se trouve pas comme on le dit traditionnellement à Zuzhou (le site de son tombeau), mais 100 km plus loin à l'est. Le livre présente les différentes populations voisines des Khitan (un tableau particulièrement utile les localisent), les différents contacts répertoriés – pour la plupart des dons rituels ou des révoltes – entre les Khitan et les dynasties chinoises qui se sont succédé au pouvoir entre 554, première apparition des Wei dans l'histoire dynastique, et 907, date de la chute des Tang. La section sur les Ouïghours est brève. Ils furent une influence essentielle pour les Khitan, à qui ils fournissaient un modèle viable d'empire distinct de celui des Chinois. Démontrant l'importance de l'influence ouïghoure, P. Marsone avance que la prophétie énoncée par Abaoji sur sa propre mort aurait été inspirée par les principes manichéens enseignés par les Ouïghours.

La seconde moitié du livre puise dans les *Liaoshi*, les deux histoires dynastiques des Tang, et le *Zizhi tongjian* de Sima Guang pour examiner l'ascension au pouvoir d'Abaoji. De toute évidence, Abaoji parvint à exploiter la ressource que représentaient les esclaves et colons chinois bien plus efficacement qu'aucun de ses rivaux. L'exploitation du sel dans les bassins naturels à Guyuan dans le Ningxia lui procurait une source essentielle de revenus. P. Marsone relate l'ascension d'Abaoji au pouvoir sans vraiment aller au-delà des faits présentés par les histoires dynastiques, pour se

demander comment une personne issue d'une lignée si peu importante a pu parvenir à s'emparer du pouvoir si efficacement.

Les parties les plus intéressantes du livre sont celles qui traitent de la langue, en particulier lorsque l'auteur étudie la manière dont le déchiffrement de la « petite écriture » khitan, basée sur la phonétique, a transformé notre compréhension de l'histoire ; la « grande écriture » khitan n'ayant toujours pas été déchiffrée. Particulièrement attentif à la religion et au mythe, P. Marsone examine les différentes versions du récit des origines khitan. Dans la légende, les trois princes fondateurs s'appelaient Naike (« premier roi »), Waïke (« roi-porc ») et Hualihunke (« roi aux vingt moutons »), qui chaque jour mangeait 19 de ses 20 moutons, lesquels réapparaissaient miraculeusement pendant la nuit, ce qui lui permettait d'en manger à nouveau 19 le jour suivant. Le suffixe khitan *ke* est la racine du mot mongol *khan*. L'historien japonais Shiratori Kurakichi (1865-1942) et le mongol Chingeltei, qui écrit en 1997 sans connaître les travaux de Shiratori, traduisent tous deux Waïke par « roi-porc ». L'interprétation de P. Marsone fournit un excellent exemple de la manière dont un sinologue européen peut apporter un éclairage nouveau de par sa vaste connaissance de textes en différentes langues. De plus, P. Marsone reprend avec beaucoup de pertinence une remarque faite par Daniel Kane dans son livre *The Khitan language and script*<sup>1</sup> : le clan des Xiao, décrit par les histoires dynastiques comme le clan qui fournissait aux princes Liao leurs consorts, n'apparaît que dans les sources en langue chinoise. De même, le nom dynastique Da Liao (Liao le Grand) n'est mentionné dans aucune des sources khitan, lesquelles désignent habituellement la dynastie par le nom de famille d'Abaoki, Yila (Yelü en chinois).

Par sa structure et son approche, ce livre est très proche des meilleurs chapitres de la *Cambridge history of China*. Parce que P. Marsone cite scrupuleusement les travaux de ses collègues chinois et japonais et compare en détail les multiples versions des faits apparaissant dans les différentes histoires dynastiques, son livre dépasse les études secondaires publiées jusqu'à présent. Il établit un précédent de très

haut niveau pour les futurs étudiants du Liao, et tout lecteur français devrait commencer par le lire<sup>2</sup>. Les deux auteurs, qui écrivent en 1949, mettent souvent en question la version des faits présentée dans les histoires dynastiques. Les lecteurs modernes pourront ne pas adhérer avec certains points, en particulier avec leur interprétation trop déterministe de l'économie khitan, mais leur travail conserve une fraîcheur remarquable grâce à la vitalité avec laquelle ils interrogent leurs sources.

VALERIE HANSEN

Traduction de VALENTINE LEYS

1 - Daniel B. KANE, *The Khitan language and script*, Leyde, Brill, 2009.

2 - Si l'on souhaite en savoir plus sur l'histoire des Khitan après 926, voir l'ouvrage de référence de Karl A. WITTFOGEL et FENG Chia-Shêng, « History of Chinese society: Liao, 907-1125 », *Transactions of the American Philosophical Society*, 36, 1946, p. 1-752.

### David Johnson

*Spectacle and sacrifice: The ritual foundations of village life in North China*  
Cambridge, Harvard University Press,  
2009, XIV-390 p.

Dans cet important ouvrage, David Johnson présente un corpus remarquable de sources locales dont il tire une abondance de détails sociologiques pour illustrer la variété et la complexité surprenantes des rituels villageois de la province du Shanxi. L'auteur combine l'examen de dizaines de manuscrits découverts dans la région depuis le milieu des années 1980 avec le résultat de décennies de travail de terrain autour des cérémonies villageoises du Nord de la Chine, en particulier les *sai* : des fêtes célébrées dans les temples pour honorer l'anniversaire des différents dieux. Les villageois du Shanxi utilisaient les prières, invocations, instructions et programmes rituels contenus dans les manuscrits liturgiques en question – une source inconnue de la plupart des chercheurs occidentaux – pour conduire les cérémonies annuelles dans les villages. À ce riche corpus de documents, D. Johnson



ajoute des entretiens avec des villageois (conduits dans certains cas par lui-même, et en majorité par des chercheurs chinois) qui avaient eux-mêmes observé ou participé aux dernières fêtes religieuses tenues dans les années 1930 dans les temples du Sud-Est du Shanxi.

D. Johnson distingue deux types de rituels : les rituels saisonniers (comme les rituels du Nouvel An), qui reposent sur la magie et l'exorcisme et étaient effectués sans l'intervention de spécialistes, et les rituels liturgiques des temples (comme le *sai*), qui étaient dirigés par des professionnels du rite spécialement formés et lors desquels étaient présentés des offrandes alimentaires très élaborées et des opéras entiers. Le livre décrit quatre différents rituels de Nouvel An et trois cérémonies *sai*, et fournit un aperçu des opéras rituels du Shanxi, qui occupaient une place centrale dans le *sai*.

Examinant les rituels collectifs ruraux, D. Johnson apporte une contribution de la plus haute importance lorsqu'il se penche sur un régime rural du Nord de la Chine, « très différent de ceux des régions du Fujian, de Taïwan, du Guangdong du Sud et des populations Hakka, qui ont été l'objet de tellement de recherches dans les vingt dernières années » (p. 268). Selon lui, alors que les rituels *jiao* pratiqués par les daoïstes étaient très largement populaires dans le Sud-Est de la Chine, les villageois du Shanxi menaient eux-mêmes leurs propres activités rituelles. Ils développèrent des formes uniques de rituels saisonniers – comme le rituel du tambour Fan dans le village de Renzhuang, ou le rituel dit « Attraper le Démon Jaune » dans le village de Guyi – « sans que ne soit fait référence à aucun rituel externe, ou à aucune autorité idéologique » (p. 141). En plus de ces rituels organisés à l'échelle du village, les cérémonies *sai* étaient créées et présentées par des professionnels du rite : les musiciens d'opéra, les maîtres de cérémonie, et les cuisiniers qui préparaient les gigantesques offrandes.

D. Johnson met l'accent sur le fait que les manuscrits rituels qui nous sont parvenus, écrits par ces spécialistes des rites, « ne témoignent quasiment d'aucune influence d'idées daoïstes, bouddhistes ou néo-confucianistes » (p. 281).

Il s'oppose fermement aux vues largement acceptées de Kenneth Dean, selon lesquelles un cadre liturgique daoïste fournissait la base rituelle unifiée commune à ces cultes populaires chinois<sup>1</sup>. D. Johnson souligne à juste titre que des modèles théoriques fondés sur l'étude des expériences de la Chine du Sud ne sauraient servir de référence pour les autres régions. Cependant, sa ferme croyance dans « l'autarcie rituelle des villages », qu'il considère comme « l'une des caractéristiques principales de la vie religieuse collective de la Chine pré-moderne » (p. 68), va trop loin. Les bouddhistes et les daoïstes sont plus présents dans la vie collective des villages du Shanxi qu'il ne l'affirme.

Afin de pousser plus loin son projet, j'offrirai ici quelques suggestions énoncées dans une perspective historique qui reposent sur mes propres études du changement social dans le Shanxi entre le XIII<sup>e</sup> et le XV<sup>e</sup> siècle. Les bouddhistes et les daoïstes ont joué un rôle d'importance dans la réorganisation de sociétés rurales dévastées par les conquêtes mongoles, et sont intervenus très activement dans les rituels collectifs du Shanxi sous la domination des Yuan. Alors que les daoïstes Quanzhen présidaient très souvent aux rituels *jiao* dans les communautés villageoises du Nord de la Chine, les clergés bouddhistes et daoïstes contribuèrent activement à organiser des alliances villageoises autour du culte des dieux locaux, et se chargèrent de leur offrir des sacrifices. Après la dynastie Yuan, le *jiao* daoïste perdit de son importance, et les rituels *sai* semblent être devenus prédominants. Cette transition entre les dynasties Yuan et Ming, essentielle si l'on veut retracer les origines de la complexe tradition des rituels de village dans le Shanxi, n'est pas examinée par D. Johnson. L'héritage de la fonction de maître de cérémonie – une figure dominante dans le *sai* – remonte très probablement à la répartition héréditaire des rôles et aux systèmes élaborés des écoles Yin-Yang officielles, qui datent de l'époque mongole des Yuan.

Il convient aussi de se demander si les bouddhistes et les daoïstes ont vraiment entièrement disparu des communautés villageoises après la période impériale tardive. Stephen Jones, s'appuyant sur des recherches de terrain conduites de nos jours dans les provinces du

Hebei, du Shanxi, du Shaanxi et du Gansu, montre de manière convaincante que de nombreux spécialistes des rites daoïstes – qu'il s'agisse de daoïstes laïques qui ont hérité de ce rôle ou de prêtres habitant dans les temples – conduisent encore dans le Nord de la Chine des rites populaires à l'occasion des foires dans les temples<sup>2</sup>. L'étude de S. Jones présente deux conclusions importantes : les traditions liturgiques daoïstes ne se sont jamais éteintes dans la vie rituelle des villages du Nord, et le rôle du clergé dans la présentation de ces rituels au cours des fêtes religieuses était très variable dans les différents comtés de la Chine du Nord. L'absence d'une élite cléricale dans les fêtes religieuses *sai* qu'identifie D. Johnson dans le Shanxi du Sud-Est ne s'applique pas nécessairement aux autres régions du Nord de la Chine.

Le fait que D. Johnson se fie presque uniquement à des sources locales issues des villages pour dresser un portrait de leur vie rituelle est à la fois un avantage et une faiblesse. Il cherche à se démarquer des grandes synthèses pour livrer un portrait empathique de la vie des villageois du Shanxi, mais développe des généralisations plus larges que ses sources ne le permettent. De plus, le livre montre très peu d'esprit critique vis-à-vis de ses sources. Jusqu'à quel point peut-on se fier à ces documents et ces entretiens ? Comment peut-on utiliser des sources issues de la fin du XIX<sup>e</sup> et du début du XX<sup>e</sup> siècle pour étudier le Shanxi et le Nord de la Chine à l'époque pré-moderne ?

La réussite du livre de D. Johnson est à chercher dans l'exposé qu'il consacre avec succès à l'étendue des disparités régionales dans la Chine de la fin de l'empire, entre un Sud très étudié par les historiens et un Nord qui reste peu compris. De toute évidence, il nous faut plus d'études de ce genre avant que l'on ne puisse construire une vue d'ensemble de la société chinoise. Nous attendons avec impatience la suite des travaux de D. Johnson sur ce corpus spectaculaire de manuscrits rituels, tout en espérant que davantage de travaux de ce genre seront conduits sur d'autres régions de Chine.

JINPING WANG

Traduction de VALENTINE LEYS

1 - Kenneth DEAN, *Taoist ritual and popular cults of Southeast China*, Princeton, Princeton University Press, 1993.

2 - Stephen JONES, *In search of the folk Daoists of north China*, Farnham, Ashgate, 2010.

### Eugenio Menegon

*Ancestors, virgins, and friars: Christianity as a local religion in late imperial China*

Cambridge/Londres, Harvard University Asia Center, 2009, xx-450 p.

La force de cette monographie qui documente l'implantation du catholicisme dans le district de Fuan, situé à l'est de la province côtière chinoise du Fujian face à l'île de Taïwan, tient à son ancrage historique et ethnographique local, sur un terrain évangélisé à partir de 1631 par des prêtres dominicains et franciscains venus des Philippines colonisées par la puissance espagnole. Les sources européennes, essentiellement missionnaires, abondantes pour un district rural et reculé, ont été méthodiquement et habilement confrontées aux sources chinoises pour valider ou pondérer ce qui, dans des textes à finalité hagiographique, peut être sujet à caution. La vision présentée décrit des pratiques différentes des voies d'évangélisation jésuite, privilégiées par l'historiographie. L'auteur soutient que dans cette région, le christianisme sut – sans solliciter la protection de l'administration territoriale mais souvent contre elle, et malgré les oppositions du patriarcat traditionnel adossé aux structures mentales confucéennes – s'ancrer pour acquérir un statut de religion populaire et perdurer comme une structure de la culture locale, aux côtés d'autres religions indigènes.

L'étude s'inscrit dans une tendance de plus en plus explorée par les chercheurs chinois et européens, qui s'attache à comprendre la variété des réactions à l'irruption irréversible des Européens. Les frères mineurs prirent pied au Fujian une cinquantaine d'années après l'arrivée en 1583, depuis Macao, de Matteo Ricci (1552-1610), le missionnaire jésuite dont le quatrième centenaire de la mort à Pékin a été célébré l'an dernier. L'évangélisation du Fujian a été conduite par des missionnaires de la province du Saint-Rosaire des

Philippines ayant souvent fait leurs classes au Mexique ou dans le quartier chinois (*parian*) de Manille où résidaient à l'époque, temporairement ou non, environ 30 000 commerçants fujianais. Les puissances coloniales (portugaise dans l'enclave de Macao, espagnole aux Philippines) installées à la périphérie de la Chine depuis les années 1550-1560 se livraient à des trafics lucratifs, en particulier avec l'importation d'argent venu du Japon puis des Amériques, qui bouleversait l'économie traditionnelle et fragilisait l'autorité de l'État central. Dans les années 1630-1640, la dynastie des Ming (1368-1644) tombe sous la coupe des Mandchous qui établissent la dynastie des Qing (1644-1911). Historiquement, les conversions opérées à cette époque ne peuvent être confondues avec celles des « chrétiens de riz » postérieures aux guerres de l'Opium du XIX<sup>e</sup> siècle et à la politique de la canonnière.

L'intérêt du travail est d'autant plus significatif que c'est à partir des observations sur les coutumes du district de Fuan, dénoncées en 1635 à Rome comme superstitieuses et idolâtriques par les missionnaires non jésuites, que prit naissance la fameuse Querelle des rites qui a déchiré le monde catholique jusqu'en 1742, date à laquelle ces rites furent condamnés par Rome. L'interdiction ne fut levée qu'en 1939.

L'intérêt porté par Eugenio Menegon sur un district excentré par rapport aux flux migratoires et commerciaux, dans ce contexte nouveau de redistribution des pouvoirs, établit un constat inattendu : l'initiative d'inviter et d'installer des prêtres étrangers dans la localité fut prise par des aspirants lettrés, candidats malheureux aux examens mandarinaux mais néanmoins intégrés aux notabilités locales. Les jésuites n'avaient alors établi des églises que dans des villes du Fujian plus méridionales et plus proches des routes commerciales. La construction locale d'une identité chinoise et chrétienne met à mal l'idée d'un message missionnaire incompréhensible dans un milieu où la rigueur augustinienne aurait dû rendre tout ancrage impossible. La destruction des tablettes ancestrales constituait un crime au regard des valeurs orthodoxes définies par l'appareil administratif de l'État. Mais, selon l'auteur, des communautés lignagères sur

place se seraient révélées plus tolérantes qu'on ne peut généralement le documenter. E. Menegon défend qu'à Fuan les événements ont dicté des choix qui mettent en lumière la répression promue par l'orthodoxie confucéenne, qui a provoqué la résistance d'une minorité devenue opprimée, au même titre que d'autres minorités religieuses persécutées à la même époque. Le district de Fuan compterait aujourd'hui 80 000 catholiques, soit 8,56 % de la population. Cette résilience s'expliquerait par une réponse originale du catholicisme à des aspirations marginalisées par l'ordre confucéen traditionnel.

La valorisation par les frères mineurs de la virginité consacrée contrevenait également aux règles patriarcales qui font de la maternité le socle de la transmission du culte des ancêtres. E. Menegon montre qu'au fil du temps, le rejet initial a pu parfois se transformer en élément de prestige figurant dans les généalogies familiales. Certains lignages se sont enorgueillis de compter des vierges consacrées. La société traditionnelle valorisait la chasteté des veuves et les institutions bouddhiques connaissaient les monastères qui recueillaient les filles pauvres ou dénuées de moyens d'existence. L'innovation apportée par le christianisme concerne l'apparition de vocations avouées par des jeunes filles de très bonnes familles.

L'ouvrage présente des données inédites sur le profil des premiers chrétiens de Fuan et le film des événements des années pionnières. On peut regretter que ces informations significatives, qui auraient pu faire l'objet de notices regroupées, soient dispersées au fil des chapitres. Joaquín Guo Bangyong (1582-1649), considéré comme le fondateur de la chrétienté de Fuan, fut baptisé par le jésuite italien Giulio Aleni (1582-1649) à Fuzhou, chef-lieu de la province, avec un groupe de dix autres candidats venus se présenter au concours mandarinal provincial en 1627. Aucun ne réussit l'examen. Le groupe aurait sollicité la venue d'un missionnaire jésuite pour son lieu d'origine, mais la demande n'aboutit pas faute de personnel suffisant pour un endroit jugé trop retiré. Aussi, lorsqu'en 1631, le groupe de Fuan entendit parler de l'arrivée à Fuzhou du dominicain italien Angelo Cocchi (1597-1633),

Guo l'amena à Fuan, contre les ordres du gouverneur de la province qui avait ordonné de renvoyer Cocchi vers Taïwan. Deux ans plus tard, lorsque le dominicain espagnol Juan Bautista de Morales (1597-1664) et le franciscain espagnol Antonio de Santa Maria Caballero (1602-1669) firent escale au nord de Taïwan avec l'intention de venir prêter main forte à Cocchi, Guo envoya son fils les rencontrer en éclaireur puis se rendit en personne les chercher et les escorter jusqu'à Fuan. Si les magistrats de Fuan furent au courant de l'arrivée d'Occidentaux dans leur juridiction, ils semblent avoir fermé les yeux sur une résidence en semi-clandestinité. Très vite, l'iconoclasme antibouddhique des chrétiens déclencha des réactions populaires hostiles et la sévérité des autorités locales.

Autant les éclairages sur les troubles du changement dynastique Ming-Qing sont précis, autant l'ouvrage devient plus flou sur la manière dont les communautés chrétiennes locales ont traversé les grandes crises du XIX<sup>e</sup> siècle. On s'interroge aussi sur la représentativité des phénomènes décrits, mais cela ne peut traduire qu'une impatience à voir paraître de nouveaux travaux sur la révolution rituelle de l'âge moderne en Chine.

ISABELLE LANDRY-DERON

### **Luca Gabbiani**

*Pékin à l'ombre du Mandat Céleste.*

*Vie quotidienne et gouvernement urbain sous la dynastie Qing, 1644-1911*

Paris, Éditions de l'EHESS, 2011, 288 p.

Ce livre comble un vide et contribue à une rectification. Le vide est celui que l'on constate quand on fait le point sur l'histoire urbaine de la Chine impériale tardive : Pékin y apparaît peu, à la différence de Shanghai, et aucun travail n'avait porté jusqu'alors sur le gouvernement municipal de cette agglomération de 800 000 habitants. En effet, Susan Naquin avait étudié un fait historique particulier, l'insurrection millénariste des « Huit Trigrammes » en 1813, ainsi que la vie religieuse de la capitale aux 2 500 temples, et David Strand nous avait présenté la vie poli-

tique et sociale de Pékin à l'époque républicaine<sup>1</sup>.

En comblant cette lacune, Luca Gabbiani opère une rectification en contestant une idée reçue, celle de l'absence de toute autonomie administrative de Pékin avant 1914, date de la mise en place du premier conseil municipal de la cité. Cette démarche s'inscrit dans le contexte de la révision en cours de l'histoire du XIX<sup>e</sup> siècle chinois, réduite encore souvent à celle d'un inexorable déclin. L. Gabbiani, à l'aide de sources chinoises patiemment collectées et recoupées, établit, au contraire, qu'il existait à Pékin un « véritable gouvernement urbain dans l'empire chinois finissant » (p. 11). Certes, comme le titre de son ouvrage le souligne, « la présence massive et ostentatoire de l'État due au statut de capitale » projette une ombre sur la ville et constitue une particularité qui limite la généralisation des conclusions. La présence d'une garnison de 90 000 hommes, de 1 200 hauts fonctionnaires et de leur suite, et la résidence dans la ville de plus de 300 000 Mandchous des bannières entretenus par le budget impérial font que, vers 1850, plus de la moitié des habitants de la ville dépend pour vivre des subsides publics, en argent ou en grains à prix réduits. Néanmoins, L. Gabbiani établit de façon convaincante que, malgré les apparences, la ville de Pékin était gérée comme une municipalité disposant d'une certaine marge d'autonomie. Il voit notamment dans la décennie 1901-1911 dite « du nouveau gouvernement » (*xinzheng*) un laboratoire des réformes municipales qui se préciseront dans le pays tout entier durant les deux décennies suivantes, sous l'influence de l'Occident et, surtout, du Japon.

L'ouvrage comprend deux grandes parties. La première est un portrait du Pékin impérial. On y voit persister, derrière les hauts remparts aux vingt portes fortifiées qui impressionnèrent Pierre Loti en 1900, le binôme traumatisant ville « intérieure » (tartare) - ville « extérieure » (chinoise), malgré une certaine fluidité. On y trouve, grâce notamment à de nombreux témoignages de voyageurs, de saisissantes évocations de la rue, avec ses marchands ambulants, ses quartiers de huttes et de cabanes où logent les miséreux, les spectacles de plein air de Tianqiao, le marché

du livre et de l'écriture de Liulizhang. Plus à l'ouest dans la « ville chinoise », au sud de la porte Xuanwu, s'étend une sorte de « quartier latin » à la chinoise avec les logements des fonctionnaires, les vastes bâtiments des associations régionalistes et des guildes qui hébergent les candidats lors des concours tenus tous les trois ans pour le titre envié de docteur (*jinshi*) ou les lettrés venus solliciter un emploi. Débarqués du terminal nord du Grand Canal à Tongzhou, des milliers de *coolies* charrient des marchandises pour les vingt marchés de la capitale, ce que font aussi les marinières du modeste canal de Tonghui. Des caravanes de chameaux partent pour Zhangjiakou et la Mongolie ou en arrivent. Pékin est, en effet, le « lieu central » de l'une des neuf macrorégions économiques que compte alors la Chine, d'après le modèle développé par William Skinner.

Cependant, la description de la « vie quotidienne », annoncée par le sous-titre, nous laisse un peu sur la faim. L'utilisation des guides publiés alors, comme ces « grands traits de la capitale » (*Dumen jilüe*), réduit l'angle d'observation à celui d'un lettré intéressé presque exclusivement par la ville comme lieu de divertissement et de consommation. Conscient de la difficulté, L. Gabbiani a fait un usage judicieux de diverses compilations chinoises de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle et des mémoires d'un mandarin, Zhang Jixing (1800-1876), « Choses vues et entendues dans la fonction publique au cours des règnes de Daoguang et de Xianfeng » (*Dao Xian huanhai jianwen lu*): si on y trouve des détails concrets sur les tribulations d'un candidat au concours mal logé durant des semaines par la guilde de Yangzhou, d'où il est originaire, avec un marchand grossier, on reste dans le monde de l'élite sociale.

La seconde partie du livre traite du gouvernement de la cité impériale. Il est assuré, non sans quelques confusions et interférences, par la gendarmerie, les censorats des cinq arrondissements et la préfecture de Shuntian. Chacune de ces instances exerce une partie de son autorité sur la campagne environnante, bien au-delà des faubourgs. L. Gabbiani présente les trois activités principales de ces organismes: la sécurité, avec une force de 33 000 hommes, la voirie et l'hygiène, et, enfin, l'assistance publique. La dégradation des

finances publiques apparaît clairement avec la crise de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, alors que, jusque-là, Pékin avait bénéficié d'une certaine « générosité » de la part de la Cour (p. 150). Sur ce point, le récit de Zhang Jixing donne des détails particulièrement intéressants sur la situation économique durant l'automne 1860. L'agression militaire anglo-française et l'établissement d'un empire dissident en Chine du Sud par les Taiping avaient asséché le Trésor public, tandis que la route des métaux nécessaires à la frappe des sapèques était coupée par la rébellion. Pékin manipule alors le cours du cuivre et en vient même à émettre des pièces de fer. Les prix s'affolent. Le marasme frappe notamment les Mandchous qui ne disposent souvent d'aucune ressource en dehors de l'aide publique. Toutefois, L. Gabbiani montre comment la situation fut peu à peu rétablie par le rôle grandissant des associations caritatives de notables qui se substituent à l'État défaillant. La comparaison de l'aide aux sinistrés lors de la terrible inondation de l'été 1801 et celle de l'été 1890 est particulièrement éclairante sur ce point.

Une véritable collaboration entre les notables et les autorités se met en place, sans pour autant que l'on trouve à Pékin une situation analogue à celle décrite par William Rowe pour Hankou, qui croit observer dans cette ville l'émergence d'une véritable « société civile »<sup>2</sup>. L. Gabbiani décrit la mise en place d'une voirie avec un réseau moderne d'égouts, un corps de police d'inspiration japonaise, une ébauche de plan d'occupation des sols. Cela s'accélère après 1901, durant la décennie *xinzheng*. En 1906, Pékin était géré par deux conseils que l'on peut qualifier de municipaux, l'un pour la ville tartare, l'autre pour la ville chinoise. On fait ainsi la connaissance de hauts fonctionnaires comme Zhu Qiqian (1872-1964), admirateur du Japon et proche de Yuan Shikai (1859-1916), qui sera le premier « maire » de Pékin en 1914: dans le domaine de la gestion municipale, la période républicaine prolonge l'époque impériale tardive et la révolution de 1911 ne constitue nullement une rupture.

ALAIN ROUX

1 - Susan NAQUIN, *Millenarian rebellion in China: The Eight Trigrams uprising of 1813*, New Haven,

Yale University Press, 1976, et *Peking: Temples and city life, 1400-1900*, Berkeley, University of California Press, 2000; David STRAND, *Rickshaw Beijing: City people and politics in the 1920's*, Berkeley, University of California Press, 1989.

2 - William T. ROWE, *Hankow: Commerce and society in a Chinese city, 1796-1889*, Stanford, Stanford University Press, 1984; *Hankow: Conflict and community in a Chinese city, 1796-1895*, Stanford, Stanford University Press, 1989, et « The problem of 'civil society' in late imperial China », *Modern China*, 19-2, 1993, p. 139-157.

### **Anthony Reid (éd.)**

*The Chinese diaspora in the Pacific*

Aldershot, Ashgate Publishing, 2008,  
xxxiv-409 p.

À la différence de la Méditerranée ou de l'Atlantique, le Pacifique – défini comme « tout ce qui est touché par les eaux du Pacifique » (p. XI) – a rarement été appréhendé en tant qu'unité. Il l'est ici au prisme de la diaspora chinoise. Toutefois, seule l'introduction ( inédite ) d'Anthony Reid et le texte d'Adam McKeown (le plus récent du recueil) emploient le terme. Les textes reproduits dans cet ouvrage datent pour la plupart des années 1960 et 1970, à une époque où le terme « diaspora » n'était pas en usage, son application au cas chinois n'apparaissant qu'au milieu des années 1990 et demeurant contestée par certains des auteurs.

A. Reid omet de mentionner les termes du débat, mais il énumère plusieurs éléments qui différencient l'ensemble des migrants chinois des diasporas archétypiques. D'abord, la diversité culturelle et linguistique des migrants, et l'absence d'identification jusqu'à l'extrême fin du XIX<sup>e</sup> siècle à une « nation chinoise ». Ensuite, la diversité des formes de la migration, le recrutement d'engagés n'ayant prévalu que sur quelques décennies du XIX<sup>e</sup> siècle et ne pouvant être comparé à la migration forcée des esclaves africains. Enfin, l'absence d'association à une entreprise impériale, modèle de la diaspora phénicienne ou grecque reproduit par les Européens. S'il y eut de grandes campagnes navales sous les Song, les Yuan et au tout début des Ming, après l'expédition de la flotte placée sous le commandement de Zheng

He, qui atteint l'Asie du Sud-Est et l'océan Indien dans les années 1403-1433, l'État impérial considéra par la suite les émigrants comme des traîtres à l'empereur.

Dans le premier chapitre, A. McKeown avance que le recours à la notion de diaspora comme une catégorie descriptive des groupes sociaux est moins souhaitable que le développement d'une « perspective diasporique qui guide l'analyse d'institutions, d'identités, de liens et de flux géographiquement dispersés » (p. 2) et mette en lumière des processus négligés par les histoires nationales. Il s'emploie pourtant à dégager différents types de diasporas chinoises sur la base de critères qui ne sont pas plus fermement établis que ceux de Wang Gungwu, dont il critique la typologie historique des migrations chinoises. A. McKeown introduit une distinction très similaire entre une « diaspora de travail » (celle des engagés) et une « diaspora de réseau » (celle des marchands-séjournants), dont il reconnaît qu'elles se recouvrent largement en raison des modalités du recrutement des engagés. L'un des passages les plus intéressants de son chapitre porte, précisément, sur le recrutement des émigrants à Hong Kong, qui fonctionne comme le *hub* du Pacifique.

Le reste de l'ouvrage consiste en une compilation de textes plus anciens, certains classiques, d'autres méconnus. L'organisation du volume répond à la division périodique bipartite posée par A. Reid en introduction. Avant les années 1840, les migrations chinoises s'orientent surtout en direction de l'Asie du Sud-Est (le *Nanyang*); puis l'ouverture des ports de traités (dont Hong Kong) et l'avènement de la navigation à vapeur déclenchent une émigration massive, toujours vers l'Asie, mais également vers les pays neufs d'Amérique et d'Océanie. C'est alors que se forme une « véritable diaspora pacifique » (p. XVI).

A. Reid insiste sur la symbiose des diasporas chinoises et européennes. Les communautés, installées bien avant l'arrivée des Européens en Asie du Sud-Est, croissent et se développent en raison de la dépendance économique des Espagnols et des Hollandais vis-à-vis des Chinois. De nouvelles communautés se forment après l'établissement de Manille

en 1571 et la fondation de Batavia en 1619. Le chapitre cinq est, à cet égard, un témoignage rare, observation détaillée de la situation coloniale javanaise par un lettré fujianais dans un compte rendu de sa visite à Batavia en 1783.

Les massacres de Chinois qui ont lieu au début du XVIII<sup>e</sup> siècle à Manille et à Batavia rendent compte du changement des rapports entre Européens et Chinois qui accompagne le déplacement de l'économie coloniale du commerce vers les plantations. Après 1750, le tarissement de l'immigration favorise une créolisation des communautés chinoises. Ceci est particulièrement net aux Philippines où existe une catégorie juridique de *Mestizos* (Métis) chinois, dont Edgar Wickberg montre l'ascension économique entre 1750 et 1850. L'article classique de William Skinner explique la différence entre l'assimilation des Chinois de Thaïlande et le maintien d'une communauté *peranakan* distincte à Java par la nature des régimes politiques : indigène en Thaïlande, avec des mécanismes institutionnalisés pour adhérer à l'élite thaïe, colonial à Java, assorti de catégorisations ethniques réifiantes. Le chapitre de Chen Chin-Ho est moins connu mais également digne d'intérêt. Il s'agit d'un compte rendu d'événements ayant eu lieu sur la péninsule indochinoise au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle et dont les protagonistes principaux sont deux Chinois réfugiés après la chute des Ming, métis de mère vietnamienne et thaïe, qui se livrent une lutte pour l'hégémonie sur le Siam en s'appuyant sur les communautés chinoises cantonaise et teochiu. Le texte souligne l'intérêt qu'il y a, pour une histoire des entités politiques de la région, à analyser les interrelations entre les migrants chinois et leurs sociétés hôtes.

C'est cette même optique que l'on trouve parmi les textes qui portent sur la période post-1840. Certains sont franchement anecdotiques et je ne rendrai compte ici que des plus intéressants. Si celui de Crawford Campbell est critiqué par A. Reid pour son « ethnocentrisme désuet » (p. XXIV), il anticipe néanmoins la perspective transnationale (ou « diasporique ») qu'A. McKeown préconise, dans la mesure où il montre la différence entre les histoires nationales canadienne et australienne sur la « question asiatique » à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.

Là où, au Canada, la formulation de cette question comme problème public est demeurée « locale » au dominion, en Australie elle a joué un rôle capital dans l'unité des États australiens contre la métropole britannique, le racisme antichinois allant de pair avec une hostilité à la politique impériale britannique perçue comme favorable à l'immigration. C. Campbell détaille les mécanismes juridiques et institutionnels qui ont mené à l'instauration de l'Immigration Restriction Bill de 1901, qui inaugure la *White Australia Policy*.

Le choix d'éditer un texte du juriste américain Charles McClain est tout aussi heureux. Sa perspective rejoint celle de C. Campbell puisqu'il montre le rôle clé joué par la législation antichinoise dans l'histoire nationale américaine, avec ce mérite supplémentaire qu'il n'épouse pas le point de vue de la société hôte, mais celle des immigrants, et montre comment ils se sont battus contre cette législation. Il offre ainsi un correctif salutaire au stéréotype de l'immigré chinois passif et docile. C. McClain commence par rappeler que l'arrêt « *Runyon v. McCrary* » rendu par la Cour suprême des États-Unis, étape importante dans la lutte pour les droits civiques des Noirs américains, s'appuyait sur la section 1 du *Civil Rights Act* de 1866. Il est généralement ignoré que cette section a été incluse au terme de plusieurs décennies de mobilisation des Chinois de Californie contre les mesures discriminatoires prises à leur encontre. Une telle perspective *emic* est également défendue par Claudine Salmon dans l'analyse qu'elle propose des récits de Chinois d'Asie du Sud-Est publiés par des Chinois retournés en Chine. Qu'ils dénoncent l'exploitation des *coolies* ou qu'ils célèbrent la réussite des *Taoke* (de riches marchands) comme *self-made-men*, il s'agit dans les deux cas de récits fondateurs de la migration. Ils témoignent des relations souvent amicales entre Chinois et Asiatiques, à l'encontre des visions entretenues par les Européens.

Les trois derniers chapitres portent sur la montée du nationalisme chinois au tournant des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. Les deux premiers ont pour auteurs des spécialistes incontestés du domaine. Le texte de Wang retrace la génés-

logie du terme *huaqiao* (séjournant chinois) qui émerge dans les années 1890 et s'impose dans les deux premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle. Wang détaille finement comment ce terme, publicisé dans un contexte où le ban sur l'émigration a été levé, conserve la connotation de migration temporaire et de nostalgie du pays natal. Le chapitre de Yen Ching-hwang est consacré à la propagande nationaliste parmi les communautés d'outre-mer à la fin de l'ère Qing, dont il fait remonter les origines à l'établissement d'un consulat chinois à Singapour en 1877. Les révolutionnaires emmenés par Sun Yat-sen, en concurrence avec les réformistes, eurent un succès relativement tardif parmi la majorité des Chinois d'outre-mer. Ces deux chapitres soulignent le basculement qui s'est opéré à la charnière des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : on peut désormais émigrer tout en demeurant fidèle à sa patrie, et l'on peut s'identifier, au-delà du village natal, à une nation chinoise. Le chapitre final, par Kasian Tejapira, une chercheuse sino-thaïe, apporte une touche personnelle en même temps qu'une nuance à ces considérations d'ordre général, puisqu'elle rend compte, à partir d'une analyse de l'usage de la tresse comme instrument politique, de la frontière poreuse entre Chinois et Thaï.

ANNE-CHRISTINE TRÉMON

### **Marie-Claire Bergère**

*Capitalismes et capitalistes en Chine,*

*XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*

Paris, Perrin, 2007, 460 p.

L'exubérante croissance chinoise serait-elle le produit d'innovations uniques dans le paysage des économies socialistes en transition : le mariage pragmatique entre une tradition chinoise revivifiée et l'internationalisation tous azimuts de son économie ? Pour éclairer le débat sur la spectaculaire émergence de l'économie chinoise, Marie-Claire Bergère a choisi d'analyser les capitalismes chinois et de dérouler le profil de ses agents. Son argumentation est structurée autour de quatre thèmes qui courent tout au long de l'ouvrage : l'émulation entre un capitalisme endogène et un

capitalisme importé ; la résilience de traits spécifiques à la culture chinoise et leur accommodement avec le principe de la rationalité économique du capitalisme ; le conflit entre capitalisme politique et capitalisme privé ; et l'oscillation du statut des entrepreneurs entre deux pôles, celui d'une bourgeoisie conquérante et celui d'une classe asservie aux objectifs de l'État.

L'ouvrage est découpé en neuf chapitres qui couvrent six siècles d'histoire chinoise, des dynasties Ming et Qing aux socialismes orthodoxe et réformé. Les deux derniers chapitres, particulièrement riches, s'appuient, pour esquisser un profil des entrepreneurs chinois et de leurs relations avec l'État à l'époque des réformes, sur des entretiens réalisés en 2005 dans le Zhejiang, à Shanghai et à Pékin. La démarche adoptée est celle d'un historien qui cherche à mettre au jour les conditions dans lesquelles sont apparues les institutions du capitalisme chinois, plutôt qu'à valider ou infirmer une des nombreuses théories rendant compte de sa nature, de son développement, et des entraves à sa diffusion.

M.-C. Bergère relève ainsi la forte continuité entre des pratiques économiques de l'époque impériale tardive et celles de la période républicaine ou du socialisme réformé, pour s'attacher à retracer une histoire du capitalisme chinois depuis ses « germes » jusqu'à la forme hybride – « économie socialiste de marché » – que nous livrent trois décennies de réforme et d'ouverture. L'auteur relativise également l'impact économique de l'intrusion impérialiste en Chine : les étrangers installés dans les ports ouverts à partir de la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle ne parviennent pas, en dépit des privilèges qu'ils ont arrachés par traité, à s'immiscer durablement dans les réseaux marchands tenus par les guildes et les banquiers traditionnels chinois jusqu'à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, qui irriguent l'intérieur du pays. Mais les ports ouverts par traité sont aussi le lieu d'une alchimie subtile entre compagnies étrangères et *compradores*, ces incontournables intermédiaires chinois, dont les effectifs vont augmenter considérablement, de quelques centaines à plusieurs milliers en moins de cinq décennies. Fait notable, les *compradores* investissent également dans



les concessions étrangères, car leurs intérêts y sont mieux protégés – par le cadre juridique occidental – des exactions de la bureaucratie... chinoise. Fait remarquable, le capitalisme populaire s'avère incapable en Chine de concurrencer le capitalisme bureaucratique.

Bureaucratique, privé ou étatique, les trois figures du capitalisme chinois au xx<sup>e</sup> siècle s'enchevêtrent durant la période qui va de la fin de l'empire et l'ère des seigneurs de la guerre, jusqu'au régime nationaliste et après les réformes de la fin des années 1970. Cette passionnante sociologie des élites financières et de leur imbrication avec la bureaucratie gouvernementale met aussi en lumière le pragmatisme et l'efficacité du patronat chinois, capable d'opérer dans des contextes hostiles et, plus généralement, de survivre en l'absence d'une règle de droit. Relativisant la portée de la rupture révolutionnaire opérée en 1949, le divorce entre entreprise privée et pouvoir politique est cependant consommé durant les années de guerre civile, avant donc l'établissement du pouvoir communiste et la vague de nationalisations qu'il déclenchera en 1956.

La réhabilitation des entrepreneurs à partir des années 1990 et la croissance de leurs effectifs se traduisent-elles par la formation d'une nouvelle classe? Formée de gestionnaires et de technocrates qui accaparent, grâce à de puissantes protections officielles et des nominations *ad hoc*, les leviers économiques du régime, cette classe moyenne provient davantage de la transformation des élites bureaucratiques que de la dynamique endogène du capitalisme chinois. Dans la phase initiale des réformes, les entrepreneurs les plus dynamiques ou les plus imaginatifs sont le plus souvent d'origine rurale. Mais les années 1990 et surtout les années 2000 bouleversent ce recrutement, devenu plus urbain, à la suite de la restructuration massive du secteur public. La mise en conformité des entreprises d'État avec les exigences de l'entrée à l'Organisation mondiale du commerce (OMC) entraîne un recyclage de catégories sociales qui avaient été au cœur du projet maoïste, et engendre des êtres hybrides, mi-apparatchiks, mi-capitalistes.

Une des particularités du capitalisme asiatique – les obligations sociales du riche, les activités philanthropiques du marchand aisé –

se perpétue dans la Chine des réformes et marque là encore la continuité avec les pratiques du passé. Elle se double, dans la Chine post-maoïste, de la nécessité de cultiver avec le pouvoir l'art des relations. La légitimité morale de la richesse est cependant toujours fragile. À cet égard, l'envol des entrepreneurs privés est contraint à la fois par la défiance de l'opinion publique – leur crédit est bas parmi la population des laissés pour compte de la réforme – et par le capitalisme d'État.

Trois réserves, cependant : les rapports complexes entre le droit et l'économie – d'où viennent l'inachèvement du droit commercial ou l'obsession de l'argent rapide par exemple ? – auraient gagné à être mis au jour de façon plus explicite. D'autre part, le périmètre du secteur privé n'est pas en Chine aussi étendu que le laissent supposer des statistiques officielles souvent biaisées, et le métier d'entrepreneur demeure une activité à haut risque. Les relations ambiguës que les entrepreneurs privés sont obligés d'entretenir avec le pouvoir sont source de corruption et de rackets multiformes. Enfin, il n'est pas certain que la réforme ait pleinement assuré la mise en place de ce que M.-C. Bergère identifie comme le socle des institutions capitalistes : un libre marché du travail et un marché des capitaux. Le marché du travail est encore entravé par le système du *hukou*, l'assignation administrative des résidences. Même assoupli, ce dernier perpétue des clivages marqués entre le statut des ruraux et celui des citadins. Les banques, étroitement contrôlées par l'État, ne parviennent pas à financer efficacement un secteur privé pourtant fortement créateur d'emplois, tant elles demeurent soumises aux injonctions politiques à prêter au secteur public.

Ces quelques réserves n'entament en rien les qualités de cette brillante synthèse écrite dans un style clair et alerte. À la portée d'un large public, *Capitalismes et capitalistes en Chine* restera un ouvrage indispensable pour comprendre les ressorts cachés du dynamisme économique chinois, aussi bien que ses vulnérabilités.

**Yves Chevrier, Alain Roux  
et Xiaohong Xiao-Planes (dir.)**

*Citadins et citoyens dans la Chine  
du XX<sup>e</sup> siècle. Essais d'histoire sociale.  
En hommage à Marie-Claire Bergère*  
Paris, Éditions de la MSH, 2010, 604 p.

Marie-Claire Bergère a consacré sa vie à enquêter sur la Chine urbaine du siècle dernier, et tout particulièrement sur la bourgeoisie shanghaienne. La perspective était celle d'une histoire sociale qui ne négligeait ni la dimension économique – l'histoire des entreprises – ni la dimension politique – la contribution des entrepreneurs à la construction d'un État moderne. Voilà un volume longtemps attendu qui rend hommage à l'une des historiennes françaises de la Chine les plus connues sur la scène internationale. Les contributions sont signées d'auteurs qui ont été ses collègues ou ses étudiants en France, en Grande-Bretagne, en Amérique du Nord ou en Chine. Comme il est d'usage dans ce type de publication, l'ouvrage compte une liste exhaustive de ses publications et plus de vingt pages de références bibliographiques relatives à l'histoire urbaine de la Chine moderne et contemporaine.

Le volume débute par un chapitre introductif long et touffu, signé d'Yves Chevrier, qui revient sur l'historiographie de la société urbaine chinoise. Il retrace bien entendu la trajectoire de l'historienne, depuis sa thèse consacrée à *La bourgeoisie chinoise et la révolution de 1911* (1968) jusqu'à son *Histoire de Shanghai* (2002) en passant par sa contribution la plus connue, *L'âge d'or de la bourgeoisie chinoise, 1911-1937* (1986). Y. Chevrier replace plus largement cette œuvre au sein de l'ensemble des travaux consacrés aux trois grands moments d'essor urbain de l'histoire chinoise : celui de Kaifeng et Hangzhou entre les X<sup>e</sup> et XII<sup>e</sup> siècles, celui de la fin du XIX<sup>e</sup> et du premier tiers du XX<sup>e</sup> siècle, et enfin la période contemporaine – qui intéresse d'autres disciplines. Partant du constat de l'absence en Chine d'une construction du politique comparable à celle qu'ont connue les sociétés européennes, il évoque les travaux fondateurs de Max Weber ou d'Étienne Balazs, révisés voire contredits par l'historiographie récente qui insiste sur le dynamisme de la société chinoise,

comme sur celui du cadre politique. Il revient également sur la modification des conditions du métier d'historien de la Chine, conséquence de « la démaoïsation [qui] met un terme à l'isolement des chercheurs chinois tout en rendant les archives et le terrain accessibles aux chercheurs étrangers » (p. 59). Ce sont ces modifications qui ont rendu possible la multiplication d'histoires monographiques des villes chinoises. Enquêtant sur l'historiographie, Y. Chevrier montre l'élargissement de l'histoire sociale au cours des dernières décennies, notamment sous l'effet du tournant épistémologique des *cultural studies*, et met en évidence le « travail citoyen si particulier » (p. 98) qui a lieu dans les villes chinoises, ou comment, en l'absence d'institutions représentatives, le travail citoyen se déploie « entre des pouvoirs » (p. 299).

Les douze contributions qui suivent, toutes basées sur des matériaux jusque-là inexploités, plongent le lecteur dans l'épaisseur historique de la société urbaine chinoise du XX<sup>e</sup> siècle, selon un ordre chronologique. Une première partie est consacrée à la période qui va des tentatives de réformes institutionnelles conduites par le pouvoir impérial au début du siècle jusqu'à la fin des années 1920 et la réunification du pays sous l'autorité du seul Guomindang, après la rupture avec les communistes. Une seconde partie concerne les décennies 1930 et 1940.

Les auteurs, qui enquêtent sur Shanghai mais aussi sur d'autres régions (Tianjin, Canton, Xi'an, le Jiangsu rural) et sur d'autres périodes que les décennies 1910-1920, reprennent, confortent ou prolongent les diagnostics portés par M.-C. Bergère. Zhang Kaiyuan et Tian Tong à propos des élites du Sud-Est en 1911, Laurent Galy d'un activiste de Tianjin (1877-1943), Pierre-Étienne Will de personnalités progressistes de Xi'an (1905-1930) et Xiaohong Xiao-Planes d'une association d'entrepreneurs shanghaiens (1932-1937), tous donnent à voir la diversité des élites urbaines, leur dynamisme et leurs contradictions ; elles sont le plus souvent ouvertes aux idées nouvelles et partagent l'espoir d'un changement de régime. Ho Pui-yin conduit une prosopographie des élites marchandes de Canton et de Chaozhou et insiste notamment sur la dimension dia-

lectale de leur identité et de leur activité économique. Wang Ju livre une contribution d'histoire économique consacrée au troisième âge d'or de l'industrie cotonnière shanghaienne (1946-1947), montrant l'exceptionnelle capacité des entrepreneurs à survivre et à prospérer dans un environnement politique pourtant bien peu favorable. Lucien Bianco, à propos de l'agitation paysanne dans la région de Shanghai durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, et Alain Roux, à propos des ouvriers shanghaiens en 1948-1949, montrent que la paysannerie comme le monde ouvrier sont protestataires mais faiblement révolutionnaires – une société dynamique mais un échec politique.

D'autres contributions mettent au jour des pans jusque-là ignorés de l'histoire shanghaienne. Bryna Goodman enquête sur la façon dont est perçue la spéculation boursière effrénée des années 1920-1922. Robert Bickers montre comment les résidents chinois de la Concession internationale participent *de facto* (sans droit de vote) à la vie locale et contribuent à faire de cet espace « une véritable communauté transnationale » (p. 232). Frederic Wakeman revient sur la composition et le comportement de la police chinoise, ainsi que sur son infiltration par les communistes durant la période 1942-1952. L'ouvrage s'achève par une enquête sociologique d'Isabelle Thireau et Hua Linshan sur la population migrante dans les années 2000 et l'évolution du système d'enregistrement (le *hukou*) : les auteurs montrent l'effacement du critère de la résidence, qui en constituait la base, au profit de l'appartenance à la ville ; la question de la citoyenneté prend donc aujourd'hui le pas sur celle de la résidence, sans que la signification de la première soit pourtant éclaircie.

Comme on l'aura compris, ce volume conduit un bilan raisonné d'une œuvre majeure et de ses prolongements, en même temps qu'il donne accès à des travaux innovants d'une riche épaisseur historique. Le lecteur sinophone regrettera néanmoins que la bibliographie finale soit essentiellement en langues occidentales et ne fasse pas assez de place aux publications chinoises de plus en plus nombreuses.

### Xavier Paulès

*Histoire d'une drogue en sursis.*

*L'opium à Canton, 1906-1936*

Paris, Éditions de l'EHES, 2010, 333 p.

Dans cette étude consacrée à la question de l'opium au cours des trois premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle dans la grande métropole du Sud de la Chine qu'est Canton, Xavier Paulès cherche à renouveler le regard porté sur l'histoire d'un stupéfiant à la réputation aujourd'hui encore sulfureuse dans l'ex-empire du Milieu. Le défi était de taille, tant la production historiographique sur ce sujet est déjà pléthorique, en Chine même et en dehors. Le constat, à l'issue de la lecture de cette enquête minutieuse et fort détaillée, est que l'auteur a su le relever.

Pour sortir des sentiers battus, X. Paulès a choisi d'axer ses recherches sur le problème de la consommation de l'opium, thème qui figure comme le parent pauvre des travaux menés jusqu'à présent dans le cadre chinois, dont l'auteur rappelle qu'ils ont été principalement centrés sur les dimensions diplomatique et politique de la question, ainsi que sur son versant social, même si dans une bien moindre mesure. L'ampleur de la problématique l'a conduit à favoriser l'option d'une monographie urbaine, lui permettant ainsi d'ancrer spatialement son objet d'étude tout en comblant partiellement, dans le cas de la ville de Canton, une autre lacune de l'historiographie, puisque cette ville-symbole des premières décennies du régime républicain chinois n'a généralement été traitée qu'au travers du seul prisme de l'histoire politique. S'il faut évidemment saluer l'effort consenti pour extraire la capitale de la province du Guangdong de ce carcan heuristique, on ne peut s'empêcher de considérer que l'ouvrage pêche un peu par l'absence d'une présentation même concise de l'arrière-plan politique de ces quelques décennies : par endroits, le texte laisse ainsi le lecteur profane aux prises avec des événements et des évolutions dont la portée et la signification auraient mérité d'être présentées à la lumière du contexte plus général de l'époque.

Cette réserve mise à part, et dans la droite ligne de la thèse de doctorat dont il est issu, l'ouvrage offre un tour d'horizon très riche des

nombreuses dimensions de la consommation d'opium à Canton. Il s'ouvre sur une description des diverses « matérialités » de ce stupéfiant, de sa composition et de sa production jusqu'aux nombreuses modalités de sa consommation, rappelant au passage la grande gamme de produits psychotropes, naturels et de synthèse, auxquels le pavot a pu donner naissance au fil du temps.

À la suite de cette présentation qui, à notre connaissance, est une première en français, X. Paulès s'attache à décrire la structure de l'approvisionnement de Canton en opium entre la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et le milieu des années 1930. Cet effort est l'occasion pour l'auteur d'insister sur quelques aspects fondamentaux, parmi lesquels on relèvera en premier lieu la part croissante, et même pratiquement exclusive à partir des années 1920, sur le marché cantonnais, de l'opium produit en Chine (provinces du Yunnan et du Guizhou) au détriment de l'opium indien. On soulignera aussi que les premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle sont caractérisées par un niveau de prix relativement bas, favorable donc *a priori* à la consommation. Cet aspect contraste avec les quelques données chiffrées disponibles, qui induisent à penser que les quantités effectivement consommées dans la ville n'avaient plus rien d'extraordinaire. Ce point, sur lequel l'auteur revient par des voies détournées à diverses reprises dans la suite de l'ouvrage, est important car il souligne une des composantes centrales de ses conclusions, c'est-à-dire que l'opium n'était plus, à l'époque républicaine, ce fléau social de très grande ampleur qu'une certaine vulgate historiographique en Chine se plaît encore à décrire.

Au fil des deux chapitres suivants, X. Paulès relate les efforts menés à partir de 1906, soit à partir de l'extrême fin de la dynastie des Qing, pour éradiquer l'opium de Chine, et comment cette entreprise a été poursuivie bon an mal an après la chute du régime impérial en 1912, et jusqu'au début des années 1920, faisant toucher du doigt aux autorités l'objectif espéré. Cet espoir fit toutefois long feu au cours de la décennie suivante, le contexte politique local, régional et national imposant une triste réalité aux yeux des dirigeants du parti nationaliste

(le fameux Guomindang, ou KMT) et aux divers potentats militaires locaux qui gravaient alors autour de lui, tout en lui disputant le pouvoir : le caractère incontournable des revenus liés à l'opium, qu'il s'agit, pour les premiers, de lutter en faveur de l'unité nationale, ou, pour les seconds, de renforcer les bases de leur pouvoir personnel.

À Canton, l'opium retrouve donc droit de cité dans les premières années de la décennie 1920, au gré des divers montages administratifs élaborés pour en capter le revenu par les autorités qui se sont succédé alors à la tête de la ville. À cet égard, il est intéressant de noter que c'est au jeune Song Ziwen, aujourd'hui mieux connu sous son nom anglicisé de T. V. Soong (1894-1971), futur beau-frère de Chiang Kai-shek et poids lourd de son régime jusqu'à la fin des années 1940, que l'on doit le dispositif le plus abouti en la matière, mêlant affermage et contrôle direct, et qui permit d'accélérer sensiblement, à partir de 1925, le financement du parti nationaliste et son effort de reconquête du pouvoir central.

Dans les quatre chapitres restants, X. Paulès nous entraîne dans une analyse circonstanciée de l'univers des fumeurs cantonnais, en s'appuyant sur une documentation qui couvre pour l'essentiel la période qui s'étend du milieu des années 1920 à la fin de la décennie 1930. L'auteur présente d'abord la géographie de la consommation en milieu urbain, détaillant les divers « lieux » à disposition des amateurs, au premier rang desquels, bien entendu, les fumeries, et relevant la concentration singulière de ces dernières dans le quartier de Honam, quelque peu aux marges, à l'époque, de l'espace cantonnais. Tout en soulignant le caractère très disparate des données chiffrées, X. Paulès insiste sur le nombre somme toute modéré d'établissements implantés dans la ville, autre marque d'un niveau de consommation globalement limité. Il porte ensuite le regard sur le quotidien des fumeries, passant en revue, entre autres choses, leurs différents types, leur organisation, leur personnel, leur mode de fonctionnement ainsi que les mesures de contrôle qui leur étaient imposées. L'auteur offre là une description bienvenue de ce que pouvait être la réalité de leurs activités quotidiennes.

X. Paulès s'attaque ensuite à la question des formes de représentation des fumeurs à l'époque, prenant soin, malgré son omniprésence, de ne pas limiter son propos au seul discours qui condamne la pratique. Il distingue ainsi un « système de valeurs » dans lequel s'inscriraient, selon lui, les adeptes du psychotrope, et ce malgré la stigmatisation féroce dont ils faisaient l'objet à l'époque. Mettant l'accent en particulier sur la déchéance physique de l'opiomane, systématiquement dépeint comme de la plus extrême maigreur, et sur son inéluctable appauvrissement, cette propagande anti-opium a pu contribuer, comme le soutient l'auteur, à détourner les élites de ce passe-temps désormais présenté comme l'archétype du vice. Or justement, comme X. Paulès est en mesure de le démontrer dans le dernier chapitre de son travail, malgré le caractère toujours aussi parcellaire des informations chiffrées, la consommation semble avoir été concentrée dans les couches inférieures de la société cantonaise de l'époque. Comme dans d'autres grandes villes chinoises de la période républicaine, la figure-type du fumeur à Canton se déclinait alors sous la forme du tireur de pousse-pousse.

Allié aux efforts d'éradication consentis au début de la période étudiée ainsi qu'à la progressive imprégnation de la société locale par le discours de stigmatisation des fumeurs, le recul concomitant de la diffusion sociale de la pratique de l'opium expliquerait que la drogue ait été en quelque sorte en sursis au cours des années 1920-1950 à Canton, malgré son « utilité » fiscale pour les divers régimes installés successivement aux commandes de la ville. Une situation qui, comme le souligne X. Paulès, permet d'envisager sous un jour nouveau l'éradication complète à laquelle parvinrent en quelques mois à peine les communistes à la suite de leur prise de pouvoir en 1949.

Les lignes qui précèdent ne rendent évidemment pas justice à la richesse et au degré de détail de cet ouvrage. Il est en revanche évident qu'il nous faut savoir gré à X. Paulès d'avoir su ouvrir de la sorte des perspectives aussi innovantes que modérées sur un thème qui continue bien souvent, dans l'historiographie, de souffrir de trop nombreuses simplifications, généralisations et formules à

l'emporte-pièce. Si l'historien du phénomène urbain en Chine que je suis regrette que le Canton des années étudiées n'apparaisse pas de façon plus circonstanciée – on ne trouve par exemple nulle présentation générale de la géographie urbaine ou de l'évolution du dispositif de gouvernement de la ville –, gageons que les bases solides que l'auteur a ainsi édifiées lui permettront dans le futur d'enrichir un peu plus encore nos connaissances à propos de cette importante métropole de la Chine méridionale.

LUCA GABBIANI

**Edmund S. K. Fung**

*The intellectual foundations of Chinese modernity: Cultural and political thought in the Republican era*

Cambridge, Cambridge University Press, 2010, xv-319 p.

Durant la période républicaine (1912-1949) s'affirme la première intelligentsia de l'histoire chinoise à être largement familiarisée avec la pensée occidentale. L'auteur se propose de décrire comment elle élabore une pluralité de réponses au défi de la modernité, et pense désormais la Chine comme partie prenante de cette dernière. D'évidence, deux écueils menacent un projet d'une telle envergure : celui d'une simplification outrancière et celui de la simple collection de fiches sur les diverses figures intellectuelles de la période. Edmund Fung tient ferme la barre entre eux. Selon lui, la pensée de l'époque républicaine s'organise en trois courants : conservatisme, libéralisme et socialisme (non marxiste), qu'il étudie successivement et dans cet ordre. Loin de s'opposer de façon radicale, ces courants dialoguent et s'interpénètrent. Leurs échanges sont facilités par l'existence de présupposés communs qui se dégagent au cours de la lecture. Les deux principaux sont un sentiment d'urgence, celui que la Chine est en péril et doit être sauvée, et la conviction qu'un État fort est nécessaire pour accomplir cette tâche. De sorte qu'il n'est pas étonnant que différents penseurs évoluent de l'un à l'autre au

cours de leur vie intellectuelle. Zhang Junmai est par exemple évoqué dans les trois courants.

Le premier chapitre expose l'élément fondateur de la période, en réponse à la nécessité admise d'ancrer la Chine dans la modernité : la poussée qui s'affirme dans les années 1910 parmi l'intelligentsia en faveur d'une occidentalisation radicale et à marche forcée. Inédit dans une histoire intellectuelle dont l'un des axiomes les plus fondamentaux consistait à placer la supériorité culturelle de la Chine au-dessus de tout débat, ce mouvement marque aussi une rupture par rapport aux tentatives initiées depuis le milieu du XIX<sup>e</sup> siècle d'emprunter de façon limitée et sélective à l'Occident. E. Fung souligne à bon droit combien la dynamique intellectuelle prônant une conversion aux valeurs occidentales, souvent identifiée purement et simplement au mouvement du 4 mai 1919, survit, même si son influence diminue, jusqu'au milieu des années 1930, portée par des figures comme Chen Xujing et le groupe de l'université Lingnan.

Dans les deux chapitres suivants, E. Fung traite de façon particulièrement éclairante du conservatisme, montrant qu'il ne s'agit nullement pour ceux qui s'y rattachent de s'opposer au changement et aux apports de l'Occident. Au contraire, ils empruntent d'abondance à nombre de penseurs comme Friedrich Nietzsche et Henri Bergson. Il faut comprendre le conservatisme de cette période comme une tentative de trouver pour la Chine une voie originale vers la modernité. Certains des penseurs qui se rattachent à ce courant sont des figures de tout premier plan comme Liang Shuming ou l'historien Chen Yinke.

Le courant d'inspiration libérale emprunte à plusieurs sources. Toutefois, davantage que les grands auteurs du XVIII<sup>e</sup> siècle comme Adam Smith ou Montesquieu, ce sont les auteurs anglais du début du XX<sup>e</sup> siècle (Harold Laski) qui ont sur lui l'influence la plus forte. Il a pour originalité des réticences affirmées à poser l'individu comme base du système politique et social, et la conviction déjà évoquée qu'un État fort est indispensable au relèvement du pays. Les libéraux chinois dirigent surtout leurs attaques contre les obstacles de la tradition confucéenne à l'épanouissement de l'individu, en particulier les contraintes

imposées par la famille patriarcale. Il est à noter qu'E. Fung rattache au courant libéral la plupart des grands intellectuels chinois de la période, y compris certains des plus radicaux : Yan Fu, Liang Qichao, Hu Shi, Chen Duxiu, Li Dazhao.

Le socialisme chinois apparaît assez peu porté sur la dénonciation du capitalisme (dont le développement en Chine reste embryonnaire) et le thème de la lutte des classes n'y fait nullement recette. L'objectif prioritaire des penseurs comme Zhang Dongsun étant de sortir la population de la Chine de l'état de pauvreté extrême dans laquelle ils estiment qu'elle se trouve majoritairement plongée, ils sont conduits à accepter et même célébrer le capitalisme comme une étape nécessaire du développement économique et social du pays. C'est parmi les cercles d'intellectuels libéraux qu'émerge la quête d'une troisième voie sociale-démocrate entre l'autoritarisme du Guomindang et la ligne marxiste prônée par le Parti communiste chinois. Mais, on le sait, les tentatives comme le Parti socialiste étatique (*Zhongguo guojia shehuidang*, fondé en 1932 par Zhang Junmai et Zhang Dongsun) ou la Ligue démocratique (*Zhongguo minzhu tongmeng*) ont tourné court.

D'une manière générale, le livre est une grande réussite ; la revue d'effectif de trois générations d'intellectuels (1865-1880, 1880-1895 et 1895-1920) est aussi utile qu'impressionnante. Et si l'on peut émettre quelques réserves sur sa construction, elles sont minimes et concernent surtout des incises qui surgissent parfois un peu artificiellement au cours de l'exposé (par exemple celle sur les origines anciennes du socialisme chinois, bizarrement placée à la toute fin du chapitre consacré à l'affirmation du socialisme réformiste). Le principal point discuté est le choix d'E. Fung de s'abstenir d'intégrer le marxisme dans son tableau. Il se justifie en arguant du fait que les intellectuels qu'il évoque ne sont pas marxistes, et en particulier que l'allergie au concept de lutte des classes et à la révolution par la violence est générale parmi eux. Il insiste sur le fait que la période n'est pas dominée par le marxisme. On peut pourtant plutôt considérer que l'intérêt premier du parti pris de l'auteur est qu'il s'agit d'une manière certes

radicale mais stimulante de mettre en exergue le défaut majeur des études historiques de la période républicaine : une approche fortement téléologique qui donne *a posteriori* une importance disproportionnée à la geste du Parti communiste chinois et, *mutatis mutandis*, dans le champ intellectuel, au marxisme.

XAVIER PAULÈS

### Sebastian Veg

*Fictions du pouvoir chinois. Littérature, modernisme et démocratie au début du XX<sup>e</sup> siècle*

Paris, Éditions de l'EHESS, 2009, 382 p.

Cette étude porte sur les relations entre fiction et pouvoir dans un contexte historique précis, la Chine de la fin de la dynastie des Qing à la République au début du XX<sup>e</sup> siècle. Elle conjugue comparatisme, approche socio-historique et anthropologie littéraire, en faisant dialoguer cinq auteurs chinois et européens : Lu Xun, Lao She, Franz Kafka, Bertolt Brecht et Victor Segalen. Le référent chinois cristallise le corpus retenu : *La véridique histoire d'A-Q*, *La maison de thé*, *La muraille de Chine*, *La bonne âme du Setchouan* et *René Leys*. Mais S. Veg s'oppose vigoureusement à tout exotisme et à toute démarche culturaliste. Se focalisant sur les liens aussi singuliers qu'universels entre la littérature et la politique, il se fixe comme objectif, auquel il parvient avec brio, de « clarifier le statut débattu des études littéraires à l'intérieur du champ des sciences humaines » (p. 10).

La problématique se formule à partir de l'articulation de quelques termes fondamentaux : fiction, démocratie et modernité. Les travaux de Claude Lefort et de Pierre Rosanvallon donnent gage à une démocratie définie à la fois comme forme de pouvoir et comme espace social, dans la mesure où elle est habitée par une tension entre un régime politique déterminé par ses aspects institutionnels et procéduraux et un système symbolique du social qui sous-tend et modifie la définition du régime lui-même. S. Veg perçoit cet espace social comme un *ethos* de communication (Jürgen Habermas) et de règlement de la vie commune,

qui montre les apories inhérentes à la démocratie fixées dans la consubstantialité de son établissement et de sa contestation. Si l'auteur met l'accent sur cette ambiguïté fondatrice de la démocratie, c'est que les fictions étudiées s'y assimilent dans la façon dont elles s'interrogent sur la légitimité d'une forme politique nouvelle née de la fin de l'empire et de la perte de l'aura sacrée du pouvoir traditionnel.

Les rapports analogiques entre fiction et démocratie ne sont rendus possibles que grâce à la dimension pragmatique de la fiction, que S. Veg rappelle avec force. Ni délimitée dans les frontières génériques – le corpus comprend par ailleurs deux textes dramatiques – ni conforme au discours véridictionnel, la fiction suppose en effet une « immersion » totale du lecteur dans le monde fictionnel et une « analogie globale » dans la modélisation du réel, telle qu'elle est développée par Jean-Marie Schaeffer ; en même temps, elle identifie ce monde comme explicitement fictionnel, s'exposant ainsi à la possibilité de sa propre contestation. La nature ambiguë de cette croyance rapproche la fiction de la démocratie confrontée à une remise en cause réflexive. Le rappel de cet arrière-plan anthropologique conforte le constat historique, dans la mesure où la rupture intervient, chez ces auteurs modernes, avec la tradition des « fictions maîtresses » (*master fictions*, Clifford Geertz), qui imposent la croyance et l'adhésion au pouvoir en inscrivant une forme narrative au centre sacré de l'ordre politique. La « double contrainte » (*double-bind*) opère, arrimant la fiction à la fois au pouvoir et à sa propre problématisation, en raison de la réactivation de cette croyance ambiguë. Dès lors la « fiction démocratique » fonctionne comme une pratique sociale, dans ses apories, son inachèvement et son indétermination, bref, comme un « lieu vide » du pouvoir.

Les cinq chapitres dont est composé l'ouvrage reposent en effet sur le postulat de la pratique démocratique de la fiction et, plus précisément, sur l'idée essentielle d'un vide, institutionnel, normatif et auctorial, comme le montrent les analyses singulières et croisées des œuvres. D'abord les fictions, porteuses d'une vision critique de la démocratie, sont marquées par un acte de « renoncement »,

traduit dans la survivance des structures archaïques de pouvoir chez Kafka, dans une modernité économique qui étouffe tout programme politique chez Brecht, ou dans une révolution qui n'aboutit ni à un progrès politique ni à l'émancipation de l'individu, tel qu'on peut l'observer dans les œuvres de Lu Xun, Lao She et Segalen. Ces fictions, pour autant, ne sont génératrices d'aucun contre-discours, travaillant délibérément à leur « vacuité normative » intrinsèque. Les écrivains portent ainsi une voix hétérotopique, en sécession avec le pouvoir et avec l'idéologie, mais c'est une voix solitaire, détournée de toutes les « totalisations contrefactuelles » et de toutes les projections utopiques. Il n'est pas jusqu'à l'acte scripturaire et éditorial qui n'en convainquent puisque les auteurs renoncent à toute décision tranchée, préférant céder la place à un espace public où les lecteurs sont invités à participer au débat. S. Veg réussit ainsi à expliciter la manière dont ces fictions démocratiques, en tant qu'acte pragmatique, s'inscrivent dans le réel socio-historique sans se transformer en « un nouveau discours d'hégémonie ». Cette problématique, traitée ici dans une perspective comparatiste, trouve son prolongement dans un article remarquable qu'il a consacré à Lu Xun, dont il pointe une « fiction sceptique qui thématise elle-même les difficultés qu'elle éprouve à modéliser le social, qui ouvre toujours une brèche dans son propre savoir<sup>1</sup> ».

S. Veg croise, dans ses développements, plusieurs domaines linguistiques, littéraires et historiques, sans jamais sacrifier la primauté textuelle ni la spécificité du discours fictionnel. La force de la démonstration découle de la conjugaison d'analyses fouillées et de perspectives interdisciplinaires et comparatistes. Les interprétations emportent d'autant plus l'adhésion que l'auteur les met en permanence à l'épreuve de la langue, par traductions interposées, comme en témoigne ce passage de *La véridique histoire d'A-Q* de Lu Xun, où S. Veg propose de substituer « essence nationale » à « culture chinoise » (*guocui*) (p. 31), référant du même coup l'œuvre à un contexte politique et intellectuel précisément circonscrit. Sans cette rigueur, soucieuse même de détails philologiques, l'analyse des relations entre les

fictions étudiées et le réel historique serait tombée dans les approximations. Elle est au contraire servie par une précision érudite, étayant de façon scrupuleuse son argumentation sur le référent chinois. S. Veg refuse en même temps d'ériger ce dernier en altérité absolue. Les lectures comparées qu'il réalise lui permettent d'apporter des éclairages mutuels en insérant la modernité chinoise dans un mouvement parallèle à l'Europe. Ses réflexions s'avèrent particulièrement pertinentes quand il réitère la compatibilité entre les itinéraires historiques et l'universalité de la modernité, en termes d'« arrachement » aux traditions (Yves Chevrier), de critique de l'« idéologie impériale » ou de mise en œuvre d'une démocratie désirée et controversée.

L'ouvrage de S. Veg constitue un travail magistral sur les relations entre fiction et politique. Il ouvre ainsi des perspectives stimulantes sur la place des études littéraires à l'intérieur des champs des sciences humaines et sociales spécialement liés au domaine chinois.

ZHANG YINDE

1 - Sebastian VEG, « Quelle science pour quelle démocratie ? Lu Xun et la littérature de fiction dans le mouvement du 4 mai », *Annales HSS*, 65-2, 2010, p. 369.

### Wang Feng

*Boundaries and categories: Rising inequality in post-socialist urban China*

Stanford, Stanford University Press, 2008, XVI-241 p.

Tout observateur de la Chine sait que ce pays est aujourd'hui l'un de ceux où les disparités de revenu sont les plus fortes et où les inégalités croissent le plus rapidement. L'ouvrage de Wang Feng, professeur de sociologie à l'université de Californie, a pour objet d'identifier et d'analyser les sources majeures de ces inégalités, en distinguant les facteurs dits individuels des facteurs dits institutionnels ou liés aux catégories sociales existantes. Son étude, consacrée à la Chine urbaine pendant les années 1986-2000, prend appui sur les enquêtes menées pendant quinze ans par



l'Organisation des sondages sociaux et économiques sur le monde urbain du Bureau national des statistiques (BNS) de Chine dans trois provinces très contrastées : Liaoning, Sichuan et Guangdong. Les chiffres ainsi réunis, qui concernent 2 000 ménages et 120 000 individus installés dans une trentaine de villes, sont complétés par des entretiens réalisés par l'auteur entre 1995 et 2000.

Les deux principales conclusions de l'auteur soulèvent une série de questions sur les formes du développement économique chinois. La première signale, fait qui n'avait jamais été jusqu'ici exposé avec autant de clarté, que des facteurs tels que la ville de résidence, le secteur industriel ou le type d'entreprise (et notamment sa nature juridique et son appartenance ou pas au secteur public) orientent très fortement ces inégalités. En 1988, par exemple, le niveau d'éducation, le genre, la durée de l'emploi et la nature du poste occupé (variables individuelles) expliquent 35 % des différences de revenu observées entre les actifs, ce pourcentage ne connaissant pas de changement significatif si l'on ajoute le secteur industriel et le régime de propriété de l'entreprise, mais augmentant de 47 % si l'on tient compte des variables que constituent la province et la ville. En 1995, les quatre premiers critères n'expliquent plus que 20 % des disparités relevées alors que le secteur industriel et le type d'entreprise acquièrent une importance nouvelle et, surtout, que la variable « province » augmente de 75 % et la variable « ville » de 100 % le pouvoir explicatif des écarts de revenu croissants observés. Cette croissance des inégalités entre catégories sociales s'accompagne du maintien d'une distribution relativement égalitaire au sein de ces catégories.

Wang met en garde le lecteur à plusieurs reprises : les écarts de revenu en Chine sont bien plus importants que ceux analysés dans les tableaux et les commentaires qui accompagnent son ouvrage. L'étude menée ne concerne en effet que les régions urbaines alors que les disparités persistantes et croissantes entre villes et campagnes sont la source majeure des inégalités constatées en Chine et de leur augmentation. Elle ne reflète pas la distance séparant les plus riches des plus

pauvres. Elle ignore, enfin, les centaines de millions de migrants ruraux qui résident en ville, quelle que soit la durée plus ou moins longue pendant laquelle cette mobilité s'inscrit, et qui non seulement exercent souvent des activités moins qualifiées et perçoivent, à poste égal, des rémunérations plus faibles que les locaux, mais qui font également face à des dépenses accrues en matière de logement, de santé ou d'éducation. Wang évoque aussi brièvement les difficultés rencontrées pour identifier la composition du revenu des citadins au cours des années étudiées et pour évaluer la fiabilité des données recueillies. Or ces difficultés, dont le lecteur a du mal à apprécier les conséquences faute d'informations plus détaillées sur le déroulement des enquêtes menées, contribuent également à occulter les disparités existantes, l'auteur étant amené par exemple à ignorer plusieurs sources de revenu non salariales pour ne retenir que celles, bien établies, qui jouissent d'une légitimité officielle incontestée et qui ont été recensées par le BNS. Or les multiples sources de revenu autres que le salaire de base, qui représentent aujourd'hui une part croissante du revenu des ménages, sont pourtant celles qui font le plus volontiers l'objet d'omissions ou de dissimulations dans le cadre de telles enquêtes, alors précisément qu'elles sont susceptibles d'accentuer les écarts de revenu ou d'atténuer, à l'inverse, les formes d'égalité qui persisteraient au sein des catégories évoquées.

Au-delà des interrogations que suscitent les facteurs dits individuels utilisés par l'auteur pour expliquer les inégalités de revenu, ou les données mobilisées pour attester à la fois d'une forte égalité arithmétique des rémunérations au sein de certaines catégories et des évaluations négatives formulées à l'encontre d'une telle réalité, ce livre riche et ambitieux démontre de façon magistrale l'importance non pas tant de catégories générales mais de deux types d'entités territoriales pour saisir les écarts de revenu en Chine : la ville, et l'unité de travail ou *danwei*. Les distinctions observées aujourd'hui entre les villes résultent à la fois des formes d'industrialisation et de développement qui ont marqué l'ère maoïste et du processus de décentralisation opéré au début des années 1980. Celui-ci a

accru le pouvoir des gouvernements locaux sur les entreprises situées au sein de leur juridiction ; il a soumis les finances administratives et politiques locales aux bénéfices dégagés par des entreprises supervisées, dirigées ou créées par des responsables locaux et leur entourage ; il a abouti à une évaluation quantitative des responsables municipaux en fonction des objectifs économiques atteints, suscitant compétition et rivalité entre les villes. De leur côté, les unités de travail, dont dépendaient le travail mais aussi le logement, l'éducation ou la santé des employés du secteur étatique ou collectif, ont cessé d'être l'un des leviers directs de l'action de l'État et ont conquis une autonomie économique nouvelle. Si certaines ont fait faillite, faisant basculer du jour au lendemain leurs salariés dans une précarité hier inconnue, d'autres continuent cependant à dispenser des salaires stables et élevés et des avantages sociaux importants, notamment en matière de logement et de distribution de produits de base, ou à embaucher de façon privilégiée les enfants, nièces et neveux de leurs anciens employés.

C'est donc avec beaucoup de pertinence que Wang évoque dans son titre l'importance des frontières dressées, pour chacun de ces groupes, entre ceux qui en sont membres et ceux qui leur sont étrangers ou qui y sont accueillis avec des statuts provisoires et instables. Ces frontières prennent appui sur des dispositifs institutionnels ancrés dans les trois premières décennies du régime et les formes d'inégalité actuelles sont donc incompréhensibles si l'on met cette période entre parenthèses. Elles accordent à ceux qui administrent les territoires et les groupes ainsi circonscrits une position économique privilégiée : « le gouvernement [central ou local] est riche mais nous sommes pauvres », se plaît-on aujourd'hui à répéter en Chine.

Depuis que cette étude a été achevée, les inégalités de revenu et de richesse ont encore augmenté, et la stabilité sociale dont Wang s'étonnait n'est plus. Son ouvrage nous donne des clefs pour mieux comprendre les tensions et les mécontentements actuels.

### David A. Biggs

*Quagmire: Nation-building and nature in the Mekong Delta*  
Seattle, University of Washington Press,  
2010, XVIII-300 p.

Terre et eau. En vietnamien, ces deux mots se marient pour dire la nation. Depuis deux siècles, cette triade – terre, eau et nation – aide à saisir ce qu'est la vie sur le Mékong. En retour, le vaste espace formé par l'embouchure du fleuve dans la mer de Chine est un des lieux clés où se construit la nation vietnamienne. David Biggs explore les bras et méandres du delta et s'intéresse à ceux qui vivent sur ses terres et ses eaux. L'auteur démontre comment l'environnement, en perpétuel et profond changement, a influencé l'élaboration des projets nationaux. En traitant son sujet à différentes échelles et sur le temps long, l'ouvrage s'inscrit dans le courant des études environnementales américaines inspirées par une approche braudelienne de l'homme et son milieu. Cependant, il ne cède jamais à la tentation de l'explication déterministe comme certaines de ces études ont tendance à le faire.

Depuis le début du XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'à aujourd'hui, plusieurs régimes politiques ont essayé avec plus ou moins de succès d'imposer leur empreinte sur l'onde fluide du fleuve. En intégrant habilement l'histoire hydraulique dans la trame d'événements mieux connus, l'auteur donne un sens nouveau à des décisions et des actions jusque-là négligées dans la connaissance de cette région. Il s'intéresse aux différentes significations qui ont été attribuées aux tracés des cours d'eau, à la façon dont les courants ont évolué en fonction de la création et de la destruction des canaux. Ainsi par exemple, les amoncellements sédimentaires qui résultent du dépôt des alluvions au point de rencontre des eaux étaient une grande source d'irritation pour les ingénieurs français qui les appelaient « dos d'âne » ou « points morts » (p. 32). Mais pour les commerçants qui circulaient d'une région à l'autre, ces lieux dénommés *giáp nước* (frontière des eaux) étaient des points de rencontre essentiels. Pour combattre l'envasement et satisfaire les ambitions de l'État colonial en matière de transport fluvial, les ingénieurs français avaient conçu des bassins de chasse. En

réponse, les fermiers locaux percèrent les parois de ces bassins pour recréer des *giáp nưóc*. Comme le notèrent plusieurs observateurs contemporains, il s'était instauré un véritable jeu du chat et de la souris. Par ailleurs, D. Biggs replace le delta du Mékong à l'échelle globale. Il le fait non pas en connectant l'histoire environnementale du delta avec celle des autres régions, mais en s'intéressant à la façon dont les acteurs ont, par le passé, conçu ces connexions transnationales. Il cite ainsi le célèbre écrivain du Sud, Son Nam, qui compare le Nam Tiến (la marche de colonisation vers le sud du pays par les Việt) à la conquête de l'Ouest américain.

Du point de vue de l'histoire de l'Asie du Sud-Est, cet ouvrage soulève plusieurs questions importantes notamment celle, ancienne, des relations entre État et paysans. L'auteur démontre comment les processus de construction nationale se sont continuellement heurtés à la réalité du delta. Cette confrontation répétée révèle des méthodes de gestion de l'environnement du delta par les différents gouvernements moins éloignées qu'on ne pourrait le croire. Cependant, D. Biggs dépasse l'échelle des projets étatiques en s'intéressant à la façon dont les populations locales ont contesté les projets gouvernementaux en s'appropriant des espaces potentiellement « nationaux » pour leur propre usage. Autrement dit, les populations étaient relativement indépendantes. Leurs agissements (consciemment ou non) passaient à travers les mailles des différents systèmes d'administration. Ils échappaient ainsi à l'emprise des gouvernements et des diverses autorités de tutelle qui se sont succédés sur le sol vietnamien, que ce soit les empereurs Nguyễn, les colonisateurs français, les « conseillers » américains, japonais ou autres, et même l'État socialiste.

Le lecteur intéressé par la période des deux guerres d'Indochine entre 1946 et 1975 lira l'ouvrage avec profit. Premièrement, D. Biggs démontre comment les différents partis qui s'affrontent ont tenté de façonner le paysage du delta pour servir au mieux leurs stratégies militaires. Certes, comme le savent les combattants eux-mêmes, aménager le champ de bataille est une technique ancienne, elle a néanmoins rarement sa place dans l'histoire des conflits. Deuxièmement, s'il est vrai

que l'ignorance de la réalité du terrain vietnamien par les politiques et les militaires américains a déjà été soulignée, D. Biggs apporte un éclairage nouveau en démontrant comment l'échec des projets de construction nationale, enlisés dans le bourbier du delta, ne date pas de la guerre du Vietnam. Troisièmement, ces projets d'aménagement hydraulique, même s'ils sont moins spectaculaires que des actions militaires violentes, ont des conséquences tout aussi, voire plus, profondes sur le long terme. Au final, comme cela a été le cas dans la péninsule coréenne, il apparaît que la guerre instaure par bien des aspects et de manière ironique un retour en arrière à des conditions écologiques précoloniales.

Ce riche travail est le résultat du croisement de documentations venues de France, du Vietnam et des États-Unis. Utilisant différents supports graphiques, l'auteur met habilement en regard des cartes d'archives et des cartes où il synthétise lui-même des données souvent inédites. Il confronte ainsi de manière inattendue une série de plans provenant de l'Inspection des travaux publics, qui montrent l'expansion des canaux au cours du temps, avec une carte où il relève la distribution des canaux et des propriétés, révélant ainsi comment les acteurs de l'époque percevaient le delta. Tout au long de l'ouvrage, il démontre le profit qu'il y a à saisir les différentes représentations de cet espace, selon les acteurs et à différentes échelles. Ainsi, la photographie aérienne permis aux planificateurs de concevoir leur projet différemment (sans toutefois forcément les mener à terme). En revanche, les officiers coloniaux, le Viet Minh et d'autres administrateurs, forcés pour la plupart de se déplacer par voie de terre ou par bateau, connaissaient les recoins cachés du delta ; approche du terrain qui manquait à ceux qui, à un autre niveau, élaboraient les projets nationaux.

L'un des aspects les plus plaisants du livre est l'attention accordée à la culture matérielle et les surprenantes connexions qu'offre son étude. Ainsi par exemple, le lecteur découvre le rôle essentiel joué par la technologie dans l'évolution du delta depuis les dragues gigantesques dignes d'un roman de Jules Verne jusqu'aux petits moteurs hors-bord (*máy kê-lê*) qui étaient également utilisés comme pompes

d'irrigation. Autant d'inventions techniques méconnues que l'auteur a découvertes dans les musées locaux ou par une lecture attentive des récits vietnamiens sur la région, comme ceux de Nguyễn Hiến Lê. De manière générale, la profonde connaissance du terrain par l'auteur apporte une valeur irremplaçable à l'ouvrage. Parcourant la région à bord de ces *ghe tam bản* (littéralement bateau « à trois côtés ») à moteur Kohler, il a ainsi appréhendé le delta selon un point de vue qui est celui de la majorité de ses habitants. Les entretiens menés avec les paysans soulignent la complexité de la situation postcoloniale. Certains rappellent d'une manière très pragmatique que les techniques utilisées pendant la période coloniale étaient meilleures que celles utilisées aujourd'hui.

Les rares réserves que l'on peut émettre sur l'ouvrage portent tout d'abord sur l'usage de concepts théoriques destinés à consolider les matériaux historiques en matière d'environnement aquatique, qui ne sont pas toujours très évocateurs, comme par exemple celui des « flux schizophréniques ». Ensuite, on déplore l'absence d'une table des cartes et des illustrations, pourtant riches et éclairantes. Enfin, étant donné l'importance historique de la présence des Cham, des Khmers et d'autres minorités dans la région, on aurait aimé qu'il leur soit accordé une plus grande place dans une étude qui connecte les différentes histoires du delta. Cependant, aucune de ces critiques mineures ne doit faire oublier les nombreuses qualités de l'ouvrage qui en font une contribution essentielle non seulement à l'histoire de l'environnement mais aussi à celle de l'Asie du Sud-Est, alors que le Mékong est à l'heure actuelle au cœur des enjeux géopolitiques de la région.

MITCH ASO

**Mark Philip Bradley**

*Vietnam at war*

New York, Oxford University Press, 2009,  
XIII-233 p.

Mark Bradley se propose de « dire l'histoire du Vietnam en guerre dans la perspective de l'histoire vietnamienne [...] et de rompre ainsi de

manière décisive avec les récits occidentaux dominants qui ont jusqu'à nos jours occulté les Vietnamiens dans la création de leur propre histoire » (p. 2-3). M. Bradley entend au contraire montrer que « pour les Vietnamiens [...] la décolonisation a été tout autant la nécessité de résoudre les conceptions contradictoires du soi, de la société et de l'État qui étaient apparues sous le régime colonial que de construire l'indépendance postcoloniale » (p. 10). Le livre de M. Bradley est destiné aux lecteurs non spécialistes et il pourra sembler novateur à nombre d'entre eux. Cependant, l'on est obligé de conclure ici que cette étude fait un pas en avant pour en faire deux en arrière, invoquant des perspectives « autochtones » et des travaux récents pour soutenir une conception fondamentalement dépassée de la guerre et de ses participants.

Le livre compte cinq chapitres. Le premier se concentre sur les transformations sociales et culturelles de l'époque coloniale, le deuxième sur la première guerre d'Indochine, le troisième sur les origines et l'intensification de la guerre américaine, le quatrième sur les expériences vietnamiennes de la guerre, et le cinquième sur la période allant de l'offensive du Têt de 1968 jusqu'à la fin de la guerre en 1975. Une brève synthèse sur l'après-guerre du Vietnam entend montrer comment « après trois décennies de paix, les mondes multiples construits et imaginés par les Vietnamiens depuis plus d'un siècle de colonialisme, de révolution et de guerre restent à l'état d'un devenir » (p. 196). Le livre de M. Bradley apporte une contribution réelle dans le premier et le quatrième chapitre en faisant appel aux romans et mémoires vietnamiens pour faire apparaître la dimension humaine du colonialisme et des conflits qui ont dominé l'histoire moderne du pays. Peu de ces textes sont disponibles en traduction et le livre de M. Bradley est l'un des rares ouvrages anglophones à ne pas laisser en marge de l'histoire de la guerre les épreuves, les dislocations, la terreur de la violence incessante et les désirs et joies qui donnaient un sens à la survie pour les populations vietnamiennes. À eux seuls ces chapitres rendent le livre digne d'intérêt pour des lecteurs peu familiers avec l'histoire moderne du Vietnam.

Pour les chercheurs en études vietnamiennes, cependant, le livre de M. Bradley frappe immédiatement par son manque de questionnement. L'effort pour comprendre la seconde guerre d'Indochine à partir de perspectives vietnamiennes n'est en cours que depuis peu de temps et il pose nécessairement beaucoup plus de questions qu'il ne peut à ce jour offrir de réponses. Les archives de la république du Vietnam (le « Sud ») commencent tout juste à être accessibles aux chercheurs et les archives de guerre de la république démocratique du Vietnam (« le Nord ») demeurent presque entièrement fermées. C'est en grande partie pour ces raisons que l'on attend encore des études crédibles sur des sujets d'importance tels la réforme agraire du Nord, les mouvements bouddhistes politiques du Sud, l'offensive du Têt, le régime de Nguyễn Văn Thiệu, les économies du Nord et du Sud, et bien d'autres encore. À ce jour, une seule province parmi les dizaines de provinces et de régions militaires de la république du Vietnam pendant la guerre a fait l'objet d'une étude approfondie<sup>1</sup>. Quelle est donc la conception de la guerre du Vietnam qui encadre le portrait que fait M. Bradley de ses participants et de leurs expériences, et comment a-t-il pu se la forger alors que le champ des études vietnamiennes manque de réponses à tant de questions fondamentales ?

La réponse, malheureusement, est que l'histoire de M. Bradley n'offre pas la « rupture décisive avec les récits dominants » qu'il revendique. « En vérité, nous dit-il, il y avait de nombreuses guerres au Vietnam, parmi lesquelles une guerre anticoloniale avec la France, une guerre froide devenue chaude avec les États-Unis, *une guerre civile entre le Nord et le Sud Vietnam et dans le Sud du Vietnam* [c'est moi qui souligne], et une guerre révolutionnaire des idées sur la vision qui devrait guider la société vietnamienne dans l'avenir postcolonial » (p. 2). De fait, l'argument selon lequel « le Nord » aurait été d'une manière fondamentale, et à la différence du « Sud », libre de divisions et de conflits est une conception conventionnelle et idéologique de la guerre qui trouve ses origines dans les critiques de l'intervention américaine en Asie du Sud-Est. Il avance l'idée que les dirigeants

communistes du Vietnam étaient les héritiers logiques et même légitimes d'une longue tradition de résistance vietnamienne à l'agression étrangère. Cette interprétation considère le rôle crucial de l'aide internationale et de la répression interne dans l'établissement du régime communiste au Nord et de la guerre révolutionnaire au Sud comme un élément secondaire, voire aberrant, d'un nationalisme et d'un effort de guerre fondamentalement autochtones et inclusifs. Et pourtant, ces mêmes relations internationales et politiques internes amènent M. Bradley (comme de nombreux historiens avant lui) à rejeter les gouvernements non communistes au Vietnam du Sud comme intrinsèquement illégitimes. Par extension, M. Bradley présente la résistance contre les régimes du Sud comme un fait autochtone et largement autonome à sa base, une position qui minimise le rôle crucial des communistes du Nord dans la création, le soutien et la direction de l'insurrection du Sud. Dans ce récit familier, la plus grande responsabilité des origines et de l'escalade de la guerre incombe aux gouvernements non communistes du Sud et à leurs alliés américains.

La critique du livre de M. Bradley présentée ici plaira sans doute aux défenseurs de l'effort de guerre américain au Vietnam qui ont depuis longtemps déjà proposé, face aux arguments ci-dessus, un contre-récit qui occupe une place moindre mais reconnue dans les débats académiques sur la guerre. Cela dit, une histoire du Vietnam du Sud luttant pour défendre la liberté et la démocratie face à la répression et au bellicisme communiste n'est guère plus éclairante que le consensus orthodoxe sur lequel M. Bradley s'appuie si lourdement dans son travail. Écrire une narration vietnamo-centrée des guerres dévastatrices qui définissent l'histoire moderne du Vietnam exige d'intégrer un éventail de positions qui sont incompatibles dans le cadre analytique de la guerre froide. Plus fondamentalement, une telle narration nécessite une approche qui ne réduise pas l'histoire moderne du Vietnam à des questions de politique et de guerre. M. Bradley est loin d'être le seul chercheur à rencontrer des difficultés dans un tel projet et sa focalisation sur les aspects sociaux et culturels de la guerre rend son effort plus nuancé

que beaucoup d'autres. Toutefois, les contributions finalement modestes de son livre ne peuvent diminuer le risque que son approche superficiellement novatrice ne servira qu'à renforcer une vieille histoire de la guerre du Vietnam que les chercheurs en études vietnamiennes, appuyés par des archives nouvellement accessibles, sont rapidement en train de défaire.

CHARLES KEITH

1 - David ELLIOTT, *The Vietnamese war: Revolution and social change in the Mekong Delta, 1930-1975*, Armonk, M. E. Sharpe, 2003.

### Erik Harms

*Saigon's edge: On the margins of Ho Chi Minh City*

Minneapolis, University of Minnesota Press, 2011, XIV-294 p.

Qu'est-ce que cela implique de vivre à la marge d'une grande ville en profonde mutation ? Et plus fondamentalement encore : quel sens les résidents d'un tel espace donnent-ils à un mode de vie en équilibre précaire entre monde urbain et monde rural ? Dans son ouvrage, Erik Harms propose une exploration ethnographique originale du district périurbain de Hóc Môn, situé au nord-ouest de la ville-province d'Hồ Chí Minh. Un district d'entre-deux, aux marges de la ville sans pour autant être marginalisé, puisqu'il accueille en son sein les conditions mêmes du développement économique et de la modernisation que sont nouvelles usines et autoroute transnationale reliant Hồ Chí Minh-Ville au Cambodge. Un district plus tout à fait « rural » donc, mais pas encore totalement « urbain », judicieusement qualifié de district « en bordure » (*on the edge*), lieu de relégation tout autant que d'opportunités. La démarche exploratoire d'E. Harms est fondée sur sa propre expérience de la vie quotidienne dans ce district et sur l'écoute bienveillante des trajectoires individuelles des habitants de cette « bordure ». Les nombreux témoignages, matière première revendiquée de l'ouvrage, mettent au jour la diversité des rapports particuliers à cet espace périphérique, au-delà de représentations communément partagées.

Il s'agit moins, nous avertit très rapidement l'auteur, de s'attacher à une stricte description des pratiques quotidiennes des résidents de Hóc Môn que de confronter ces pratiques aux catégories vietnamiennes de représentation du monde : entre intérieur et extérieur, entre monde urbain et monde rural. Comprendre ainsi comment les habitants parviennent à négocier le décalage de plus en plus important entre la réalité d'un espace mixte et leur système de représentation du monde binaire et fortement catégorisant. Le propos n'est donc pas tant l'analyse des modalités vietnamiennes de la périurbanisation mais le sens particulier que ces transformations prennent au Vietnam où le couple intérieur/extérieur structure la pensée de l'espace. Si l'auteur souhaite s'éloigner des analyses structuralistes parfois simplificatrices, il pose néanmoins comme constat initial que, malgré les transformations concrètes du district de Hóc Môn, les habitants continuent plus que jamais de convoquer les catégories anciennes d'ordonnement du monde pour se situer et donner du sens au développement contemporain de la ville. E. Harms fait alors le choix de questionner longuement ces catégories, leur généalogie et la résonance qu'elles ont par exemple avec la représentation du lignage familial au Vietnam. Ce choix scientifique répond au souci de l'auteur d'ancrer l'analyse des évolutions en cours à Hóc Môn dans la culture vietnamienne. L'ouvrage est ainsi structuré en trois temps.

Le premier temps s'attache à analyser à la fois la constitution et le processus d'acceptabilité du statut social d'« habitant de la bordure ». Vivre dans un entre-deux n'est pas une condition uniformément vécue, telle est la démonstration de cette première partie construite à partir de portraits diversifiés d'habitants de Hóc Môn. Pour qui sait jouer des catégories et consent à des allées et venues entre centre et périphérie, le flou de la marge peut s'avérer un espace d'opportunités : un lieu où jouer des différentiels économiques et des prix abordables du foncier. Mais sans mobilité, la vie à Hóc Môn devient rapidement contraignante et source d'exclusion. Il est d'ailleurs assez surprenant que l'auteur ne fasse jamais référence aux études consacrées à la figure de la frontière<sup>1</sup>, espace mixte par excellence, qui sépare autant qu'il relie et

donne lieu à des tractations comparables à celles décrites par E. Harms.

La seconde partie de l'ouvrage se concentre sur le rapport particulier au temps et à l'espace des habitants de Hóc Môn. Ces derniers sont pris en étau entre une temporalité rurale rythmée par les cycles agricoles et l'irruption d'une temporalité urbaine dans un monde tourné vers le capitalisme. Cette temporalité est incarnée par le « temps de l'horloge » (p. 124), qui dicte les horaires de travail des ouvriers dans les nouvelles usines. L'auteur décrypte alors comment les habitants parviennent à se glisser dans un entre-deux temporel, en jouant de leur capacité à entremêler la maîtrise des différentes temporalités, rejetant parfois le calendrier contraignant d'un emploi durable à l'usine pour préférer les contrats d'embauches temporaires ou la tenue d'une petite boutique si la famille possède un lopin de terre. Les membres d'un même foyer oscillent entre différents modes d'organisation spatio-temporelle pour tirer le meilleur profit de cette situation d'entre-deux. Le rapport au temps des « habitants de la bordure » est conditionné par leur statut résidentiel et le niveau de ressources propre à chaque foyer.

L'ouvrage s'achève par un gros plan sur les implications, à la fois concrètes et symboliques, de la construction d'une autoroute internationale traversant le district de Hóc Môn. Véritable ligne de fracture dans le tissu local, cette incarnation de la modernité est accueillie très différemment selon les riverains qui y lisent tantôt l'opportunité de développer leurs affaires, tantôt un obstacle, source de nombreux accidents, venant contrarier les échanges entre les deux côtés de la route. L'autoroute est ainsi présentée comme « anti-sociale » (p. 175). Imposée par des pouvoirs politiques inaccessibles car relevant de l'échelon supérieur de gestion urbaine, cette autoroute est pensée comme un vecteur de progrès, un moyen d'amener l'ordre dans une zone où il fait défaut. L'auteur montre ainsi comment l'urbanisation a peu à peu été érigée comme symbole de modernité par le régime vietnamien et comment les habitants des marges sont alors rapidement sommés d'adopter des codes de conduite dits urbains, pré-définis en accord avec la prétendue dimension civilisationnelle de la ville.

Cet ouvrage s'inscrit dans le champ des études urbaines vietnamiennes postcoloniales, en plein renouvellement depuis une dizaine d'années. E. Harms propose une monographie originale des franges périurbaines de Hô Chi Minh-Ville, espace encore trop peu présent dans la recherche, alors même que d'innombrables enjeux socio-économiques y sont associés. Mais au-delà de l'exploration anthropologique du district de Hóc Môn, E. Harms mène avant tout une ambitieuse réflexion sur la représentation du monde propre à la culture vietnamienne, au moment même où cette dernière se retrouve confrontée à l'entrée de plain-pied dans la mondialisation et à la rapidité des transformations qui y sont associées. On peut cependant regretter qu'au-delà de ces précieuses clefs de lecture de l'univers des représentations, l'ensemble laisse parfois l'impression d'un tableau impressionniste duquel se détachent finalement peu les acteurs majeurs et les importants enjeux de pouvoir associés à cet espace périphérique de tous les possibles. La description précise des transformations économiques, sociales et paysagères du district de Hóc Môn est ainsi réduite à quelques pages de l'introduction, simple décor posé avant de se concentrer sur le seul vécu et le sens donné à ces transformations par les habitants, condamnés à une inconfortable situation d'entre-deux dans un monde pensé comme binaire. Difficile alors pour le lecteur de se faire une idée claire de l'organisation spatiale et de la complexité du profil social de ce district tout en juxtaposition des opposés, entre nouveau statut administratif, lambeaux de villages ruraux, mutations foncières et irruption d'une autoroute.

MARIE GIBERT

1 - On pense notamment aux travaux consacrés aux discontinuités frontalières : Christian BROMBERGER et Alain MOREL (dir.), *Limites floues, frontières vives. Des variations culturelles en France et en Europe*, Paris, Éd. de la MSH, 2001 ; Anssi PAASI, « Boundaries as social practice and discourse: The Finnish-Russian border », *Regional Studies*, 33-7, 1999, p. 669-680 ; Donnan HASTINGS et Thomas M. WILSON (dir.), *Border approaches: Anthropological perspectives on frontiers*, Lanham, University Press of America, 1994.

**Arnaud Brotons, Yannick Bruneton  
et Nathalie Kouamé (dir.)**

*État, religion et répression en Asie. Chine, Corée, Japon, Vietnam, XIII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles*  
Paris, Éditions Karthala, 2011, 354 p.

Lors du premier colloque Réseau Asie tenu en septembre 2003 à Paris, un atelier a été consacré à l'étude des relations entre État et Religion en Asie. Cette rencontre initiale a donné naissance au collectif ERA, formé de sept chercheurs français, qui nous livre dans le présent ouvrage le fruit de leur réflexion commune.

Partant chacun de leur terrain spécifique, les membres du collectif ont su s'enrichir mutuellement par la mise en dialogue de recherches essentiellement monographiques – seule une étude comparée de Nathalie Luca est multisituée –, privilégiant soit les évolutions d'un des actuels États-nations de « l'Asie orientale sinisée » (p. 7), soit les dynamiques de « religions établies » (bouddhisme, christianisme, taoïsme) considérées dans l'environnement de la religiosité populaire, soit les deux (caodaïsme au Vietnam, « nouvelles religions » japonaises). Le groupe a naturellement opté pour une approche pluridisciplinaire : ethnologie et sociologie religieuses apportent ainsi à un ouvrage principalement historique, mais d'une histoire pensée sur un temps long (XIII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles) permettant de dégager des effets cycliques, des permanences et des concomitances (sur le renouveau confucianiste affectant le bouddhisme en Corée et au Dai Viêt au XV<sup>e</sup> siècle, par exemple ; les périodes de sinisation ou de résilience du local ; l'âge des empires coloniaux modernes).

L'originalité du livre ne provient pas du croisement disciplinaire qui structure depuis plusieurs décennies le champ des sciences sociales des religions ou bien qu'induisent naturellement les études par aires culturelles. Elle est à rechercher tout d'abord du côté des ponts lancés, lesquels manquent souvent, entre les paradigmes des sciences religieuses occidentales (sécularisation, pluralisme) et les recherches socio-historiques sur un Orient resté trop souvent à distance.

Aborder le problème épineux de la répression, *a fortiori* lorsqu'elle est en connotation religieuse, se devait de dépasser à la fois les

représentations passées (pouvoirs despotiques, sociétés figées, religions lénifiantes) et les polémiques qui agitent aujourd'hui la sphère publique internationale au sujet des libertés bafouées, des revendications démocratiques, mais aussi des dérives sectaires prosélytes. La maîtrise des spécificités culturelles, linguistiques (renvoi aux glossaires) et les réflexions que les auteurs mènent sur le concept de répression, non pas en en donnant une définition par trop réductrice mais en essayant à chaque fois de spécifier un angle d'approche original et contextualisé, fondent clairement une démarche pertinente.

Nous pouvons ainsi suivre par étapes la disputation puis la condamnation d'un personnage religieux charismatique, apprécier l'utilité d'une répression relativement modérée pour réformer l'idéologie et le fonctionnement monarchiques, distinguer ce qui relève socialement du symbolique, de la théâtralisation ou de la menace dans un procédé répressif pour exprimer un acte d'autorité, trouver des accommodements en respect des pouvoirs exécutifs et judiciaires, susciter une « auto-surveillance » comme l'évoque Jérémy Jammes (p. 288). Les effets politiques de la répression peuvent par ailleurs affecter les fondements de la nation en voulant imposer un culte d'État ou en agissant sur l'institutionnalisation du religieux diffus ou dévotionnel afin de préserver la cohésion sociale, autrement dit nationale dans notre monde contemporain. Ils peuvent être enfin à l'origine de revendications citoyennes en faveur de la liberté de croyance sous l'effet de dynamiques intrinsèques ou de pressions extérieures internationales, diasporiques ou transnationales.

Chaque contribution analyse des données cultuelles ou doctrinales précises, croise des sources officielles et des recueils de textes religieux (narrations, anecdotes, oracles) qui donnent ainsi à lire, prises indépendamment, des analyses détaillées (avec, le cas échéant, un rappel historiographique) qu'apprécieront les spécialistes des études coréennes, chinoises, vietnamiennes et surtout japonaises (4 contributions). Mais une lecture transversale de l'ensemble des textes fait également ressortir des perspectives originales qui abordent d'un point de vue plus structurel le sens de l'État, son droit, ses modes de sacrali-



sation et de ritualisation à diverses époques (en référence au shintoïsme, au néoconfucianisme, au bouddhisme mahayana). Elles traitent de même des politiques de régulation de la sphère religieuse et de codification des « cultes immoraux » (Vincent Goossaert), des « pseudo-religions » aux doctrines dangereuses ou des « sectes hérétiques » sous différents régimes politiques (p. 224).

Les perspectives sont symétriques à propos des religions qui cherchent, selon des référents locaux, à légitimer leurs normes ou, parfois, à justifier des déviances, qui revendiquent une fonction tutélaire (comme en Corée avec le *hoguk pulgyo* ou « bouddhisme de protection du pays ») ou même une autorité éminente, qui aspirent à des positions socio-économiques parfois concurrentielles, qui réagissent enfin, de façon consensuelle ou intransigeante, aux procédés – virtuels ou réels – de reconnaissance ou de discrimination, de tolérance ou de contrôle, d'interdit, voire de violence psychologique, physique ou matérielle.

L'ensemble montre donc que la répression religieuse, en Asie comme ailleurs, n'est pas univoque, pas toujours explosive et que, ne pouvant être pensée de façon unilatérale, elle résulte plutôt des stratégies et des négociations entre acteurs et/ou communautés. Ces interactions entre conceptions théistes et séculières donnent alors forme à une gamme de décisions et de réactions interdépendantes, pas toujours anticléricales ou antireligieuses loin s'en faut. Dans ce monde sinisé et, dans une moindre mesure, à ses marges, les « tendances maîtresses » du pluralisme et du syncrétisme religieux (p. 8) – lequel est perceptible tout particulièrement dans le « triple enseignement » – mais aussi certaines productions hybrides de la modernité politique et religieuse tendraient à façonner ces décisions et ces réactions.

L'introduction d'une vingtaine de pages explique la maturation du projet et fait une mise au point méthodologique (« formulations théoriques » p. 13, « modèles en circulation » p. 23) en donnant quelques clés de compréhension du phénomène répressif pensé depuis l'Extrême-Orient. Ces dernières sont particulièrement utiles pour suivre la démarche des auteurs et la difficile délimitation qu'ils ont dû opérer à propos d'un tel objet.

Si ce recueil de sept articles n'a pas pu vraiment donner corps à des chapitres thématiques, il dépasse pourtant de loin la simple présentation chronologique « d'études de cas » comme les auteurs l'écrivent (p. 19). Car il ne s'agit pas seulement de la publication d'actes de colloque qui n'aurait fait que réajuster une problématique initiale, le lecteur a en main les résultats d'une réflexion collective dont on peut apprécier la complémentarité et les passerelles théoriques entre des contributions toutes foisonnantes.

Le collectif ERA n'a pas eu pour objectif de dresser ni un tableau des situations répressives en Asie orientale, ni une classification définitive de ces dernières<sup>1</sup>. Il a encore moins cherché à produire une synthèse de la question que seul un programme de recherche pourrait engendrer par accumulation des connaissances. L'ouvrage n'en est pas moins une œuvre fondatrice, de forme kaléidoscopique, qui a su en effet poser des bases de réflexion claires et solides tout en présentant une première série équilibrée d'études. Seule y manquerait peut-être une étude sur le Vietnam ancien.

Cet essai ne demande qu'à être prolongé en conservant une même démarche d'histoire connectée structurée autour du référent politico-religieux chinois. Elle pourrait même susciter de nouvelles études de cas qui s'intéresseraient à d'autres marges intérieures ou périphériques (Tibet, Mongolie, États de la péninsule indochinoise où la diaspora chinoise est une composante ethnique et religieuse importante), qui complèteraient les séquences historiques, qui renverraient enfin à d'autres systèmes de pensée (monarchies indobouddhiques, islam du monde malais). Continuer de cerner le concept et le lexique multilingue de la répression en Asie apportera à notre compréhension de la contestation, de la régulation des abus d'autorité, ainsi que des normes et des dissidences politiques et religieuses.

PASCAL BOURDEAUX

1 - Pour le cas du Japon contemporain, voir l'article de Jean-Pierre BERTHON, « La répression à l'encontre des 'nouvelles religions' dans le Japon impérial (1868-1945) », p. 229-232.

**François Gipouloux**

*La Méditerranée asiatique. Villes portuaires et réseaux marchands en Chine, au Japon et en Asie du Sud-Est, XVI<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*  
Paris, CNRS Éditions, 2009, 480 p. et XII p. de pl.

Après quinze années de travail sur le terrain, à Pékin, Hong Kong et Tōkyō, François Gipouloux a consacré un ouvrage ambitieux et réussi aux villes portuaires et réseaux marchands en Chine, au Japon et en Asie du Sud-Est, du XVI<sup>e</sup> siècle à nos jours.

La première thèse est que cette Méditerranée existe depuis au moins six siècles, alors que l'Asie orientale est habituellement présentée comme la façade occidentale d'un immense océan, le Pacifique, dominé par les États-Unis. Une histoire, une géographie, une économie se sont déroulées depuis longtemps dans ce vaste « corridor » qui est flanqué à l'ouest par la Chine et le Vietnam, au sud par l'Indonésie (avec les deux détroits-verrous de Malacca et de la Sonde), à l'est par les Philippines, Taïwan et le Japon.

La deuxième thèse est que l'Asie existait avant l'intrusion des Européens (Portugais, Néerlandais, Espagnols, Anglais). L'Occident n'a pas apporté les lumières du commerce et de l'industrie à des peuples arriérés et introvertis. L'amiral Zhang He avait mené sept expéditions chinoises jusqu'aux côtes de l'Afrique de l'Est, avec 48 jonques énormes transportant 27 000 hommes, entre 1405 et 1433. La Chine était, avant la prise de pouvoir des Mongols, une puissance extravertie qui avait développé un commerce intense au sein de cette Méditerranée asiatique grâce à des diasporas chinoises implantées à partir du XII<sup>e</sup> siècle. Et il semble que ce commerce local fut aussi important en volume que le trafic plus connu avec l'Europe (la soie et les épices).

C'est en s'appuyant sur ces marchands chinois que les Anglais ont pu étendre leur fructueux commerce. Même à l'époque des ports ouverts par la force en Chine au milieu du XIX<sup>e</sup> siècle, l'autorité des Occidentaux ne dépassait guère les limites des concessions internationales. Singapour (fondé en 1819 par Thomas Stamford Raffles, avec l'aide de la

colonie chinoise) et Hong Kong (annexé en 1842, avec une forte présence chinoise mais aussi parsi) ont tôt joué un rôle stratégique dans la poussée britannique.

La troisième thèse porte sur les villes marchandes qui sont fortes quand les États sont faibles. Ce fut évidemment le cas de Venise et Gênes au XIV<sup>e</sup> siècle, qui déployèrent une inventivité juridique et financière permettant toutes les audaces, des expéditions risquées et de longue durée, ainsi qu'une puissance militaire adéquate pour protéger les navires marchands des pirates, qui sont aussi anciens que les négociants. Une même liberté existait parmi les ports de la Hanse qui contrôlaient le commerce sur la mer Baltique au XV<sup>e</sup> siècle, alors que l'autorité prussienne était lointaine.

L'application de cette thèse à la Méditerranée asiatique du XX<sup>e</sup> siècle apparaît héroïque, puisque la Chine de Mao et même la Chine actuelle, « ouverte » depuis 1979, ne sont pas réputées pour la faiblesse de leur État central. Et de même pour le Japon d'après-guerre, où la reconstruction et la haute croissance ont été pilotées d'une main ferme par le ministère du Commerce international et de l'Industrie (MITI).

Néanmoins, l'auteur démontre que l'essor de Hong Kong, avec son hinterland de la Rivière des perles, et celui de Shanghai, avec la profondeur du delta du Fleuve bleu, se sont inscrits dans une perspective d'ouverture maîtrisée aux investissements et aux échanges internationaux. De nombreuses pages sont consacrées à la rivalité entre les deux villes portuaires ainsi qu'à la tension qui s'accroît entre la Chine côtière, à la croissance rapide et ouverte, et la Chine de l'intérieur, plus lente et repliée sur elle-même.

Je suis en désaccord avec F. Gipouloux sur un point qu'il cite en passant et qui est essentiel : la convertibilité de la monnaie chinoise, qu'il prévoit à très courte échéance (2010-2015). La maîtrise de la monnaie est une arme essentielle du pouvoir central pour soutenir les industries d'exportation installées le long des côtes, et on ne peut pas dire que la crise financière mondiale pousse la Chine à mêler sa monnaie au gigantesque cafoillage global.

J'ai un autre regret, celui que l'auteur n'ait pas poursuivi jusqu'au bout la thèse de la

Méditerranée asiatique comme espace économique à croissance endogène, tout en étant très ouvert sur l'extérieur, c'est-à-dire sur les marchés américains et européens. J'ai relevé deux indications fugaces et passionnantes : Shenzhen est le quatrième port mondial, qui a vu passer 18,4 millions de conteneurs en 2006, et 70 % de l'investissement direct en Chine vient de l'Asie.

Il aurait été instructif d'étudier les flux de conteneurs, la forme la plus moderne du commerce international, pour tracer les routes principales du commerce intra- ou extra-asiatique. Il est paradoxal de bénéficier de cartes magnifiques sur les voies de Venise et de la Hanse et de ne lire qu'une carte inanimée de la mer intérieure asiatique au XX<sup>e</sup> siècle.

Et de même, les flux d'investissements directs (construction d'usines ou d'établissements commerciaux et financiers) auraient pu être pistés avec grand profit. On imagine facilement une division du travail entre la conception au Japon, l'assemblage en Chine et la vente aux États-Unis. Ce moderne commerce triangulaire est peut-être déjà dépassé à mesure que le niveau technologique de la Chine s'élève.

L'Asie du Sud-Est fut, dans les années 1970, une terre majeure du capitalisme d'enclave, où les sociétés de commerce japonaises organisaient des réseaux de sous-traitance. La Chine va-t-elle y installer les activités manufacturières (textile, habillement, cuir) qui ne seront plus compétitives chez elle parce que sa main-d'œuvre y devient plus chère ?

En conclusion, la Méditerranée asiatique est aussi l'enjeu d'une rivalité feutrée entre la Chine et les États-Unis. La surveillance exercée par la 7<sup>e</sup> flotte agace Pékin, mais rassure certains riverains qui voient la Chine brusquer ses voisins en « mer de Chine » pour y affirmer sa souveraineté et exploiter les riches fonds sous-marins. Comme sa semblable européenne, la Méditerranée asiatique sera au cœur de l'histoire économique et politique des décennies à venir.

### James C. Scott

*The art of not being governed: An anarchist history of upland Southeast Asia*

New Haven, Yale University Press, 2009, XVIII-464 p.

Cet ouvrage est à la fois élémentaire dans son argument et ambitieux dans sa portée. La thèse du livre est, selon James Scott lui-même, « simple, suggestive et controversée » (p. IX) : les populations montagnardes d'Asie du Sud-Est habitent ces régions par choix afin d'échapper aux projets de création d'État dans les vallées. Dans le sillage de Willem van Schendel<sup>1</sup>, J. Scott reprend la notion de Zomia pour désigner le massif du Sud-Est asiatique qui inclut des parties de la Thaïlande, de la Birmanie, de la Chine, du Laos, du Cambodge et du Vietnam actuels. Les populations de cette région partagent une position commune, elles se situent à une altitude et une distance suffisamment grandes des États de la vallée et devraient être considérées comme un ensemble cohérent. J. Scott propose une lecture macroscopique et transnationale des enjeux politiques et historiques des sociétés qui peuplent cet espace social. Il affirme que jusqu'au milieu du XX<sup>e</sup> siècle, le Zomia a servi de « zone refuge » contre les États prémodernes et les régimes coloniaux. Se basant sur des registres dynastiques, des rapports de campagnes de pacification, des archives européennes coloniales, des histoires orales et le travail d'anthropologues tels qu'Edmund Leach, Frederick (Chit Hlaing) Lehman et Jean Michaud, il montre que de nombreux traits de ces groupes ethniques montagnards, les stigmatisant comme barbares, primitifs et menaçants aux yeux des peuples de la vallée, sont en réalité des caractéristiques développées et perfectionnées par des peuples cherchant à fuir l'État.

S'établissant sur des terrains accidentés et élevés, ces peuples limitent l'accès de l'État à leurs ressources humaines et agricoles, jouant de ce que J. Scott appelle la « friction du terrain » (p. 166). En réaction à la tyrannie, à l'esclavage, aux corvées, aux levées d'impôts, à la conscription, aux guerres, aux persécutions religieuses, aux famines et aux épidémies, des groupes quittent les vallées pour se réfugier dans les montagnes et embrasser des formes

alternatives d'agriculture, en particulier l'agriculture itinérante, moins susceptible d'être découverte, contrôlée et appropriée par l'État qui privilégie la riziculture irriguée, requérant main-d'œuvre, fixant les populations dans un espace et un calendrier, les rendant lisibles, comptables et imposables. Outre les populations qui n'ont jamais fait partie d'États, ces réfugiés des vallées sont ensuite rejoints par toutes sortes de rebelles politiques et de leaders charismatiques religieux suivis de leurs disciples, dans des « impulsions de migration » (p. 326) résultant en un « empilement vertical des 'ethnicités' » (p. 141).

Selon J. Scott, la fluidité des identifications ethniques, les pratiques religieuses hétérodoxes qu'ils adoptent, leurs structures de parenté segmentaires, leurs valeurs égalitaires, leurs sociétés acéphales, leurs histoires multiples et même leurs traditions orales formulent des rejets politiques et culturels conscients de l'autorité de l'État, des formes d'« adaptation secondaire » à la présence de l'État dans les vallées (p. 108). Il y a cependant toujours eu une symbiose entre montagnes et vallées. Les montagnes se spécialisaient ainsi dans le commerce de marchandises précieuses telles que l'opium, les bois rares et les produits médicinaux, aisément transportables et correspondant à leur dispersion et mobilité fondamentales. Les marchés des vallées fournissaient aux montagnards sel, poisson séché et produits manufacturés. Plus brutalement, ceux que l'État ne pouvait attirer par des avantages commerciaux, il tentait de s'emparer par des expéditions et des guerres. Dans une imitation subversive, l'activité millénariste des Hmong ou des Karen puisait dans les structures idéologiques des vallées pour former des mouvements visant à repousser ou détruire les États dans lesquels elles avaient été « audacieusement braconnées » (p. 322).

Le Zomia est donc un « effet de l'État », de sa construction et de son expansion, et est devenu son « obscur jumeau » (p. 326). Zomia et État se sont constitués mutuellement, l'un dans l'ombre de l'autre, y puisant ses fondements culturels. Les « barbares par intention » (p. 8) n'exhibent donc pas les restes d'un passé archaïque mais bien des caractéristiques postirrigation, postsédentarisation, post-subjection et même postlittérarisation.

L'ouvrage de J. Scott est un travail monumental et accessible. Il s'adresse aux historiens, anthropologues, politologues, spécialistes de l'Asie et des régions concernées par le Zomia, il puise dans des disciplines, des aires géographiques et des périodes tout aussi variées (de la Rome antique aux politiques d'assimilation forcée des minorités au Vietnam, en passant par la stigmatisation des Tziganes en Europe), il s'inspire entre autres des travaux de Gilles Deleuze et Félix Guattari, Pierre Clastres et Fernand Braudel. Cet éclectisme ou plutôt ce braconnage l'expose ainsi à bien des critiques. La division entre montagne et vallée semble excessivement binaire, des cas particuliers contredisent les preuves avancées et, enfin, le livre tend à donner une vue homogène des expériences diverses des montagnards. J. Scott lui-même anticipe la plupart des critiques, en limitant la portée de ses conclusions à 1945, en insistant sur la fluidité du trafic entre montagne et vallée, tout en maintenant « le plus grand clivage social » (p. 2) dans l'histoire de l'Asie du Sud-Est, au risque de nous « donner davantage le tournis » (p. 332).

Bien sûr, J. Scott ne perd jamais de vue le lieu d'où il parle. Le choix d'insérer un chapitre sur l'oralité numéroté « 6 et ½ » en est peut-être le plus exemplaire. J. Scott nous livre en effet une histoire des interstices. Y trouvant la matière et le matériel de son ouvrage, il nous propose un nouveau vocabulaire conceptuel pour comprendre les montagnes et leurs relations avec les vallées. Il met lui-même en pratique les caractéristiques qu'il décrit. Glanant des données éparées, piochant des outils conceptuels variés et proposant des interprétations risquées, notamment sur l'oralité comme choix stratégique pour fuir l'État, il imite le mouvement de son sujet, allant à contre-courant des catégories en vigueur et reliant des peuples séparés par l'histoire officielle. Il tente de donner une histoire à des populations qui ont résisté à l'accaparement par l'État : une histoire anarchiste, relationnelle et plastique. Cette vision homogénéisante de la montagne, dont l'histoire était de n'en point avoir, pour paraphraser Braudel, présente un intérêt stratégique pour les peuples du Zomia étudiés, face à l'État moderne et aux nouvelles technologies qui abolissent la friction du terrain et de la distance.

Lorsque le projet émancipateur n'est plus d'échapper au Léviathan mais de « l'appri-voiser » (p. 324), ce travail contre les mythes téléologiques du progrès et de la civilisation ouvre le répertoire des possibles et alimente la capacité d'agir politique de ces acteurs. Pour l'historien, le livre poursuit les efforts de J. Scott dans la remise en cause de l'État-nation moderne, son hégémonie dans les débats et sa place au sommet des organisations politiques. La longue portée de ses conclusions, l'exploration des dichotomies entre montagne et vallée, État et tribu, régime hiérarchique et égalitaire, et son ambition en font précisément un récit fort et convaincant, correctif utile à une histoire de la passivité face à l'État, qui ne manquera pas de susciter commentaires, réactions et débats.

STÉPHANIE PONSADY

1- Willem van SCHENDEL, « Geographies of knowing, geographies of ignorance: Jumping scale in Southeast Asia », *Environment and planning D: Society and space*, 20-6, 2002, p. 647-668.

### Eric T. Jennings

*Imperial heights: Dalat and the making and undoing of French Indochina*

Berkeley, University of California Press, 2011, XIV-352 p.

Eric Jennings, après avoir analysé le thermalisme et le climatisme dans quatre différentes stations de l'empire colonial français (Matouba en Guadeloupe, Cilaos et Hell-Bourg à la Réunion, Antsirabe à Madagascar et Korbous en Tunisie)<sup>1</sup>, choisit de focaliser son attention sur une station en particulier : Dalat, « la petite Suisse indochinoise », la plus importante et la plus célèbre de l'Indochine. Le dessein de l'auteur est de comprendre l'identité paradoxale de cette ville. Comment cette station, symbole du pouvoir impérial, la plus française de toutes les villes vietnamiennes de par son architecture, son climat, son agencement paysager et son mode de vie, a-t-elle été investie par les Vietnamiens pour devenir l'une des villes les plus courues, symbole du romantisme, où les jeunes mariés viennent passer leur lune de miel ? C'est pour analyser les racines de l'identité actuelle de la station pour

les Vietnamiens que l'auteur reconstruit son histoire en soulignant pour chaque thème et pour chaque période les permanences et les ruptures.

L'ouvrage est organisé en quatorze chapitres chronothématiques qui retracent l'histoire de la ville sur le temps long, de 1856 à nos jours. L'important écart chronologique permet, pour certains chapitres davantage centrés sur la politique, d'analyser le positionnement de Dalat à des moments clés tels que la conquête, l'établissement de la colonie, l'émergence du nationalisme, l'instabilité politique due à la Seconde Guerre mondiale, à la guerre d'Indochine et à la guerre du Vietnam ; tandis que les chapitres thématiques servent à caractériser les différentes fonctions de la ville. À première vue, le nombre de chapitres donne au lecteur l'impression de feuilleter un ouvrage encyclopédique, cependant, l'étendue de la période traitée, l'importance de la fonction politique, sociale et économique de Dalat, et la richesse des informations apportées, justifient pleinement ce choix. Cette richesse émane d'un très sérieux travail de recherches révélé par l'importante bibliographie mobilisée, la diversité des centres d'archives visités, mais également par la variété des documents analysés : des articles scientifiques d'époque (des articles médicaux sur les conditions sanitaires de la colonie), des correspondances (la correspondance entre le docteur Alexandre Yersin et sa mère), des mémoires (les mémoires de Bao Dai), des articles de presse (le *Camly*, journal de Dalat, a été minutieusement dépouillé), des plans d'urbanisme (les plans d'Ernest Hébrard de 1923 et de Louis-Georges Pineau de 1932), des archives administratives, justifiant ainsi les thèmes auxquels les chapitres, par ailleurs également proportionnés, répondent.

Les quatre premiers chapitres reviennent sur les difficiles conditions sanitaires qui ont déterminé le projet de création de stations climatiques, la découverte du site par le docteur Alexandre Yersin, les composantes scientifiques climatiques et topographiques requises pour sélectionner le plateau de Lang Sa, les premières installations et l'établissement des voies d'accès. Les chapitres suivants, centrés sur l'entre-deux-guerres, analysent le mode de vie dans les stations et le désir de recréer un environnement social, climatique et paysager

proche de celui de la métropole, son organisation spatiale grâce à l'étude des plans d'urbanisme et ses fonctions : hôtelière, éducative, religieuse. Les trois derniers chapitres mettent en lumière l'instrumentalisation politique de Dalat du début des années 1940 (occupation japonaise) à la prise de la ville en 1975 par les Viet Minh. E. Jennings souligne que l'étude de la fonction politique assignée à Dalat éclaire d'un jour nouveau les rapports entre colons français, minorités ethniques, Vietnamiens pro et anticommunistes. Les séjours prolongés de l'amiral Jean Decoux, durant l'occupation japonaise, puis ceux de Bao Dai, dernier empereur du Vietnam, son élection comme capitale de la nouvelle fédération indochinoise constituée par les deux conférences de Dalat d'avril et d'août 1946, contribuent à asseoir sa fonction politique et à faire d'elle une ville de pouvoir. L'auteur place également en parallèle les conflits militaires opposant les forces armées des Viet Minh à celles du Sud pour le contrôle de la région et de la ville avec la fonction de refuge qu'elle joue durant la Seconde Guerre mondiale et après la partition du Vietnam en deux entités.

Pour répondre à sa problématique et comprendre le lien qui unit les Vietnamiens à Dalat, l'auteur a systématiquement, d'une part, distingué les groupes sociaux qui se partagent le territoire, à savoir les colons des colonisés (minorités ethniques et Vietnamiens) et, d'autre part, singularisé la place des Vietnamiens. E. Jennings revient sur leur traitement au cours des missions d'exploration, durant la construction des voies d'accès ou dans les plantations, leur localisation théorique dans la ville, définie par les plans d'urbanisme qu'il met en perspective avec leur localisation réelle ; il démontre ainsi que Dalat n'est pas la ville blanche imaginée et que la bourgeoisie vietnamienne y est largement présente. La place des minorités ethniques est également analysée, l'auteur revient sur les premiers contacts, leur conversion et leur difficile intégration politique. De plus, le temps long choisi pour analyser l'histoire de la station permet de souligner les ruptures et les continuités

entre la période coloniale et postcoloniale, tant en termes de répartition ethnique que d'identité de la ville. E. Jennings souligne donc que peu à peu Dalat s'émancipe de sa population coloniale pour devenir une ville fréquentée par la bourgeoisie vietnamienne du Sud. Cependant, si sa population évolue, ses fonctions, elles, perdurent, voire se renforcent. Tout comme la bourgeoisie coloniale française, la bourgeoisie vietnamienne du Sud la fréquente pour sa douceur de vie, son cadre champêtre, ses activités touristiques et les institutions éducatives qu'elle abrite. En 1950, Bao Dai ouvre une école nationale d'administration pour former les élites. Progressivement, les Vietnamiens s'approprient la ville, faisant abstraction de son identité coloniale originelle pour ne retenir que le cadre et le mode de vie propre à une villégiature. D'ailleurs, l'auteur relate que les exactions commises par les Viet Minh dans la région avaient en partie pour objectif de ternir l'image bucolique et légère de Dalat, dont Bao Dai était l'ambassadeur.

Pour conclure, le choix d'E. Jennings de consacrer un ouvrage à Dalat paraît judicieux à plus d'un titre. Il s'agit du premier ouvrage consacré à l'histoire de la station qui relate les transformations postcoloniales, alors même que Dalat fut comme Hanoi et Saïgon l'une des villes les plus importantes de l'Indochine. D'autre part, l'importance de cette station, démontrée avec force par l'auteur, donne à son analyse une portée générale, livrant des éléments nouveaux et complémentaires à des thèmes d'étude majeurs de l'histoire coloniale indochinoise, tels que l'architecture, le tourisme, l'éducation, les hiérarchies urbaines et, de façon générale, sur la rencontre de deux mondes, celui des colons et celui des colonisés. C'est la force de cet ouvrage, qu'à partir d'une histoire particulière bien construite et très documentée de la ville de Dalat, E. Jennings arrive à apporter sa contribution à l'histoire générale de l'Indochine.

ALINE DEMAY

1 - Eric T. JENNINGS, *À la cure, les coloniaux ! Thermalisme, climatisme et colonisation française, 1830-1962*, Rennes, PUR, [2006] 2011.

- Henri Bernard-Maître, Pierre Humbertclaude et Maurice Prunier, *Présences occidentales au Japon. Du siècle chrétien à la réouverture du XIX<sup>e</sup> siècle* (Annick Horiuchi) p. 1095-1096
- François Lachaud, *Le vieil homme qui vendait du thé. Excentricité et retrait du monde dans le Japon du XVIII<sup>e</sup> siècle* (Pierre-François Souyri) p. 1097-1098
- Christian Galan et Emmanuel Lozerand (dir.), *La famille japonaise moderne, 1868-1926. Discours et débats* (Guillaume Carré) p. 1099-1100
- Katō Shūichi, *Le temps et l'espace dans la culture japonaise* (Augustin Berque) p. 1101
- Tessa Morris-Suzuki, *Borderline Japan: Foreigners and frontier controls in the postwar era* (Patrick Beillevaire) p. 1102-1104
- Pierre François Souyri (éd.), *Mémoire et fiction. Décrire le passé dans le Japon du XX<sup>e</sup> siècle* (Arnaud Nanta) p. 1104-1106
- David-Antoine Malinas, *La lutte des sans-abri au Japon. Le renouveau du militantisme* (Anne Gonon) p. 1106-1107
- Mark E. Caprio, *Japanese assimilation policies in colonial Korea, 1910-1945* (Lionel Babicz) p. 1107-1109
- Francis Macouin, *La Corée du Chosŏn, 1392-1896* (Isabelle Sancho) p. 1109-1111
- Liang Shuming, *Les idées maîtresses de la culture chinoise* (Anne Cheng) p. 1111-1113
- Damien Chaussende, *Des Trois Royaumes aux Jin. Légitimation du pouvoir impérial en Chine au III<sup>e</sup> siècle* (Rafe de Crespigny) p. 1113-1114
- Pierre Marsonne, *La steppe et l'empire. La formation de la dynastie Khitan (Liao), IV<sup>e</sup>-X<sup>e</sup> siècle* (Valerie Hansen) p. 1114-1116
- David Johnson, *Spectacle and sacrifice: The ritual foundations of village life in North China* (Jinping Wang) p. 1116-1118

- Eugenio Menegon, *Ancestors, virgins, and friars: Christianity as a local religion in late imperial China* (Isabelle Landry-Deron) p. 1118-1120
- Luca Gabbiani, *Pékin à l'ombre du Mandat Céleste. Vie quotidienne et gouvernement urbain sous la dynastie Qing, 1644-1911* (Alain Roux) p. 1120-1122
- Anthony Reid (éd.), *The Chinese diaspora in the Pacific* (Anne-Christine Trémon) p. 1122-1124
- Marie-Claire Bergère, *Capitalismes et capitalistes en Chine, XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle* (François Gipouloux) p. 1124-1125
- Yves Chevrier, Alain Roux et Xiaohong Xiao-Planes (dir.), *Citadins et citoyens dans la Chine du XX<sup>e</sup> siècle. Essais d'histoire sociale. En hommage à Marie-Claire Bergère* (Gilles Guiheux) p. 1126-1127
- Xavier Paulès, *Histoire d'une drogue en sursis. L'opium à Canton, 1906-1936* (Luca Gabbiani) p. 1127-1129
- Edmund S. K. Fung, *The intellectual foundations of Chinese modernity: Cultural and political thought in the Republican era* (Xavier Paulès) p. 1129-1131
- Sebastian Veg, *Fictions du pouvoir chinois. Littérature, modernisme et démocratie au début du XX<sup>e</sup> siècle* (Zhang Yinde) p. 1131-1132
- Wang Feng, *Boundaries and categories: Rising inequality in post-socialist urban China* (Isabelle Thireau) p. 1132-1134
- David A. Biggs, *Quagmire: Nation-building and nature in the Mekong Delta* (Mitch Aso) p. 1134-1136
- Mark Philip Bradley, *Vietnam at war* (Charles Keith) p. 1136-1138
- Erik Harms, *Saigon's edge: On the margins of Ho Chi Minh City* (Marie Gibert) p. 1138-1139
- Arnaud Brotons, Yannick Bruneton et Nathalie Kouamé (dir.), *État, religion et répression en Asie. Chine, Corée, Japon, Vietnam, XIII<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècles* (Pascal Bourdeaux) p. 1140-1141
- François Gipouloux, *La Méditerranée asiatique. Villes portuaires et réseaux marchands en Chine, au Japon et en Asie du Sud-Est, XVI<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle* (Christian Sautter) p. 1142-1143
- James C. Scott, *The art of not being governed: An anarchist history of upland Southeast Asia* (Stéphanie Ponsavady) p. 1143-1145
- Eric T. Jennings, *Imperial heights: Dalat and the making and undoing of French Indochina* (Aline Demay) p. 1145-1146